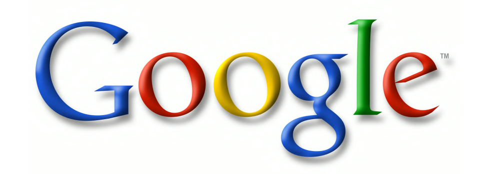
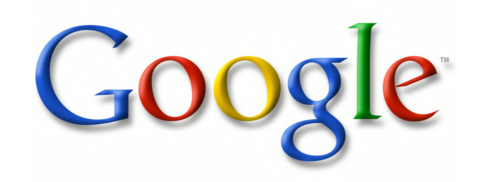
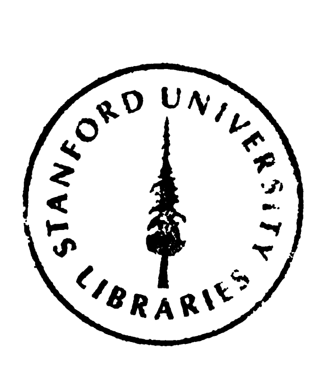



Google




STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

LA RUSSIE

DEVANT

LA CIVILISATION

SOLUTION GÉNÉRALE

DES QUESTIONS EUROPÉENNES PAR LA RECONSTITUTION INTÉGRALE

DE LA POLOGNE

PAR

MARCELIN LÉÜS

> Une des raisons qui engagent les patriotes à écrire, c'est le désir ardent d'améliorer la condition des peuples; car si l'on jette un coup d'œil sur les destinées des diverses nations, on recule d'épouvante et l'on élève la voix pour défendre les droits de la raison et de l'humanité.
>
> LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Rêveries politiques.*

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE
GALERIE D'ORLÉANS, PALAIS-ROYAL

C. DOUNIOL, LIBRAIRE
RUE DE TOURNON, 29

1863

LA RUSSIE

DEVANT

LA CIVILISATION

léonienne qui se résume dans l'idée des nationalités ?

Depuis 1852 les questions de l'Orient, de l'Italie et de la Pologne ont surgi plus grandes et plus vivaces que jamais. Les deux premières n'ont eu en quelque sorte qu'une solution relative, par la seule raison que la dernière reste encore à résoudre.

La solution de la question polonaise, « *véritable clef de toute la voûte* » de l'édifice européen, décidera seule de l'avenir de l'Europe. Elle assurera le progrès de la civilisation, sans cesse menacé dans son existence par ces souverains qui écrasent les peuples courbés sous leur domination, par l'abus constant de la force brutale, seule base sur laquelle repose leur autorité.

En 1861 surgit la question polonaise, conséquence naturelle et inévitable des guerres d'Orient et d'Italie. En 1863, la Pologne, provoquée et poussée à bout par les actes arbitraires et les rigueurs draconiennes de son oppresseur, prit les armes. Cet acte de désespoir prouva une fois de plus la nécessité absolue de résoudre cette question, on ne peut plus importante au point de vue de la sécurité de l'Europe. Le chef du nouvel Empire français pensa pouvoir alors en avancer la solution par le moyen le plus pra-

tique et le plus digne. Il convia tous les souverains de l'Europe à se réunir pour fixer les transformations accomplies et poser les bases d'un nouveau droit public, qui, dans l'intérêt de l'humanité, préviendrait le retour de ces guerres sanglantes et désastreuses dont notre continent est sans cesse le théâtre. Malheureusement son appel loyal et désintéressé ne fut pas entendu, et la lettre mémorable du 4 novembre n'obtint pas le résultat qu'on était en droit d'espérer.

Depuis lors, dans la question du Danemark, il nous a été donné de voir deux puissances formant un ensemble de soixante millions d'hommes se réunir pour écraser une nation qui compte à peine trois millions d'habitants. Condamnés à l'inaction, nous avons été forcés d'assister silencieux et immobiles à ce spectacle infligé à nos regards par les deux comparses du Colosse du Nord. La Prusse et l'Autriche sont ainsi parvenues à détourner momentanément l'attention de l'Europe de ce grand drame de l'extermination de la Pologne, qui s'accomplissait par les moyens les plus barbares à l'extrémité du continent européen.

Non, quoi qu'on puisse dire, quoi qu'on puisse faire, on ne reviendra jamais assez sur cette

LA RUSSIE

DEVANT

LA CIVILISATION

'is. — Imp. de Pillet fils aîné, rue des Gr.-Augustins 5

LA RUSSIE

DEVANT

LA CIVILISATION

SOLUTION GÉNÉRALE

DES QUESTIONS EUROPÉENNES PAR LA RECONSTITUTION INTÉGRALE

DE LA POLOGNE

PAR

MARCELIN LÉÜS

Une des raisons qui engagent les patriotes à écrire, c'est le désir ardent d'améliorer la condition des peuples; car si l'on jette un coup d'œil sur les destinées des diverses nations, on recule d'épouvante et l'on élève la voix pour défendre les droits de la raison et de l'humanité.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Rêveries politiques*.

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE | C. DOUNIOL, LIBRAIRE

GALERIE D'ORLÉANS, PALAIS-ROYAL | RUE DE TOURNON, 29

1865

et les moyens de persuasion. Est-il possible de s'illusionner à ce point que de croire obtenir un résultat quelconque par des moyens purement platoniques! les événements qui se sont accomplis depuis quelques années n'en sont-ils pas la preuve la plus évidente?

Les idées de liberté et de progrès s'infiltrent, se répandent dans les masses, se développent et doivent finir tôt ou tard par éclore, nous dira-t-on. Cet argument serait irréfutable, répondrons-nous, si personne n'était intéressé à étouffer le germe de ces mêmes idées; mais si nous regardons autour de nous, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il existe des souverains qui concentrent tous leurs efforts vers un but, celui de paralyser, d'arrêter et d'étouffer les idées de liberté et de progrès. Quant aux moyens qu'ils emploient, sont-ils platoniques, nous le demandons? Soyons donc convaincus une fois pour toutes que c'est vouloir jouer volontairement le rôle de dupe, que de continuer à lutter avec eux par la persuasion, l'influence morale, la loyauté, la générosité et l'abnégation.

Nous avons pensé qu'il ne serait peut-être pas inopportun de venir aujourd'hui ramener l'attention sur l'état actuel de l'Europe, en démontrant *que ce péril redoutable*, qui va toujours grandissant, mérite l'attention générale et exige le remède le plus prompt.

Nous n'osons pas prétendre que nos réflexions, fruit d'un travail sérieux que d'autres ont pu faire, seront accueillies avec la même faveur que les écrits de tant

d'écrivains éminents qui ont traité le même sujet. Notre ambition serait complétement satisfaite si, en venant joindre notre faible voix à la leur, nous réussissions à jeter quelque lumière dans l'esprit de ces hommes politiques, partisans de la paix à tout prix, dont l'erreur peut avoir des conséquences désastreuses pour l'avenir.

Fasse le ciel que nous ne soyons pas en droit de venir leur dire un jour avec un de nos premiers écrivains : « Il faut que la vérité soit chose bien divine, « puisque l'erreur des honnêtes gens est aussi fatale à « l'humanité que le vice, qui est l'erreur des mé- « chants[1]. »

1. De Villemain.

II

> Qu'elle nous serve à éteindre, une fois pour toutes, les ferments de discorde prêts à éclater de tous côtés, et que du malaise de l'Europe travaillée par tant de dissolution naisse une ère nouvelle d'ordre et d'apaisement.
>
> NAPOLÉON III, 5 novembre 1863.

Il serait puéril de prouver ce que personne n'ignore, que l'avenir politique de l'Europe est aujourd'hui gros d'orages et plus qu'incertain; que nous vivons dans la crainte incessante de voir surgir à chaque instant une de ces grandes questions qui restent à résoudre, et qui doivent incontestablement amener avec elles des complications dont il est impossible de prévoir la gravité.

Ces ferments de discorde prêts à éclater de tous côtés ne constituent-ils pas ce malaise général qui arrête le progrès de la civilisation?

Est-il possible de nier que cet état de crainte et d'incertitude ne constitue pas un immense danger?

N'est-ce pas là l'épée de Damoclès suspendue sur notre tête?

Depuis quelques années, toutes les questions d'intérêt et d'ordre européen ont été soulevées sans être résolues, et cependant leur solution est indispensable à l'avenir, je dis plus, à la vitalité de l'Europe. Tout arbre dont une cause quelconque arrête le développement dépérit d'abord et ne tarde pas à mourir; que les souverains réfléchissent donc et s'occupent sérieusement et sans retard de cet avenir, déjà gravement compromis par la politique qu'ils ont adoptée.

Remontons d'abord à la source du mal et cherchons quelle est la cause de cette politique, sur quelle base elle repose.

Où la chercher? où la trouver?

Nous la trouverons sans peine dans l'esprit de rivalité qui existe entre les deux peuples qui tiennent la tête de la civilisation en Europe : dans l'esprit de jalousie qui anime l'Angleterre vis-à-vis de la France, dans l'esprit de défiance justement fondé qui anime la France vis-à-vis de l'Angleterre.

Certes, personne ne pourra nous taxer de partialité si nous affirmons que l'Angleterre a assumé sur sa tête toute la responsabilité de cette politique imprévoyante et coupable.

L'esprit de la nation française est trop noble et trop généreux pour sacrifier à de mesquines jalousies, à un

sentiment de rivalité, un intérêt personnel, encore moins un intérêt général; malheureusement, il n'en est pas ainsi de sa voisine d'Outre-Manche : les faits accomplis depuis quelques années nous en donnent la preuve. Tout le monde les connaît, et nous pourrions, à la rigueur, nous dispenser de les rappeler; mais en commençant ce travail, nous nous sommes imposé la tâche d'appuyer par des faits la vérité de nos assertions. Nous citerons donc quelques exemples qui suffiront pour prouver d'une manière évidente ce que nous venons d'avancer.

Toutes les fois que la France a pris une initiative noble et généreuse, réclamant le concours et l'appui de l'Angleterre, cette puissance le lui a toujours refusé. Si elle le lui a accordé, ce n'a été que momentanément pour le lui retirer ensuite. Ce gouvernement semble avoir pris à tâche de refuser son concours à toute proposition venant de la France.

Dans la question américaine, la France prend l'initiative d'une médiation ayant pour but de mettre un terme à cette lutte fratricide dont le contre-coup se faisait alors plus particulièrement sentir en Europe. La crise cotonnière était affreuse. En Angleterre surtout, les ouvriers, par centaines de mille, étaient sans travail et sans pain. L'Angleterre avait donc plus d'intérêt que la France à concourir à cette médiation. Elle lui refusa cependant son concours.

Dans la question mexicaine, elle se joint à nous pour nous abandonner ensuite. Mais cette fois notre

drapeau est engagé, notre honneur semble nous faire un devoir de ne pas reculer; nous sommes abandonnés; mais qu'importe? nous accomplirons seuls l'œuvre commencée de concert avec l'Angleterre et l'Espagne.

En voyant la France prendre une semblable détermination, l'Angleterre paraît regretter d'abord de l'avoir abandonnée; mais elle se console bien vite, se berçant de l'espoir égoïste qu'elle succombera sous le poids d'une aussi lourde tâche. Ne voyons-nous pas, en effet, à la nouvelle d'un échec, qui ne peut être attribué qu'à l'inclémence de ce climat meurtrier et non au dévouement à toute épreuve et au courage héroïque de nos vaillants soldats, les fils d'Albion crier hourrah, et placarder sur tous les murs de Londres des affiches immenses avec ces mots : *Grande défaite des Français!!!*

Malgré les incessantes entraves suscitées à la France par ses prétendus primitifs alliés, auxquels était venue s'adjoindre la république américaine, elle triomphe, elle achève son œuvre; l'Angleterre ne peut même pas alors dissimuler son dépit, et elle est, avec la Russie, la seule puissance qui, contre l'étiquette des cours, ne félicite pas l'Empereur du succès de ses armes.

Dans la question polonaise, elle se joint à l'Autriche et à nous pour invoquer les droits des traités et de l'humanité en faveur d'un peuple héroïque et malheureux; mais quand le moment est venu, quand tout lui fait un devoir d'appuyer par des actes l'impuis-

sance de la diplomatie, elle refuse, ainsi que l'Autriche.

Cette politique n'a fait qu'irriter davantage l'oppresseur de ce peuple martyr, et lorsque la Moskovie a vu l'infortunée Pologne abandonnée de tous, elle s'est livrée à toute sa fureur, à tout son ressentiment. Le cœur se soulève d'indignation et de douleur au souvenir des actes inhumains qui ont été et sont encore aujourd'hui le résultat de cet échec diplomatique.

La Russie achève en paix son œuvre de sang et de destruction pendant que le cœur de la France, qui avait pris l'initiative de cette noble cause avec la volonté bien arrêtée de la résoudre, saigne encore de se voir la complice involontaire de ces terribles conséquences. « Malheureusement, nos conseils ont été in-« terprétés comme une intimidation, et les démarches « de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France, au « lieu d'arrêter la lutte, n'ont fait que l'envenimer[1]. »

Survient enfin la question du Danemark. Cette fois, la France, profitant des leçons du passé, laisse faire l'Angleterre. Que voyons-nous alors? Le Cabinet de Saint James encourager le Danemark, lui faire espérer un secours armé, et finir ensuite par l'abandonner entièrement.

Tous ces faits ne prouvent-ils pas d'une manière évidente que la responsabilité de cette politique coupable doit entièrement retomber sur l'Angleterre?

1. Napoléon III, 5 novembre 1863.

Ne démontrent-ils pas clairement que dans toutes ces questions la France a agi loyalement et sans arrière-pensée, et que ses nobles et généreuses intentions ont toujours été paralysées par le mauvais vouloir de la Grande-Bretagne?

III

> Ne donnons pas plus longtemps une importance factice à l'esprit subversif des partis extrêmes, en nous opposant par d'étroits calculs aux légitimes aspirations des peuples.
>
> NAPOLÉON III, 5 novembre 1863.

Examinons quels sont les enseignements que l'on doit tirer de ces faits.

L'Europe doit être aujourd'hui convaincue que la politique de l'Angleterre a pour base l'égoïsme ; que cette puissance ne donnera ni un homme, ni un schelling, pour n'importe quelle cause ; qu'elle ne prêtera même le concours de sa diplomatie que lorsqu'elle n'aura pas à craindre de compromettre ses intérêts commerciaux ; qu'elle ne se départira jamais de cette ligne de conduite, à moins cependant qu'elle n'ait des intérêts purement personnels et matériels engagés ou

compromis. La politique qu'elle suivit en 1854, lors de la guerre d'Orient, nous en donne la preuve.

Se sachant parfaitement préservée par sa position géographique, elle croit pouvoir renier la solidarité qui la lie aux peuples du continent. Mais qu'elle ne s'abuse pas, si elle tient à sa sécurité, qu'elle se hâte d'abandonner cette politique, car le danger qui nous menace ne la menace pas moins; il nous sera facile de le prouver.

La France doit en tirer un enseignement particulier. Elle ne doit jamais perdre de vue que l'Angleterre, qui paraît vouloir s'isoler, sortira de cet isolement prétendu toutes les fois qu'il se présentera une occasion de lui nuire. En effet, partout où va la France elle est sûre de rencontrer devant elle sa rivale, sapant ses intérêts et cherchant, par tous les moyens en son pouvoir, à détruire son influence et son prestige.

N'avions-nous pas raison de dire que la défiance de la France vis-à-vis de l'Angleterre est aussi fondée que celle de l'Angleterre vis-à-vis de la France l'est peu?

Pour colorer cette politique d'un prétexte quelconque, que fait-elle? Elle feint de redouter la France; elle dépense chaque année plusieurs millions pour la défense de ses côtes et faire croire à une descente probable, quoique parfaitement convaincue qu'elle n'a rien à redouter de sa voisine. D'ailleurs, la politique que l'empereur Napoléon III a suivie jusqu'ici vis-à-vis d'elle a prouvé à l'Europe que son dé-

sir le plus vif est de rapprocher les deux nations en les liant par la solidarité des intérêts. Ne consultant que les intérêts de la France et de la civilisation, qui chez lui font place à tous les autres, il a fait généreusement l'abnégation la plus complète des griefs personnels qu'il serait en droit d'imputer à ce peuple.

Qu'on ne suppose pas que, dans ce qui précède, nous avons voulu abaisser l'Angleterre au profit de la France; loin de nous une telle pensée! Notre but a été de prouver que notre politique n'a aucun trait de similitude avec celle de notre voisine, et que le danger qui menace l'Europe n'est pas l'œuvre de la France, qui a fait tous ses efforts pour le conjurer, mais bien l'œuvre du Cabinet anglais, qui s'est isolé du Cabinet français, et l'a abandonné toutes les fois qu'il aurait dû s'unir à lui encore plus étroitement.

Nous avons voulu également faire tomber cette erreur si souvent répétée que, dans sa politique, la France marche à la remorque de l'Angleterre. Ceux qui répètent ou propagent cette erreur sont de mauvaise foi, ou bien, ne s'occupant que des résultats, n'ont pas voulu se donner la peine de remonter à leur source, afin de se rendre compte de la cause qui les a provoqués.

Nous espérons que la nation anglaise comprendra enfin ses véritables intérêts en abandonnant cette politique égoïste, qui n'est plus en rapport avec le progrès de notre siècle et finirait par lui être encore plus fatale qu'à tous les autres peuples du continent.

IV

> Les traités de Vienne ont cessé d'exister; la force des choses les a renversés ou tend à les renverser partout; ils ont été brisés en Grèce, en Belgique, en France, en Italie comme sur le Danube; l'Allemagne s'agite pour les changer, l'Angleterre les a généreusement modifiés par la cession des îles Ioniennes, et la Russie les foule aux pieds à Varsovie.
>
> NAPOLÉON III, 5 novembre 1863.

La fatale rivalité de l'Angleterre et de la France, qui ont tout intérêt à s'unir, a créé cette politique que nous nommerons politique d'*expectative* et de *laisser-faire*. Cette politique imprévoyante aggrave d'autant plus le danger que le mauvais vouloir de l'une paralyse l'action de l'autre, et que l'ennemi commun, profitant avec habileté de ses dissensions,

poursuit impunément et plus sûrement son œuvre envahissante.

Nous entendons déjà une foule de gens s'écrier : Mais où voyez-vous ce danger, où voyez-vous cette politique d'expectative et de laisser-faire?

A cela nous répondrons : Comment nommerez-vous cette politique qui entreprend tout, commence tout, et ne peut rien achever? Comment nommerez-vous cette politique qui ne sait sur qui et sur quoi s'appuyer, et qui, par cela même, devient impuissante et se trouve condamnée à l'inaction, quand sa coopération active serait non-seulement nécessaire, mais indispensable? N'est-ce pas là la politique suivie par l'Europe occidentale dans la question polonaise et dans la question du Danemark?

Où est le danger? Mais ne le voyez-vous pas dans les résultats de cette politique imposée à certain peuple par le mauvais vouloir et l'égoïsme de certain autre?

Ne voyez-vous pas que ces résultats, en créant de nouveaux désordres, ont compromis sérieusement l'équilibre européen?

La Pologne abandonnée, le Danemark abandonné, que voyons-nous aujourd'hui? Encouragée et excitée par cette politique imprudente et coupable, la Prusse, après avoir écrasé le Danemark avec l'aide de l'Autriche, a jeté le masque et ne dissimule plus ses projets ambitieux. Par l'annexion des duchés qui la rendra maîtresse du port de Kiel,

dans lequel pourront se réunir, en cas de guerre, toutes les forces navales de la Russie et de l'Autriche, ne deviendra-t-elle pas une grande puissance maritime? Ce seul fait ne constitue-t-il pas un immense danger pour l'équilibre européen?

La même politique n'a-t-elle pas eu également pour résultat de concourir aux malheurs de la Pologne? Ne facilite-t-elle pas à la Russie les moyens d'accomplir son œuvre d'extermination par l'anéantissement de ce peuple héroïque, martyr de la liberté, et placé par la Providence à l'avant-garde de la civilisation? Ne la voyons-nous pas aujourd'hui, malgré ses protestations fallacieuses et mensongères, tendre à l'incorporer définitivement à son vaste empire, et cela sans se soucier des traités de 1815? *La Russie les foule aux pieds à Varsovie*[1].

Ne cherchons pas à nous illusionner, l'anéantissement politique de la Pologne sera le glas funèbre de la civilisation.

N'est-ce pas un danger capital, qu'une puissance essentiellement asiatique et barbare cherchant à étendre encore son empire du côté de l'Occident? Le doute ne nous est plus permis aujourd'hui, la Russie excite et encourage la Prusse dans ses projets ambitieux, et il est incontestable qu'elle lui a assuré son appui. Mais prenons garde, nous connaissons la générosité, l'abnégation du Cabinet tataro-moskovite; il ne fait

1. Napoléon III, 5 novembre 1863.

rien pour rien. Il ne lui a garanti son appui que parce qu'il a stipulé d'avance le prix qu'il devra en retirer. Sans nul doute, la Prusse lui cèdera ce lambeau sanglant de la Pologne que Catherine II jeta à Frédéric II comme prix de l'infâme concours qu'il lui avait prêté dans son œuvre infernale du démembrement de cette république.

La Russie ne s'en tiendra pas là; elle tourne déjà ses regards vers la Galicie, qu'elle convoite; et peut-on garantir que l'Autriche ne faiblira pas si le Cabinet de Saint-Pétersbourg, se faisant appuyer par la Prusse, instrument toujours docile de sa politique, s'engage à lui garantir la Vénétie, et lui fait espérer de reconquérir la Lombardie?

Tous ces faits constituent, sans contredit, un danger capital et imminent au point de vue de l'équilibre européen et de la paix du monde.

Les maux qui vont fondre sur l'Europe sont nombreux et beaucoup plus sérieux qu'on ne semble le croire; hâtons-nous d'y apporter remède. Machiavel, comparant les affaires d'État à la phthisie, nous a donné un conseil plein de sagesse : « Si l'on connaît « de loin les maux qui se forment (ce qui n'est permis « qu'à l'homme prudent), on les guérit bientôt. Mais « si, faute de les avoir connus, on les laisse accroître au « point que chacun les connaisse, il n'y a plus de re- « mède [1]. » Profitons, sans tarder, de cet avis si sage.

1. Machiavel, *le Prince.*

Que la France surtout ne s'illusionne pas; les premiers coups seront dirigés contre elle.

Nous trouvons la preuve de cette dernière assertion dans la réponse de M. Alexandre Gortschakoff, 1/14 juillet 1863, à la note diplomatique du gouvernement français, 17 juin 1863, sur les affaires polonaises.

Voici le passage de cette réponse, qui en dénaturant le caractère de l'insurrection en Pologne, cherche à en faire peser la responsabilité sur la France :

« En face de l'action de plus en plus évidente *des* « *éléments révolutionnaires de tous les pays*, qui se « concentre aujourd'hui dans le royaume de Pologne « et *constitue le caractère européen* de la question, nous « devions *d'autant plus* fixer l'attention du gouverne- « ment de l'Empereur Napoléon, que l'un *des princi-* « *paux foyers de cette agitation se trouve à Paris* « *même*. L'émigration polonaise, profitant de ses rela- « tions sociales, *y a organisé une vaste conspiration*, « destinée d'un côté à égarer l'opinion publique en « France par un système de diffamation et de calom- « nies sans exemple, de l'autre à alimenter les désordres « dans le royaume, soit par des secours matériels, soit « par la terreur d'un comité occulte, soit surtout en « propageant la conviction d'une intervention active « du dehors en faveur des aspirations les plus insen- « sées de l'insurrection.

« Cette influence est aujourd'hui *la principale* « *source d'une agitation* qui, sans elle, se serait éteinte « sous l'action des lois devant l'indifférence ou la répul-

« sion des masses. *C'est donc là* qu'il faut chercher la « cause morale qui tend à prolonger le pénible état de « choses dont, comme nous, le gouvernement français « appelle de ses vœux la prompte cessation au nom de « la paix et de l'humanité. Nous aimons à croire qu'il « ne permettra pas qu'on fasse abus de son nom au « profit de la révolution en Pologne et en Europe. »

Pour démontrer la fausseté et le perfide calcul de ces allégations du Cabinet moskovite, cherchant à insinuer que l'insurrection polonaise était le résultat de menées révolutionnaires, nous n'avons qu'à citer ces paroles de Napoléon III : « Et il m'a fallu croire la « cause polonaise bien populaire en France pour ne pas « hésiter à compromettre une des premières alliances « du continent, et à élever la voix en faveur d'une na- « tion *rebelle aux yeux de la Russie,* mais aux nôtres « *héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les* « *traités*[1]. »

« La vérité, c'est que le mouvement est purement na- « tional. Il n'en faut chercher la source ni dans une « aristocratie, ni dans une secte; elle est dans l'op- « pression de la Russie, dans la force des choses elles- « mêmes. Nous n'aurions pas souffert un seul jour « peut-être ce que les Polonais ont eu la patience de « supporter cent ans [2]. »

C'est en ces termes que le 22 janvier 1864, un de

1. Napoléon III, 5 novembre 1863.

2. Léon Plée, rédacteur en chef du *Siècle, la Pologne, discours d'un journaliste aux orateurs.*

nos publicistes répondait à cette insinuation perfide du Cabinet de Saint-Pétersbourg. Dans une brochure où l'on retrouve à chaque page le talent remarquable qui le distingue, il réfutait de la manière la plus logique, la plus convaincante, et faisait tomber pièce à pièce toutes les attaques dirigées contre la cause polonaise, toutes les objections soulevées contre une intervention de la France en faveur de la *malheureuse persécutée.*

Dans la réponse de M. Alexandre Gortschakoff, il est facile de voir que la Russie ne pouvait mieux faire comprendre à la France de se tenir sur ses gardes. *L'un des premiers foyers de cette agitation se trouve à Paris même,* » et plus loin, « *c'est donc là qu'il faut chercher la cause morale*, etc. »

Oui, nous l'affirmons, c'est à Paris, foyer de la civilisation et du progrès, à Paris, d'où rayonnent vers toutes les parties du monde les idées de liberté que la Russie espère un jour venir étouffer, ces principes qu'elle considère comme les ennemis les plus dangereux de son existence, comme empire autocratique. Répétons donc, sans crainte d'être contredit, que les premiers coups seront portés à la France, messagère dans le monde des principes de 89, qui sont l'épouvantail des souverains despotiques. « L'ordre ne « pourra régner en Europe que lorsque le courrier de « Saint-Pétersbourg portera des ordres à Berlin, à « Vienne et à Paris. » Ce conseil, donné sous Alexandre I[er] au gouvernement russe, par le sénateur Nicolas

Novosiltsoff, ne vient-il pas encore corroborer notre assertion ?

« Nous entendons déjà la France entière protester « et nous objecter le soleil d'Austerlitz, la grande ar- « mée, les quatorze armées de la république ! Très- « bien, répondrons-nous, si les souvenirs prévalent « contre la mitraille et les baïonnettes, et la duplicité « qui sait faire naître, attendre ou brusquer l'occasion [1]. »

1. Esnault, *Introduction à l'histoire de Russie.*

V

> Je n'ignore pas que plusieurs ont cru et croient encore que les affaires du monde sont gouvernées de telle manière, par la fortune ou par la Providence, que les hommes, par leur prudence, ne peuvent point les modifier et qu'elles sont sans remède.
>
> MACHIAVEL, *le Prince.*

Cette politique d'expectative et de laisser-faire a enfanté ce principe derrière lequel l'Europe occidentale semble abriter aujourd'hui son impuissance et son imprévoyance dans les questions qui importent le plus à sa vitalité, à sa sécurité.

La diplomatie moderne a donné à ce principe le nom de non-intervention, mot on ne peut plus élastique, en ce sens que chacun peut l'interpréter en vue de ses intérêts ou de son ambition.

Si ce principe continue à être mis en pratique, il hâtera plus que toute autre cause la ruine de l'Europe civilisée, de même que le *liberum veto* contribua le plus au démembrement de la Pologne.

Tout le monde est aujourd'hui unanime à condamner ce principe. On ne peut mieux le définir qu'il ne l'a été, il y a à peine quelques jours devant le Sénat, par M. le marquis de Larochejaquelein.

Voici cette définition qui a été approuvée par tous les hommes sérieux et de bonne foi :

« Mais je désire avant tout répondre à une partie du discours de l'honorable M. Chaix d'Est-Ange. Il a parlé du principe de non-intervention, et il a dit qu'on aurait tort de considérer comme une intervention ce qu'on a fait en Russie et en Italie, et que notre action dans ces circonstances n'avait rien de semblable à ce qui se passe à Rome. En vérité, on fait un *singulier emploi* de ce mot, on en interprète la valeur tour à tour *dans des sens bien différents*.

« La non-intervention, comme on le faisait si justement observer dans cette discussion, *n'est pas un principe*, on y a recours ou on la rejette selon les nécessités, et il en est qui l'invoquent parce qu'ils veulent qu'on respecte la révolution partout où on la voit surgir.

« Quand la France envoie ses troupes pour protéger le Pape, on dit que c'est de l'intervention ; quand nos soldats vont au Mexique, on prétend que c'est pour détruire l'anarchie et que ce n'est pas de l'interven-

tion. Que demain la Belgique se mette en république, et l'on trouvera bon d'intervenir.

« Oui, ce soi-disant principe de non-intervention *n'est qu'une plaisanterie.*

« Franchement, je ne comprends plus qu'un homme politique parle du principe de non-intervention. Ce n'est pas un principe, *c'est un mot vide de sens.* En Angleterre on ne pense pas autrement.

« Et vous prétendez que la non-intervention doit être appliquée à l'Italie ? Mais si l'Autriche venait à attaquer le Piémont, est-ce que vous ne vous croiriez pas le droit d'intervenir ? Pourquoi donc ne l'auriez-vous plus quand il s'agit du Piémont, qui ne vit que par la France ? Je dis que votre principe n'est qu'*un leurre*[1]. »

Il nous semble que la non-intervention ne pourra être érigée en principe que lorsque toutes les puissances l'auront adoptée ; nous ajouterons qu'il faudrait avant tout établir une loi internationale qui, en la réglant de manière à ne laisser aucune porte ouverte aux abus d'interprétation, en dirigeât l'application d'une manière uniforme et invariable. Il faudrait également que tous les souverains et les peuples acceptassent cette loi, et s'engageassent en même temps à la faire respecter par tous.

Mais, demandons-le, est-ce une chose possible, *au milieu de ce déchirement successif du pacte fonda-*

1. Discours prononcé au Sénat le 17 mars 1865.

mental européen [1]? Les puissances à vue longue consentiraient-elles à se soumettre à une loi qui serait le plus grand obstacle à l'accomplissement de leurs projets ambitieux?

Il est donc incontestable que ce principe laissant un trop vaste champ ouvert aux abus d'interprétation, ne peut être aujourd'hui qu'un immense danger pour l'équilibre européen, l'avenir de l'Europe et le progrès de la civilisation.

1. Napoléon III, 5 novembre 1863.

VI

> Les préjugés, les rancunes qui nous divisent n'ont-ils pas déjà trop duré? la rivalité jalouse des grandes puissances empêchera-t-elle sans cesse le progrès de la civilisation?
>
> NAPOLÉON III, 5 novembre 1863.

Nous croyons avoir prouvé d'une manière évidente, par les faits que nous avons cités plus haut, que la fatale rivalité des grandes puissances a eu pour résultat de créer cette politique imprévoyante, qui constitue un danger capital pour l'avenir de l'Europe.

En remontant de l'effet à la cause, il nous a été facile de trouver la base sur laquelle repose cette politique dangereuse. Nous l'avons trouvée dans la rivalité jalouse de l'Angleterre vis-à-vis de la France, et dans la défiance justement fondée que cette rivalité inspire à la France.

Il serait, ce nous semble, bien facile de faire disparaître ce danger. Que faudrait-il pour cela? Un peu de bon vouloir de la part du Cabinet anglais.

La France n'a-t-elle pas déjà fait tout ce qu'il est possible de faire pour obtenir ce résultat; les faits accomplis, et que personne n'ignore, n'en sont-ils pas la preuve?

L'Angleterre n'a-t-elle pas fermé l'oreille à cette initiative prise par Napoléon III? grande initiative qui avait pour but de consolider à jamais la paix européenne. A-t-elle entendu cet appel généreux du souverain de la France : « Les préjugés, les ran« cunes qui nous divisent n'ont-ils pas déjà trop duré? « La rivalité jalouse des grandes puissances empêchera« t-elle sans cesse le progrès de la civilisation[1]? » Non-seulement elle n'a pas répondu à cet appel, mais elle s'est plus que jamais renfermée dans cette politique qui est le suprême de l'égoïsme. Elle fait fausse route en se maintenant dans un système qui finira par lui aliéner toutes les sympathies des nations civilisées de l'Europe. Il y a danger pour elle de renier cette solidarité qui unit tous les peuples; si elle persévère dans cette voie, elle se verra bientôt réduite à rester pour toujours isolée, ou bien à faire cause commune avec les ennemis de la liberté et du progrès de la civilisation.

Le gouvernement anglais se résignera peut-être à ce rôle, mais nous doutons que la nation anglaise, avec ses grands principes de liberté et de progrès, ac-

1. Napoléon III, 5 novembre 1863.

cepte froidement et passivement cette politique, qui lui aura été imposée par les fautes de ses gouvernants. Elle a trop le sentiment de sa grandeur et beaucoup trop de bon sens pour accepter ce rôle indigne d'un grand peuple.

Les progrès accomplis depuis quarante ans par la civilisation ont produit un si grand développement dans l'état social et intellectuel, dans la condition extérieure et générale des peuples, que le globe tout entier a été mis dans des conditions toutes nouvelles ; aussi les principes sur lesquels pouvait autrefois reposer la politique de certains peuples, et contribuer à leur grandeur et à leur prospérité, sont incontestablement devenus aujourd'hui non-seulement inapplicables mais même dangereux au point de vue de leur prospérité et de leur sécurité. « Je crois aussi que « celui-là est heureux qui règle sa conduite d'après les « circonstances, et que celui-là est malheureux qui ne « sait pas se conformer aux temps. Il n'y a pas d'homme « assez prudent pour savoir toujours s'accorder avec « les temps, parce qu'on ne saurait résister à son propre « penchant, ou parce que l'on ne peut guère *se résoudre « à quitter une route où l'on a toujours trouvé la pros- « périté,* et enfin parce que l'homme patient *ne sait pas « être impétueux quand il faut l'être, ce qui le perd;* au « lieu que s'il changeait de caractère *suivant les temps « et les choses, on ne changerait pas de fortune*[1]. »

1. Machiavel, *le Prince.*

VII

> Le sort de tous les gouvernements, quelle que soit leur forme, est de renfermer en eux des germes de vie qui font leur force, et des germes de dissolution qui doivent un jour amener leur ruine.
>
> Napoléon III, *Vie de J. César*, l. I, c. ii.

Il n'existe aujourd'hui que deux principes, complétement opposés l'un à l'autre, sur lesquels roule toute la politique européenne, et par conséquent sur lesquels repose l'avenir politique de l'Europe.

D'un côté, nous avons le principe de la liberté des peuples et du progrès de la civilisation, en un mot les principes de 89.

De l'autre, le principe de l'asservissement des peuples, du despotisme et de la barbarie.

Ces deux principes sont en lutte ouverte. Lutte du

bien contre le mal; lutte *d'un passé qui s'écroule, usé, répudié par tous les peuples*, contre la liberté et le progrès de la civilisation, *aspirations légitimes des peuples.*

Il est incontestable que l'avenir européen est subordonné à celui de ces deux principes qui prévaudra.

Que l'Europe s'empresse donc de sortir de cette indifférence coupable qu'elle paraît avoir pour tout ce qui touche à son avenir et à sa vitalité. Chaque minute d'hésitation aggrave le mal; qu'elle se hâte, dans quelques années il serait trop tard, elle se serait suicidée par ses atermoiements et son imprévoyance.

Pour bien connaître les ennemis de la liberté et de la civilisation, nous n'avons qu'à rechercher les puissances qui représentent ce principe du despotisme et de l'asservissement des peuples; quand nous les connaîtrons, il nous sera facile de les combattre.

L'âme de ce principe, tous nos lecteurs l'ont déjà nommée, c'est la Russie, ce colosse du Nord, « qui « aspire à la conquête du monde. Malheur à tous ceux « qu'elle protége ou qu'elle approche! elle finit par les « dévorer. Pendant quarante ans elle protégea le « royaume de Kazan, c'est aujourd'hui une de ses « provinces; elle prétendait protéger la Pologne, « quand elle la démembra[1] ».

Le Cabinet de Saint-Pétersbourg est d'autant plus

1. Esnault, *Histoire de la Russie.*

dangereux qu'il ne recule devant aucun moyen pour avancer son œuvre. La force brutale, la calomnie, la lâcheté, la perfidie, le mensonge, la duplicité, la corruption, sont un jeu pour lui; souvent même il met en pratique ce principe proverbial en Russie, *qu'il faut tuer les abeilles pour manger tranquillement le miel.* Ce système mongol, ne l'applique-t-il pas, au moment même où nous écrivons, en Pologne et en Circassie?

« C'est un des caractères des hordes barbares, de « ne reculer devant aucun manque de foi pour triom- « pher de leurs ennemis, le succès restant pour eux la « seule preuve de la bonté des moyens; puis de se « porter aux excès de la plus monstrueuse cruauté, « aux plus révoltantes débauches après la victoire[1]. »

La Russie comprit un jour que, seule devant l'Europe, l'œuvre qu'elle poursuit depuis des siècles serait bientôt anéantie; aussi créa-t-elle cette triple alliance dont elle menace l'Occident dans les moments suprêmes; épouvantail devant lequel les cabinets occidentaux hésitent toujours, dans la crainte d'allumer une guerre européenne; crainte factice que le Cabinet moskovite sait entretenir avec habileté, parce qu'elle est le rempart derrière lequel il abrite ses projets ambitieux et les ressorts obscurs qu'il fait jouer sans cesse pour arriver à son but.

Il entretient cette crainte par tous les moyens en son pouvoir, parce qu'il est convaincu, avec juste rai-

1. J. Berger de Xivrey, membre de l'Institut, *Lien des questions d'Orient et d'Italie.*

son, que le jour où l'Occident désabusé ouvrira les yeux, ce rempart s'écroulera, ensevelissant sous ses décombres le plan politique qui lui a été légué par Pierre Ier, et à l'accomplissement duquel il travaille depuis des siècles avec une persévérance et une inflexibilité que rien ne rebute.

Cette triple alliance, épouvantail de l'Europe, est bien moins redoutable qu'on ne semble le croire, et en l'étudiant de près, on arrive facilement à se convaincre que, pour l'anéantir et la rendre à jamais impossible, il n'y a qu'à briser le lien d'intérêt commun qui lie ces trois puissances.

L'Autriche et la Prusse, satellites de la Russie, ne sont que les instruments de sa politique. Lorsque le Cabinet de Saint-Pétersbourg aura accompli la partie la plus difficile de son programme, partie qu'il lui est impossible de réaliser sans l'aide de ces deux puissances, leur appui lui devenant inutile, il les brisera comme il aura fait des autres. Lorsqu'un monument est achevé, l'architecte laisse-t-il subsister les échafaudages qui lui ont servi à l'élever!

Cette triple alliance a paru sur le point de se briser quand a surgi la question polonaise. L'Autriche ne paraissait-elle pas vouloir faire cause commune avec l'Occident! Cette politique autrichienne n'était qu'un leurre, qu'un appât jeté à la France pour l'entraîner seule dans une guerre européenne, et tâcher de l'écraser et de l'anéantir. Les trois puissances du Nord avaient d'avance la certitude que l'Angleterre

resterait inactive. L'Autriche n'a pas cessé un seul instant de servir la politique du gouvernement russe. La conduite qu'elle a tenue après l'échec diplomatique des trois puissances en est une preuve matérielle et incontestable. Ne mit-elle pas alors la Galicie en état de siége? Ne refusa-t-elle pas de rendre la liberté au dictateur Langiewicz qu'elle détenait dans la forteresse de Josephstadt?

Nous n'incriminons pas la nation autrichienne toute entière; nous n'ignorons pas qu'il existe parmi ses représentants des hommes libéraux qui blâment cette politique; nous n'avons qu'à nous reporter aux interpellations adressées au gouvernement et aux discussions qui ont eu lieu dans la chambre au sujet de ces deux actes arbitraires; mais que peut faire une si faible minorité! Elle ne peut rien, en voici la preuve : « Le « gouvernement autrichien en Galicie marche aujour« d'hui sur les traces des Berg et des Mouravieff. Des « femmes du peuple ont été condamnées à la baston« nade; des dames illustres sont poursuivies devant les « tribunaux autrichiens pour avoir organisé des se« cours en faveur des blessés et des malades. Les dé« négations et les équivoques ne sauraient prévaloir « contre les pièces officielles publiées par le gouver« nement autrichien en Galicie, contre ces circulaires « qui ordonnent de fermer absolument la frontière à « tout Polonais *sujet russe* non muni de passe-port « russe, et de renvoyer par *la force*, dans leur patrie, « les étrangers sans passe-ports en règle, c'est-à-dire

« de livrer à la mort ou à la Sibérie les réfugiés po-
« lonais [1]. »

Résumons en disant que ce satellite de la Russie est d'autant plus à craindre que l'une des bases de sa politique est la duplicité, et qu'il nous faut redoubler de défiance toutes les fois qu'il paraît vouloir faire cause commune avec nous. *Timeo Danaos et dona ferentes.*

L'alliance autrichienne ne sera jamais une politique française. L'histoire de l'empire nous en a fourni malheureusement bien des preuves. Napoléon lui-même, dans ses improvisations de Sainte-Hélène, l'avoue sans faiblesse et sans honte, dans l'espoir que ses successeurs éviteront de retomber dans les fautes qui l'ont perdu. « Après Wagram, j'ai négligé de mor-
« celer la monarchie autrichienne, et je fis une grande
« faute, celle de ne pas l'abattre davantage; c'est elle
« qui nous a perdus. Par mon mariage, l'Autriche est
« devenue bourgeoisement ma famille, et cependant
« c'est ce mariage qui m'a perdu... J'ai posé le pied
« sur un abîme recouvert de fleurs. »

1. Comité central franco-polonais, 15 avril 1865.

VIII

> Appelez-vous donc conservateurs tant que vous voudrez, hommes d'État à petite vue et à petite portée, nous rirons de pitié, car prêcher le maintien d'un État fébrile et maladif au lieu de chercher le remède efficace, c'est le propre de l'ineptie et de la faiblesse.
>
> LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Rêveries politiques.*

La politique du Cabinet prussien, dont le chef est M. de Bismark, est beaucoup plus tranchée que celle de l'Autriche. Le chef de ce Cabinet n'hésite pas à se faire l'aveugle et docile instrument de la Russie. Ne le voyons-nous pas aidant, par tous les moyens en son pouvoir, la répression du soulèvement polonais dans la Pologne russe?

La politique de M. de Bismark marche de front avec

la politique despotique des tsars. Elle n'en est pas moins dangereuse que celle de l'Autriche, mais du moins elle marche droit devant elle et au grand jour vers son but, ne déviant pas d'une ligne du programme qu'elle s'est tracé.

Il ne nous appartient pas ici de porter un jugement sur le chef du Cabinet prussien; les hommes qui dirigent la politique des États appartiennent à l'histoire, c'est elle qui les jugera. Ce que nous pouvons dire, nous ne serons en cela que l'écho de tous les hommes de cœur, c'est que la politique suivie par M. de Bismark, dans la question polonaise, sera une grande tache dans l'histoire de la Prusse.

Par quelles manœuvres le Cabinet de Saint-Pétersbourg est-il parvenu à faire de la Prusse un instrument aussi docile et aussi aveugle de sa politique? Il serait difficile de se prononcer aujourd'hui; l'histoire nous donnera sans nul doute de curieuses révélations à ce sujet, mais nous pouvons affirmer que la Russie l'excite et l'encourage dans ses projets ambitieux: qu'elle lui a garanti son appui, et qu'en échange la Prusse lui prêtera son concours dans la réalisation de ses projets ultérieurs et prochains.

La politique de M. de Bismark a été flétrie dans la chambre prussienne par les organes du parti du progrès. Nous ne pouvons mieux éclairer nos lecteurs qu'en leur donnant le compte rendu de la séance du 18 février 1863, dans laquelle le gouvernement prussien fut vivement interpellé et sévèrement blâmé sur

la conduite qu'il venait d'adopter envers l'insurrection polonaise.

Ce compte rendu, dressé par M. Morier, fut transmis de Berlin, le 21 février 1863, par sir Buchanan au comte Russell.

Compte rendu des débats de la Chambre prussienne sur la question polonaise, 18 *février* 1863.

« L'interpellation suivante a été adressée au gouvernement dans la séance du 18 :

« Une convention a-t-elle été conclue entre le gouvernement du roi et le Cabinet impérial de Russie, pour la répression de l'insurrection en Pologne? et, en cas d'affirmative, quel est son contenu?

« Le président de la chambre ayant invité le ministre président de répondre à cette question, M. de Bismark se leva et dit que le gouvernement n'était pas dans l'intention d'y répondre. Là-dessus M. de Unruh fit observer que malgré le refus du gouvernement de répondre à l'interpellation, il ferait la motion que le débat s'ouvrît à ce sujet, comme étant d'une telle importance que l'opinion de la chambre à cet égard devait être connue et fixée. »

Nous omettons le discours de M. de Unruh et la réponse de M. de Bismark, pour arriver au discours de M. Waldek, qui exprime sincèrement les sentiments de la majorité du parti libéral.

M. Waldek : « Le ministre président a daigné nous donner quelques détails sur les préparatifs militaires

qui se font actuellement; mais il a gardé le silence sur la question : si une convention a été conclue avec la Russie ou non. Ce silence ne peut prouver qu'une chose, c'est qu'une convention a été conclue, car autrement il aurait, sinon par respect pour nous, au moins par respect pour le pays et l'Europe, répondu à notre interpellation par un simple non, seule réponse compatible avec l'honneur et la dignité de la Prusse. Une convention pour aider un tel État que la Russie à soumettre ses sujets soulevés, était une chose si monstrueuse qu'il était difficile de trouver une catégorie particulière parmi les actes publics où l'on pût la ranger. Elle ne pouvait être un instant classée avec un traité conclu pour aider un État allié à se défendre contre des ennemis étrangers. Elle n'était ni plus ni moins que l'envoi de gendarmes et d'une police armée dans un pays *dont l'existence n'a jusqu'ici dépendu que de la police et des gendarmes.* Était-ce là un rôle qui pouvait être accepté par un État qui prétend marcher à la tête de la civilisation en Allemagne? L'homme dont le front n'a pas rougi de honte à une telle pensée n'était pas digne d'être Prussien ou Allemand. (*Bruyantes acclamations dans une grande partie de la salle, et plainte de la part des onze du gouvernement.*)

« Le parti auquel appartient le ministre président est celui qui, en opposition avec les votes de la Chambre en 1854, s'efforça de pousser le pays à une coopération active avec la Russie lors de la guerre de

Crimée. C'était là au moins une politique qui pouvait être défendue sur le terrain politique. Mais dans quel dictionnaire politique trouverait-on le terme juste pour désigner une intervention de la police en faveur d'un État étranger? Le caractère de l'insurrection actuelle a été exactement décrit par le premier orateur. Ce n'est pas une révolte organisée dans un but politique, mais un cri d'angoisse poussé par un peuple opprimé. Supposons un instant que ces créatures infortunées, qui ont cherché dans les bois et les endroits déserts un refuge contre une brutale tyrannie, pussent tenter un mouvement agressif contre la frontière prussienne; notre sécurité contre un danger de ce genre doit être cherchée dans le contraste qui existe dans notre administration dans nos provinces polonaises et le régime russe, et non dans l'appui et l'assistance prêtée à ce système de gouvernement.

« Est-ce donc une chose si indifférente que nos enfants soient pris pour faire l'office de bourreau pour un gouvernement absolu? Non, ce n'est pas dans l'intérêt de la Prusse, que cela soit bien entendu, que cette affaire se fera, mais dans l'intérêt de l'absolutisme....... •

« Le ministre président a protesté contre les injures prodiguées au gouvernement en face de l'Europe. Mais je nie que telle ait été notre manière d'agir. Indiquer les fautes commises par le gouvernement n'est pas lui prodiguer l'injure, et la ligne que nous suivons a pour but de fortifier et non d'affaiblir l'État. Ce que

nous voulons, c'est montrer à l'Europe que si le gouvernement prussien fait fausse route, le peuple prussien au moins ne l'encourage pas dans la voie qu'il suit. Telle est notre occupation aujourd'hui, et si le ministre président refuse de mettre la convention sous nos yeux, et si son contenu est tel que les journaux le disent, nous aurons au moins, par tout ce que nous avons dit dans cette séance, protesté d'avance contre elle, comme étant contraire aux intérêts de la Prusse, comme opposée aux principes des relations internationales, et comme sans précédent dans les annales de l'histoire. » (*Longues et bruyantes acclamations.*)

Malgré tout, le Cabinet prussien n'en a pas moins persévéré dans cette voie et contribué, par tous les moyens en son pouvoir, à aider la Russie dans son œuvre. Nous terminerons en citant une correspondance de Posen, toute récente, qui confirme cette persistance de la Prusse à appuyer la politique absolutiste et despotique des tsars.

Extrait d'une correspondance adressée de Posen, le 8 février 1865, *à la Gazette de Bohême, Narod, qui l'a publiée dans son n°* 53.

« Les colons allemands s'éloignent des Polonais et se montrent hostiles envers eux. Les Allemands occupent tous les emplois importants. La ville de Posen est recouverte d'un enduit germanique, et il faut l'avoir habitée pendant quelque temps pour reconnaître qu'il y a là des Polonais. Le gouvernement tient à l'é-

cart et repousse tout ce qui touche à notre race; interdit les réunions, et la police proscrit l'usage de la langue polonaise pour les enseignes. Il est défendu, en outre, de jouer des pièces de théâtre dans la langue nationale.

« Le gymnase ou collége de Sainte-Marie-Madeleine, qui est insuffisant pour contenir les élèves, devait être agrandi aux frais de la ville; le gouvernement prussien s'y est opposé, et on est obligé de déverser les élèves dans les écoles allemandes. Le gouvernement a aussi défendu la création de l'Université de Posen, bien que la ville voulût payer les frais de construction, et il vient de déclarer qu'on enseignerait en langue allemande. Les jeunes gens polonais qui se destinaient au professorat, et qui avaient fait leurs études dans la langue maternelle, ne pourront donc plus trouver des emplois de professeur.

« La situation est pire pour ceux qui ont fait leur droit; aucun Polonais ne peut arriver à la magistrature, et dans les autres branches de l'administration ils n'avancent pas. »

La lecture de cette correspondance ne nous démontre-t-elle pas que le Cabinet brandebourgeois sert, par tous les moyens en son pouvoir, la politique tataro-moskovite?

L'Autriche et la Prusse ne sont attachées à la Russie que par le lien de co-possession de la Pologne; ce lien brisé, elles devront forcément et pour toujours rentrer dans la famille européenne à laquelle elles ap-

partiennent. Ce lien brisé, la Russie ne pourra plus compter sur le concours d'aucune puissance européenne pour arriver à l'accomplissement de ses vastes projets; se trouvant alors débarrassée de ses préoccupations exagérées, résultat de ses vues en Europe, elle pourra se livrer sans entrave et en toute sécurité aux réformes intérieures, et arriver ainsi, quelqnes siècles plus tôt, au niveau de la civilisation occidentale dont dix siècles la séparent.

La Russie ne peut et ne doit pas être comptée au nombre des puissances européennes, avec lesquelles elle n'a aucun trait de similitude. Sa place se trouve à la tête de la famille asiatique, à laquelle elle appartient.

Nous allons maintenant nous appliquer à donner une idée exacte et impartiale de la Russie, et démontrer clairement qu'elle est l'ennemie jurée de la liberté et du progrès de la civilisation, attendu qu'en elle, elle résume le principe de l'asservissement des peuples, du despotisme et de la barbarie.

Par l'étude de sa politique, nos lecteurs pourront se convaincre du sort qu'elle réserve aux peuples conquête desquels elle aspire.

IX

Notre gouvernement a donné au mensonge une organisation officielle et l'a élevé à la hauteur d'une institution politique.

PIERRE DOLGOROUKOW, *la Vérité sur la Russie*, ch. XVIII, p. 227.

Il faut être habile à feindre et à dissimuler, car les hommes sont si simples, si accoutumés à obéir aux circonstances, que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un à tromper.

MACHIAVEL, *le Prince*.

La Russie est l'ennemie jurée et la plus dangereuse de l'Europe, ennemie d'autant plus redoutable qu'elle cache sous des dehors de civilisation l'astuce, la mauvaise foi, la perversité, la duplicité, l'ambition la plus vaste et des mœurs presque barbares.

« Grattez l'épiderme russe, a dit Napoléon, et c'est toujours l'ours ou le tatar qu'on y trouvera. »

nce est d'autant plus à craindre qu'il e
se faire une idée exacte des intrigues
l'elle fait jouer pour arriver à son bu
ıt *de tous les peuples*. Par ses promess
protestations mensongères, son auda
parvient toujours à en imposer à l'E
le et à la tromper.

l'Occident soit bien peu clairvoyant s
intérêts pour ne l'avoir pas rayée dé
mps de la liste des puissances eur
ilisées ! Il a déjà eu plusieurs fois la po
aire, il ne l'a pas fait ; c'est la faute
il ait pu commettre ; cette faute a con
enir prochain.

e connaît pas la Russie, parce qu'elle
se tromper par une foule d'écrivains o
rivent sous l'inspiration de documen
iciels qui émanent de la chanceller
cuments ne sont pour la plupart qu'u
songes fabriqué pour tromper l'Europ
on lit ces superbes articles qui repr
ssie marchant à grands pas dans la vo
de la civilisation ; quand on lit ces s
ies sur les intentions libérales et civi
ır de toutes les Russies, on ne peut qu
ntiment de pitié et de dégoût, et s'écrie
nposture !

t juger un souverain et son peuple q
Eh bien ! les actes de ce souverain,

son peuple et de ses employés, sont le démenti le plus éloquent que l'on puisse opposer à toutes ces réclames, écrites sous l'inspiration de ce gouvernement fallacieux et perfide.

Toutes ces prétendues réformes dont on fait parade, ne sont que dans les oukases, attendu que leur application en est toujours faite de manière à donner encore plus de force et plus de vie à cette autorité barbare, despotique et autocratique des tsars.

Pour ne parler que du grand cheval de bataille d'Alexandre II et de ses apologistes, l'*affranchissement des serfs*, nous affirmerons que cet acte a été imposé à ce souverain par la force des événements. Il a été mis en vigueur de manière à inspirer au peuple russe un dévouement encore plus fanatique à la personne de son tsar et une haine profonde envers ses anciens maîtres.

Cet acte, conçu en vue de la civilisation et du bien-être de ce peuple, eût été sans contredit le plus grand, le plus généreux de ce siècle et la plus belle page de l'histoire de la Russie ; mais quand on voit les causes qui l'ont provoqué, les motifs qui l'ont dicté, l'enthousiasme qu'il nous eût inspiré fait place à un sentiment de tristesse et de dégoût.

Nous allons esquisser à grands traits l'histoire de l'émancipation en Russie, afin que nos lecteurs puissent se convaincre de la vérité de notre assertion.

icolas Ier pensant avec juste raison que les idées
berté et de progrès ne pouvaient s'introduire dans

son empire que dans la classe *prétendue* éclairée et intelligente, la noblesse, rechercha le moyen le plus prompt à paralyser les efforts de cette caste dans le cas *où elle oserait un jour penser à la liberté* et essayer de rendre moins lourd le joug qu'il fesait peser sur elle, en venant lui demander des libertés politiques, peut-être même une constitution. Ces libertés politiques, cette constitution lui étant refusées, la noblesse pouvait, en affranchissant les serfs qu'elle possédait en propre, se créer une arme irrésistible qui lui permettrait non-seulement de prendre ce qui lui aurait été refusé, mais encore d'imposer des conditions et des lois au tsar lui-même.

Nicolas Ier trouva donc le moyen qu'il cherchait dans l'élément même qui pouvait rendre la noblesse si puissante. Ce moyen était simple, proclamer lui-même l'affranchissement des serfs. En prenant cette initiative il affaiblissait l'influence de la noblesse russe et anéantissait du même coup la noblesse polonaise qu'il redoutait bien plus. Il hésitait cependant dans la crainte de provoquer une révolution sociale.

Alexandre II hésitait également, mais devancé par la noblesse lithuano-ruthénienne, il lui fut impossible de reculer, et le 2 décembre/20 novembre 1857, il donna des ordres pour que cette question fût mise à l'étude.

Le lendemain des massacres de Varsovie, 27 février 1861, la société agronomique ne se laissant pas intimider par les hordes moskovites qui vinrent en-

tourer le palais dans lequel elle siégeait, vota à l'unanimité l'affranchissement des serfs et un don patriotique d'un cinquième sur la valeur intégrale des terres qui leur seraient accordées en entière propriété.

Alexandre II, exaspéré et furieux, n'attendit pas le résultat des études ordonnées et lança aussitôt son manifeste d'émancipation 3 mars/19 février, c'est-à-dire sept jours plus tard que celui de la noblesse polonaise. Les journaux étrangers, en le publiant, lui donnèrent la date du calendrier russe, 19 février. Le Cabinet moskovite, profitant de cette erreur, essaya, au moyen des journaux qui lui sont vendus, de persuader à l'Europe que cette initiative appartenait à l'empereur.

Nos lecteurs trouveront des détails intéressants et tous les documents authentiques, à l'appui de ce que nous venons d'avancer, dans l'*Histoire populaire de la Pologne,* par M. Léonard Chodzko, à laquelle nous avons emprunté les quelques faits qui précèdent. La lecture de ce travail savant et marqué au coin de la plus grande vérité, est indispensable à quiconque veut se faire une idée exacte de la question polonaise.

Dans la mise en vigueur de la nouvelle loi, il s'agissait de renforcer le fanatisme des serfs à l'égard de l'empereur et de leur inspirer une haine plus grande envers leurs anciens maîtres; la nouvelle législation se garda donc bien, tout en réglant les nouveaux devoirs des propriétaires et de leurs serfs affranchis, de démontrer la base historique sur laquelle elle reposait;

au lieu de remonter à la vieille commune libre slave, pour chercher la base de la nouvelle liberté, supprimée depuis des siècles par la force brutale du tatarisme, la nouvelle loi montra son origine, uniquement dans la volonté du souverain.

Comme acte émanant de la volonté despotique de l'empereur, la spoliation d'une partie de ses biens fut considérée par la noblesse comme un acte injuste et arbitraire ; les serfs, au contraire, le considérèrent comme la plus grande preuve que le tsar pût leur donner de sa sollicitude.

Les employés chargés de la mise en vigueur de la nouvelle loi, ne voyant également dans cet acte, appuyé sur aucune base historique, qu'une preuve de mécontentement du souverain à l'égard de la noblesse de l'empire, s'attachèrent à renforcer la volonté impériale en protégeant uniquement les intérêts des serfs affranchis, et faisant naître souvent des difficultés et des exigences injustes en faveur de ces mêmes serfs, au détriment de leurs anciens maîtres.

De cet antagonisme du noble et de l'employé, naquit une lutte acharnée, qui, puisant son principe dans une loi organique du pays, était d'autant plus difficile à apaiser que toutes les parties se croyaient dans leur droit ; le noble, en se voyant dépouiller arbitrairement, et l'employé, en agissant selon la volonté impériale, en protégeant uniquement les intérêts des serfs affranchis ; il faut ajouter également que la nouvelle législation, comme toute chose qui n'a

pas été faite par des hommes mis à la hauteur de leur tâche par la pratique et l'étude, présentait une foule de lacunes et laissait un large champ ouvert aux abus de toute sorte.

Toutes ces causes provoquèrent, sur tous les points de l'empire, des désordres qui pouvaient dégénérer en séditions; le gouvernement en fut effrayé. Le ministre, par une foule de décrets et de circulaires, anéantit presque entièrement le texte primitif de la loi, en essayant de l'adapter aux besoins de chaque localité, la laissant à cet effet à l'interprétation des gouverneurs. Dans les cinquante goubernies elle fut mise en vigueur d'une façon différente; on peut donc se faire une idée des résultats qu'ont obtint.

Le terme fixé par le tsar pour la mise en vigueur définitive étant expiré, on déclara que tout était terminé, et l'on jeta dessus le voile impénétrable des mystères de la chancellerie russe. Depuis cette époque on travaille à réparer, en sous-œuvre et dans l'ombre, les avaries faites au nouvel édifice social.

Le but que l'on s'était proposé était cependant atteint; le pouvoir despotique de l'empereur avait été renforcé par un dévouement encore plus fanatique à sa personne de la part de ce peuple d'esclaves affranchis, dont la haine envers ses anciens maîtres n'avait fait que s'accroître dans cette longue lutte d'intérêts; l'Europe était trompée; que pouvait demander de plus ce gouvernement fallacieux!

X

> Comme ils faisaient à leurs ennemis des maux inconcevables, il ne se formait guère de ligue contre eux, car celui qui était le plus éloigné du péril ne voulait pas en approcher.
>
> MONTESQUIEU, *Grandeur et Décadence des Romains.*

La Russie, avons-nous dit, est l'ennemie jurée de la liberté et du progrès, d'autant plus à redouter que l'Europe la connaît peu. Nous allons initier nos lecteurs aux manœuvres qu'elle emploie pour arriver au but vers lequel elle marche à pas de géant, grâce à la bonhommie européenne.

En étudiant attentivement la politique et l'histoire de ce peuple depuis Pierre Ier jusqu'à nos jours, il nous a été facile de nous convaincre que rien n'est

changé depuis cette époque, et qu'en 1865 sa politique est la même qu'en 1725. La Russie est aujourd'hui en retard de plusieurs siècles sur la civilisation moderne, dont elle n'a pris que le vernis extérieur ; quant au progrès politique et moral, il lui faudra encore plusieurs siècles avant qu'elle puisse l'adopter sans danger pour son existence, attendu que le despotisme qui unit entre eux les nombreux et divers éléments qui composent son immense empire, est la condition *sine qua non* de son existence.

Observons cependant que si elle ne peut encore, sans danger pour son existence, entrer dans la voie du progrès moral et politique, rien ne l'empêche de concentrer tous ses efforts du côté du progrès industriel et matériel, qui deviendra dans la main de son souverain un instrument si puissant, qu'il pourra dans quelques années faire trembler l'Europe et lui dicter des lois.

En effet, que manque-t-il aujourd'hui au tsar de toutes les Russies? Les moyens matériels de concentrer sur un même point, dans un temps très-limité, toutes les forces de son immense empire, forces dont il peut disposer à son gré, façonnées qu'elles sont à une obéissance aveugle et fanatique à ses ordres.

Ces moyens, ne les aura-t-il pas quand il aura introduit dans son armée les perfectionnements qui lui manquent; quand il aura rétabli le mauvais état de ses finances et quand les chemins de fer et la télégraphie sillonneront son vaste territoire?

Que l'Europe se hâte donc, qu'elle n'attende pas pour la mettre hors d'état de lui nuire, que la Russie ait étouffé à jamais la liberté et le progrès de la civilisation.

XI

> Un prince contemporain, qu'il n'est pas à propos de nommer, ne nous prêche que la paix et la bonne foi, mais il est l'ennemi de l'une et de l'autre.
>
> MACHIAVEL, *le Prince.*

Le gouvernement russe cherche à tromper l'Europe par tous les moyens en son pouvoir. Le panslavisme moskovite rassure l'Occident, qui a la bonhomie d'y croire et de se laisser persuader que le but poursuivi par la Russie se résume dans l'asservissement des peuples slaves.

Cette idée prétendue du panslavisme n'est qu'un moyen de tromper l'Europe et de lui donner le change sur ses véritables projets. Remontons à sa source, et nous arriverons sans peine à en démontrer la tendance et le but réel.

Ce fut Pierre Ier qui, se donnant par anticipation le titre de tsar de toutes les Russies, conçut le projet de réunir sous son sceptre toutes les terres ruthéniennes, qui déjà depuis des siècles formaient une nation avec les Polonais.

Catherine II continua son œuvre, et secondée dans ses intrigues par Frédéric II, elle introduisit et entretint par une duplicité vraiment infernale l'anarchie dans le royaume de Pologne, dont elle se déclara la protectrice vis-à-vis de l'Europe, pour arriver plus sûrement à l'accomplissement de ses projets. Elle acheva son œuvre.

La Pologne fut démembrée. La Russie s'empara de la Lithuanie, de la Samogitie (goubernies de Wilno, Kowno, Grodno), de la Ruthénie blanche (goubernies de Witebsk, Minsk, Mohilew), de l'Ukraine, de la Podolie, de la Volhynie; en un mot, la plus grande moitié de l'ancienne Pologne, peuplée d'environ douze millions d'habitants pour la plupart catholiques romains ou catholiques-unis.

Pour récompenser Frédéric II du *noble et généreux concours* qu'il lui avait prêté, elle lui jeta en pâture un lambeau de sa proie. Pour apaiser les scrupules de la *sensible et consciencieuse* Marie-Thérèse, elle lui en jeta un autre lambeau. Ce crime politique fut accompli à la face de l'Europe qui laissa faire. Honte à ce siècle qui n'a pas rougi de le laisser accomplir! Invoquons aussi la justice de l'histoire contre le XIXe siècle, qui a déjà eu plusieurs fois la possibilité de réparer

cette iniquité, et qui, plus coupable que Louis XV, a eu la lâcheté de ne pas le faire.

Pour s'attacher la noblesse polonaise, Catherine II assimila le paysan polonais au paysan russe en le faisant esclave dépendant de la volonté despotique de son maître. Avec le knout et la baïonnette, elle le convertit au schisme moskovite. Les cosaques de l'Ukraine furent soumis au servage et transportés sur les bords du Don.

Alexandre Ier, après le congrès de 1815, ajouta à ses possessions polonaises le duché de Varsovie érigé en royaume de Pologne; création inique de ce congrès.

Alexandre flatta d'abord les Polonais, leur fit mille promesses, leur donna même une constitution autonomique, mais *ce Grec du Bas-Empire* n'agissait ainsi que pour mieux les tromper. Tout en leur faisant ces belles protestations, il ne cessait d'emprisonner, de persécuter tous ceux qui osaient prétendre à la réalisation de ses promesses. Il sévit surtout, chose inouïe et incroyable à dire, contre la jeunesse des gymnases et des universités. Personne n'ignore à ce sujet les fameuses enquêtes de l'infâme sénateur Novosiltsoff à Varsovie et à Wilno.

Se croyant alors affermi dans ses possessions polonaises, Alexandre Ier élargit le plan de Pierre Ier et de Catherine II, son aïeule. Ce fut ce monarque qui conçut le premier ce projet du panslavisme. Au moyen d'émissaires, il commença par insinuer cette idée aux

Galiciens, aux Serbes, aux Slavons hongrois, aux Tchèques.

Nicolas Ier continua son œuvre, mais il y travailla avec plus d'ardeur. Il soudoyait des intrigants, ses créatures, des savants et des popes, dans les pays que nous venons de citer et même dans beaucoup d'autres non slaves, tels que la Roumanie, la Turquie et la Grèce.

Ces agents préconisaient sa clémence, sa libéralité, sa justice, et surtout son amour pour tous les peuples slaves. Ils insinuaient que son unique désir était de les réunir sous son *sceptre paternel et tutélaire* en créant une seule famille slave, grande, puissante, libre, heureuse et prospère.

Cette idée était belle et séduisante, aussi y eut-il beaucoup de gens qui se familiarisèrent avec elle, trompés par les apparences et oubliant que la Russie finit toujours par dévorer tous ceux qu'elle protége. Des savants mêmes se laissèrent séduire. Palatsky et Szafarzik en Bohême, Kollar et Kopitar en Hongrie, propagèrent cette idée parmi leurs compatriotes, ne se doutant pas qu'ils étaient les instruments de l'ambition des Tsars, et ne faisaient qu'aplanir le terrain pour les nouveaux envahissements et les nouvelles conquêtes des hordes barbares moskovites.

Voici à ce sujet une anecdote curieuse. Pogodine avait été chargé de la propagande panslaviste en Pologne. Rappelé à Saint-Pétersbourg pour rendre compte de sa mission, il se présenta tout penaud de-

vant Nicolas Ier, en lui disant : « Sire, il est impossible de mordre sur les Polonais. »

Il n'est plus permis de s'illusionner sur le but de ce prétendu panslavisme ; la Russie a jeté le masque ; il ne s'agit plus pour elle de réunir les seuls peuples slaves dans une confédération ayant pour base la justice et la garantie des nationalités, mais de subjuguer tous les peuples slaves ou non slaves, et de leur imposer son despotisme, son knout et sa croyance bâtarde.

Les faits qui s'accomplissent en ce moment en Pologne et en Circassie n'en sont-ils pas la preuve manifeste? Elle pend, massacre en masse, exile en Sibérie ou transplante dans ses déserts de l'Est les Polonais qui revendiquent leur nationalité, leurs lois, leur religion. Elle chasse par centaines de mille les Circassiens et les Tatars de la Crimée qui refusent de se courber sous son joug écrasant et barbare. Ces peuples malheureux préfèrent mourir de misère et de faim en exil, plutôt que de vivre sous sa domination prétendue *paternelle*.

Ce panslavisme moskovite peut être comparé à un polype gigantesque et monstrueux qui, étendant ses cent bras du septentrion au midi, et de l'orient à l'occident, chercherait à enlacer dans une commune étreinte tous les peuples européens et asiatiques.

Considérons enfin avec quels éléments la Russie prétend au panslavisme, et nous aurons la vraie signification du but réel de cette idée aussi monstrueuse que ridicule. Quel est en effet le noyau de ce prétendu pansla-

visme? Les Moskovites proprement dits, c'est-à-dire les habitants des quelques goubernies qui environnent Moskou, et ce noyau n'est nullement slave. Le reste de la population russe est un composé d'éléments les plus divers; dans cette famille prétendue slave, nous trouvons des Mogols-Tatars, des Juifs, qui vivaient autrefois dispersés et à l'état sauvage, des Mordvas et différents peuples ouraliens et asiatiques, les Allemands des provinces baltiques, des Samogitiens, des Lithuaniens, des Tchouchoncis, des Finois, des Suédois, des Tatars, des Kalmouks, des Baskirs, des Kirguises, des Mingréliens, des Circassiens, des Ostiaks, des Toungouses, des Samoyèdes et une foule d'autres peuplades presque sauvages et tout à fait barbares. Dans ce vaste empire, nous ne trouvons de purs slaves que les Ruthéniens ou Russiens qui n'ont rien de commun avec les tataro-moskovites, et les Polonais que ce *gouvernement paternel* s'efforce de transformer en *russes* par les moyens les plus barbares et les plus inhumains : le knout et la Sibérie [1].

1. Cette grave et importante question relative à la *Ruthénie* et à la *Moskovie* ayant été soulevée par quelques écrivains russes, fut relevée et élucidée pour la première fois, il y a de cela quarante ans, par Léonard Chodzko. Tous ses ouvrages en font foi, et nos lecteurs trouveront de plus amples développements sur cette même question au point de vue historique, géographique et politique dans son *Histoire populaire de la Pologne*, qui, depuis 1855, est arrivée à la 14[e] édition. Toutes ces éditions réunies se sont déjà élevées au chiffre de 112,000 exemplaires!

XII

> Les enseignements de l'histoire, à leur tour, nous inspirent l'amour du beau et du juste, la haine de tout ce qui fait obstacle au progrès de l'humanité.
>
> NAPOLÉON III, *Vie de J. César*, préf.

Si les enseignements de l'histoire nous inspirent *la haine* de tout ce qui fait obstacle au progrès de l'humanité, l'étude des institutions, des mœurs et de la politique de la Russie a dû incontestablement nous inspirer la répulsion la plus profonde contre cette puissance, et nous convaincre qu'elle est indigne de compter parmi les États européens.

Pour la démasquer, faire connaître ses tendances, son but, les moyens qu'elle emploie, nous avons dû remonter à la source de cette politique qui lui a été léguée par Pierre Ier.

Le plan de la domination et de l'asservissement de tous les peuples fut conçu par ce monarque. Il en arrêta l'ordonnance avec un coup d'œil et un instinct de l'avenir si sûrs, que ses successeurs n'ont eu depuis lors qu'à suivre aveuglément la ligne qu'il leur traçait dans son testament politique. Jusqu'à ce jour, tous les souverains qui se sont succédé sur le trône moskovite n'ont reculé devant aucun moyen, pas même devant les crimes les plus horribles pour avancer vers leur but ou ne pas compromettre leur œuvre. Broyant sans pitié ni merci tout ce qui leur fait obstacle, ils ont mis en pratique, avec une persévérance et une inflexibilité sans exemple, cet axiome consacré : *la fin justifie les moyens.*

L'histoire ne nous montre-t-elle pas Pierre Ier donnant l'exemple et sacrifiant son propre sang, dans la crainte de voir périr ou compromettre l'œuvre commencée, et qu'il doit ensuite léguer à ses successeurs?

Rien de plus hideux que les détails de ce monstrueux procès pendant lequel il emploie les manœuvres les plus infâmes et les plus lâches pour arracher des aveux à son fils; rien de plus inouï que les actes de cruauté dont il se souille en frappant tous ceux qu'il suppose être les complices de ce prince; rien de plus atrocement barbare et cruel que ce père sacrifiant son fils à sa politique, dans la seule crainte de voir son œuvre compromise; rien de plus infâme que le dénoûment de ce procès, par l'empoisonnement du fils en présence

du père. Coxe et Busching prétendent qu'il donna lui-même le poison au malheureux Alexis.

Cette assertion n'est pas invraisemblable ; ce grand réformateur n'était-il pas accoutumé aux fonctions de bourreau ; n'avait-il pas manié la hache avec la plus cruelle dextérité lors du supplice des strélitz?

« Les détails que les historiens donnent de leur sup-« plice et des tortures qui le préparèrent font frisson-« ner. On leur appliquait successivement les diffé-« rentes espèces de question ; on les conduisait ainsi « jusque tout près de la mort, puis on les livrait à « des médecins chargés de rappeler dans ces corps dis-« loqués, meurtris, tailladés, assez de forces pour suf-« fire à de nouvelles souffrances. Pierre en personne « présidait à ces exécutions terribles. L'œil cruelle-« ment curieux, l'oreille attentive, il considère, sans « montrer d'émotion, les visages pâles et contractés, « les chairs palpitantes, les plaies, le sang qui jaillit ; « il entend, il écoute les cris, les rugissements, les « douleurs étouffées ; il croit que la révolte a eu des « chefs élevés par leur rang, acharnés, odieux ; il « cherche à surprendre un aveu, une révélation qui lui « indique d'autres coupables, qui lui fasse d'autres « victimes. Il ne recueille rien, sa cruauté se sera « exercée en pure perte, comme celle du tigre. Enfin « il condamne en masse ceux qui survivent à subir « encore un supplice qui sera au moins le dernier. « C'est encore lui qui présidera à ce dernier supplice, « lui encore qui *l'exécutera sur plusieurs des coupa-*

« *bles*. Le premier jour il fera *de sa main souveraine* « tomber cinq têtes. Une autre fois, *il en tranchera* « *vingt*, épuisant entre chaque coup une tasse rem« plie de vin. Les têtes que lui-même n'abat pas, sont « détachées par la hache *de ses courtisans*, *de ses mi*« *nistres*, *de ses généraux*, *de ses boyards;* triste ré« compense de la fidélité qu'ils lui ont gardée! L'hu« manité de quelques-uns rendant leur main mal « assurée, leur fait involontairement prolonger les dou« leurs des victimes. Les étrangers Lefort et le baron « de Blümberg surtout *s'excusent* de ne pas prendre « part à cette boucherie, dans laquelle Mentschikoff, « au contraire, se distingue par une atroce dextérité.

« Pierre, du haut du trône qu'il a fait élever sur la « place, observe tout, il voit d'une physionomie im« passible le sang qui coule autour des exécuteurs, les « débris dégouttants qui les environnent. Le sixième « jour, *trois cents têtes nobles sont tranchées par des* « *mains nobles*, sur de longues poutres, car les billots « habituels ne suffisent plus. Pourquoi exiger des « grands qu'ils remplissent cet affreux ministère? C'est « un raffinement de la justice rigoureuse du tsar, « imitateur en cela du féroce Yvan IV *le terrible*.

« L'année suivante, 1699, d'autres révoltes éclatent « principalement à Azoff; mêmes supplices, même « cruauté, et ce tsar auquel l'histoire a donné le sur« nom de *grand*, coupe lui-même quatre-vingts têtes, « que le boyarin Plestcheeff tient successivement par « les cheveux, assujetties sur la poutre fatale. Les

« corps des cosaques furent coupés en cinq parties.
« Pierre Ier voulut que ces débris humains restassent
« pendant cinq mois entiers exposés à la vue de tous
« comme un monument de sa vengeance [1]. »

Nous avons donné les quelques détails qui précèdent sur les actes sanguinaires de ce fondateur de l'empire tataro-moskovite, afin d'établir un parallèle entre lui et ses succeseurs. Nous avons, il est vrai, la satisfaction de constater qu'au dix-neuvième siècle les souverains de *toutes les Russies* ne souillent plus leurs propres mains dans le sang de leurs sujets; mais les résultats ne sont-ils pas les mêmes? Leurs ordres rigoureux ne sont-ils pas exécutés aveuglément par des êtres qui n'ont de l'homme que le nom? Ces êtres ne servent-ils pas fanatiquement leur vengeance et leur politique, par ces innombrables hécatombes humaines immolées à la face de l'Europe avec les raffinements de la plus atroce barbarie?

On ne peut nier le génie de Pierre Ier. Pour apprécier la grandeur de son œuvre, il faudrait cependant se placer au point de vue de la nation russe dont il a voulu faire la maîtresse du monde; mais il serait ridicule de voir les peuples civilisés de l'Europe, faisant bon marché de leurs intérêts et de cette civilisation acquise au prix de tant de sang et de luttes, se faire les niais admirateurs de cette conception hardie dont le but final doit être leur asservissement.

1. Esnault, *Histoire de la Russie.*

Pierre en mourant laissa à ses successeurs ce testament politique dans lequel se trouve développé le plan de l'envahissement successif de l'Europe et du monde entier.

Ce plan est, dit-on, consigné dans des mémoires secrets, laissés par ce prince, et déposés dans la bibliothèque particulière des souverains russes.

En lisant les principaux articles de ce plan, et en étudiant sérieusement l'histoire de la Russie, il est facile de se convaincre que rien n'est changé depuis ce monarque dans la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Voici le texte de cette pièce remarquable :

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité, nous « PIERRE Ier, etc., à tous nos descendants et successeurs « au trône et gouvernement de la nation russe.

« Le grand Dieu, de qui nous tenons notre existence et « notre couronne, nous ayant constamment éclairé de ses « lumières et soutenu de son divin appui, me permet de « regarder le peuple russe appelé, dans l'avenir, à la do- « mination générale de l'Europe. Je fonde cette pensée « sur ce que les nations européennes sont arrivées, pour « la plupart, à un état de vieillesse voisin de la caducité, « ou qu'elles y marchent à grands pas; il s'ensuit donc « qu'elles doivent être facilement et indubitablement con- « quises par un peuple jeune et neuf, quand ce dernier « aura atteint toute sa force et toute sa croissance. Je re- « garde l'invasion future des pays de l'Occident et de « l'Orient par le Nord comme un mouvement périodique « arrêté dans les desseins de la Providence, qui a ainsi « régénéré le peuple romain par l'invasion des barbares.

« Ces émigrations des hommes polaires sont comme le « flux du Nil, qui, à certaines époques, vient engraisser « de son limon les terres amaigries de l'Égypte. J'ai trouvé « la Russie *rivière*, je la laisse *fleuve;* mes successeurs en « feront une grande *mer* destinée à fertiliser l'Europe ap- « pauvrie, et ses flots déborderont, malgré toutes les di- « gues que des mains affaiblies pourront leur opposer, si « mes descendants savent en diriger le cours. C'est pour- « quoi je leur laisse les enseignements suivants; je les « recommande à leur attention et à leur observation con- « stante.

« I. Entretenir la nation russe dans un état de guerre « continuelle, pour tenir le soldat aguerri et toujours en « haleine; ne le laisser reposer que pour améliorer les « finances de l'État, refaire les armées, choisir les mo- « ments opportuns pour l'attaque. Faire ainsi servir la « paix à la guerre, et la guerre à la paix, dans l'intérêt de « l'agrandissement et de la prospérité croissante de la « Russie.

« II. Appeler par tous les moyens possibles, de chez « les peuples instruits de l'Europe, des capitaines pendant « la guerre et des savants pendant la paix, pour faire pro- « fiter la nation russe des avantages des autres pays, sans « lui faire rien perdre des siens propres.

« III. Prendre part en toute occasion aux affaires et « démêlés quelconques de l'Europe, et surtout à ceux de « l'Allemagne, qui, plus rapprochée, intéresse plus direc- « tement.

« IV. Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et « des jalousies continuelles; gagner les puissants à prix « d'or; influencer les Diètes, les corrompre, afin d'avoir « action sur les élections des rois; y faire nommer ses « partisans, les protéger, y faire entrer les troupes mos- « kovites, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer

« tout à fait. Si les puissances voisines opposent des dif-
« ficultés, les apaiser momentanément en morcelant le
« pays, jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui aura été
« donné.

« V. Prendre le plus qu'on pourra de la Suède, et sa-
« voir se faire attaquer par elle, pour avoir prétexte de la
« subjuguer. Pour cela, l'isoler du Danemark, et le Da-
« nemark de la Suède, et entretenir avec soin leurs riva-
« lités.

« VI. Prendre toujours les épouses des princes russes
« parmi les princesses d'Allemagne, pour multiplier les
« alliances de famille, rapprocher les intérêts, et unir
« d'elle-même l'Allemagne à notre cause en y multipliant
« notre influence.

« VII. Rechercher de préférence l'alliance de l'Angle-
« terre pour le commerce, comme étant la puissance qui
« a le plus besoin de nous pour sa marine, et qui peut être
« le plus utile au développement de la nôtre. Échanger
« nos bois et autres productions contre son or, et établir
« entre ses marchands, ses matelots et les nôtres, des rap-
« ports continuels qui formeront ceux de ce pays à la na-
« vigation et au commerce.

« VIII. S'étendre sans relâche vers le Nord, le long
« de la Baltique, ainsi que vers le Sud, le long de la mer
« Noire.

« IX. Approcher le plus possible de Constantinople et
« des Indes. Celui qui y régnera sera le vrai souverain du
« monde. En conséquence, susciter des guerres conti-
« nuelles, tantôt au Turk, tantôt à la Perse, établir des
« chantiers sur la mer Noire, s'emparer peu à peu de cette
« mer, ainsi que de la Baltique, ce qui est un double
« point nécessaire à la réussite du projet; hâter la déca-
« dence de la Perse; pénétrer jusqu'au golfe Persique;
« rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien com-

« mercè du Levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont « l'entrepôt du monde. Une fois là, on pourra se passer de « l'or de l'Angleterre.

« X. Rechercher et entretenir avec soin l'alliance de « l'Autriche, appuyer en apparence ses idées de royauté « future sur l'Allemagne, et exciter contre elle, par des- « sous main, la jalousie des princes. Tâcher de faire récla- « mer des secours de la Russie par les uns ou par les au- « tres, et exercer sur le pays une espèce de protection qui « prépare la domination future.

« XI. Intéresser la maison d'Autriche à chasser le Turk « de l'Europe, et neutraliser ses jalousies lors de la con- « quête de Constantinople, soit en lui suscitant une guerre « avec les anciens États de l'Europe, soit en lui donnant « une portion de la conquête, qu'on lui reprendra plus tard.

« XII. S'attacher à réunir autour de soi tous les Grecs « désunis (schismatiques) qui sont répandus, soit dans la « Hongrie, soit dans la Turquie, soit dans le midi de la « Pologne; se faire leur centre, leur appui, et établir d'a- « vance une prédominance universelle par une sorte d'au- « tocratie ou de suprématie sacerdotale : ce seront autant « d'amis qu'on aura chez chacun de ses ennemis.

« XIII. La Suède démembrée, la Perse vaincue, la Po- « logne subjuguée, la Turquie conquise, nos armées réu- « nies, la mer Noire et la mer Baltique gardées par nos « vaisseaux, il faut proposer séparément et très-secrè- « tement, d'abord à la cour de Versailles, puis à celle « de Vienne, de partager avec elle l'empire de l'univers. « Si l'une des deux accepte, ce qui est immanquable, en « flattant leur ambition et leur amour-propre, se servir « d'elle pour écraser l'autre; puis écraser à son tour celle « qui demeurera, en engageant avec elle une lutte qui ne « saurait être douteuse, la Russie possédant déjà en propre « tout l'Orient et une grande partie de l'Europe.

« XIV. Si, ce qui n'est point probable, chacune d'elles « refusait l'offre de la Russie, il faudrait savoir leur sus« citer des querelles et les faire s'épuiser l'une par l'autre. « Alors, profitant d'un moment décisif, la Russie ferait « fondre ses troupes, rassemblées d'avance, sur l'Allema« gne, en même temps que deux flottes considérables par« tiraient, l'une de la mer d'Azof, et l'autre du port d'Ar« khangel, chargées de hordes asiatiques, sous le convoi « des flottes armées de la mer Noire et de la mer Baltique. « S'avançant par la Méditerranée et par l'Océan, elles « inonderaient la France d'un côté, tandis que l'Alle« magne le serait de l'autre, et ces deux contrées vaincues, « le reste de l'Europe passerait facilement et sans coup « férir sous le joug.

« Ainsi peut et doit être subjuguée l'Europe[1] ! »

La plus grande partie de ce plan est exécutée. Ce qui reste à achever est le plus difficile; mais la Russie, si tenace et si persévérante, y arrivera certainement, si l'Europe occidentale, toujours divisée par de mesquines jalousies et indifférente sur son avenir, ne prend les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour l'arrêter.

Pierre en mourant laissait à ses successeurs une grande tâche à accomplir, mais il leur laissait en même temps les moyens les plus propres à en faciliter

1. Ce testament politique fut esquissé par Pierre I[er] en 1710, après la bataille de Poltava, retouché par lui en 1722, après la paix de Nystad, et formulé définitivement en 1730 par le chancelier Ostermann. Il fut connu de Louis XV et de ses ministres dès l'année 1757. Nous en reproduisons le texte entier et exact, tel qu'il se trouve dans *la Pologne illustrée*, publiée à Paris en 1839, par Léonard Chodzko.

l'achèvement; l'exemple d'un génie âpre et inflexible qui n'avait même pas reculé devant l'assassinat juridique de son fils, dans la crainte qu'il ne devînt un obstacle à la réalisation de son œuvre; et, de plus, ce pouvoir absolu et sans limite qu'il avait (s'il est permis de s'exprimer ainsi) porté à son plus haut degré de force, en supprimant le patriarcat, subordonnant ainsi la religion à sa police et à sa politique.

Les quelques faits suivants suffiront pour donner une idée des actes de mauvaise foi, de perfidie, de duplicité, d'infâme cruauté dont fourmille l'histoire de Russie.

En 1726, sous Catherine Ire, les Cosaques mettaient autant d'ardeur à défendre leur liberté que la Russie à vouloir la leur arracher. Ces peuples, exaspérés par les rigueurs excessives auxquelles ils étaient sans cesse en but, menaçaient de se révolter et de faire défection. Le gouvernement russe, craignant que, soutenus soit par la Turquie, par le khan de Crimée ou par la Pologne, ils ne parvinssent à se soustraire à son oppression, comprit qu'il fallait les ménager, et employer, pour les assujettir définitivement, les moyens qui lui sont si familiers : l'astuce et la perfidie. Il les combla de caresses, leur fit même quelques concessions sans importance. Quand il jugea qu'ils étaient complétement apaisés et sans défiance, il leur proposa (*bien entendu, en vue de leur propre intérêt, et pour les protéger des invasions des Tatars*) d'élever à ses frais une ligne de forteresses. Ne se doutant nullement

de la perfidie du Cabinet moskovite, ils eurent la naïveté d'y consentir. Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils avaient forgé eux-mêmes leurs chaînes. Ils maudirent alors la duplicité russe ; mais il était trop tard, leur assujettissement était un fait accompli. Ce crime politique fut commis par Catherine Ire. Est-il, en effet, un crime plus horrible que celui qui a pour but d'attenter à la liberté d'un peuple !

Dans la capitulation de Dantzig, lors de l'avénement d'Auguste III au trône de Pologne, sur lequel il était placé par les baïonnettes russes, les débris de trois régiments français se rendirent à la condition qu'ils seraient mis à terre dans un port de la Baltique. Le gouvernement russe jouant sur les mots de la façon la plus perfide, les fit transporter à Cronstadt et les y détint dans la plus étroite captivité.

Sous Anne-Ivanovna, la Suède voyant d'un mauvais œil le duché de Kourlande sous la dépendance moskovite et les progrès de la Russie en Pologne, résolut de conclure un traité avec la Turquie, afin de contrebalancer cette influence. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, informé que le général Sainclair était envoyé à Constantinople pour conclure ce traité, fit assassiner cet ambassadeur près de Neüstadel par des officiers russes, et protesta ensuite, comme il le fait toujours, qu'il n'avait pris aucune part à ce meurtre.

Sous Elisabeth-Petrovna, le même Cabinet, dont le chef était alors Bestuscheff, n'hésita pas à renouveler sur un courrier français le crime commis pendant le

ministère de Biren sur la personne de l'ambassadeur suédois Sainclair.

L'or et les intrigues de Catherine II maintenaient déjà depuis longtemps les troubles et l'anarchie dans les États de Sahim, khan de Crimée. Ce prince, vendu aux Russes, détesté et exécré de ses sujets, se laissa persuader par la Russie de réclamer à la Porte la cession d'Otschakoff; dans ce but, il envoya un ambassadeur à Constantinople. Cet ambassadeur ayant été assassiné, le Cabinet de Saint-Pétersbourg, qui n'était pas étranger à cet acte, s'empressa aussitôt d'offrir ses services au khan dans le but *désintéressé* de l'aider à obtenir satisfaction des Turcs. Sahim accepta. A la demande des Russes, il leur donna passage dans ses États. Les troupes moskovites aussitôt entrées en Crimée, au lieu de marcher sur Taman se replièrent et envahirent toute la presqu'île, pendant que Souvoroff envahissait le kouban et le Budziak. Les Imans furent alors forcés de prêter serment à la Russie, et le khan fut contraint de lui céder sa souveraineté moyennant une pension de 80,000 roubles.

Le croirait-on, le gouvernement russe ne se contenta pas de lui refuser le payement de cette pension, mais il le relégua à Kalouga, l'abandonnant à la plus affreuse misère, lui faisant subir les plus durs traitements. Il mit enfin le comble à l'infamie en le livrant aux Turks, qui le décapitèrent à Rhodes, en 1784.

Voilà la bonne foi et l'honneur de ce gouvernement! Aucune époque de l'histoire de Russie n'a été plus ri-

che en actes iniques que les dix années qui précédèrent le premier partage de la Pologne. Voici le jugement qui a été porté sur ces actes par Mallet-Dupan et Esnault :

« L'histoire ne peindra jamais avec assez d'énergie « *l'exécution et les horribles suites* de cette entre-« prise ; elles font la honte du siècle qui en a été le té-« moin. Elles brisèrent le respect pour les liens qui « font la sécurité commune. Elles tendaient à établir « que la *bonne foi*, *les promesses et les traités*, *n'en-« gageaient que la sottise ou la faiblesse ;* elles of-« fraient sur le trône l'exemple scandaleux de tous les « crimes que la société punit. *Il serait au-dessus des « forces de la politique la moins scrupuleuse, de pre-« méditer jamais un système d'injustice et de violences « tel que celui dont la Pologne a offert le tableau dix « années consécutives.* Qu'on écarte les inculpations « outrées et les exagérations de la douleur, il restera « une foule d'événements prouvés par la notoriété pu-« blique, par les actes officiels et authentiques, enfin « par les témoignages de certitude les moins suspects[1].

« Certes, voilà de la part de trois souverains un vol « bien caractérisé, un vol qui réunit toutes les circons-« tances aggravantes, de fraude, de préméditation, de « violence ; un vol à main armée, un vol en un mot de « l'espèce de ceux qui dans le cours de la justice ordi-« naire conduisent leur auteur sur un échafaud, mais

1. Mallet-Dupan, *Péril de la balance politique.*

« qu'ici, ennobli en quelque sorte par l'importance de « son objet et exécuté par des mains puissantes, ne « fait qu'ajouter à la considération des coupables. Mais « n'y a-t-il pas dans le vol d'un peuple autre chose que « le vol ordinaire? Dans celui-ci, en effet, l'intérêt est « tout entier renfermé entre le voleur et le volé ; dans « le premier, au contraire, il y a en outre à considérer « la volonté des hommes objets du vol. C'est le carac- « tère de cette volonté, qui seul aux yeux du philo- « sophe, ou légitime la conquête, ou de tous les bri- « gandages en fait le plus odieux et le plus criminel, « le plus digne du châtiment céleste, puisque malheu- « reusement la tyrannie exercée par les despotes ne « laisse aucun recours à ses victimes[1]. »

1. Esnault, *Histoire de la Russie.*

XIII

Les droits civiques du dernier d'entre les portefaix d'un pays constitutionnel sont incontestablement, et de beaucoup, au-dessus des priviléges d'un noble Russe.

Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, préface.

Nous allons prouver par des arguments irréfutables que la Russie est le type de l'immobilité; que ses mœurs, ses institutions et sa politique n'ont pas varié depuis 1725; qu'elle est encore aujourd'hui, non-seulement en retard de plusieurs siècles sur la civilisation moderne, mais à l'état de la plus complète barbarie.

« Deux faits, dit Guizot, constituent la civilisation :
« le développement de l'état social et celui de l'état in-
« tellectuel; le développement de la condition exté-
« rieure et générale et celui de la nature intérieure et

« personnelle de l'homme. En un mot, le perfection-
« nement de la société et de l'humanité [1]. »

Depuis Pierre Ier jusqu'à nos jours, nous défions quiconque de constater un changement ou un progrès dans l'état social et intellectuel du peuple russe.

Depuis cette époque, le développement de l'un ou de l'autre de ces deux faits a été complétement nul dans l'empire Tataro-moskovite. Nous ne pouvons constater qu'un léger changement *dans la condition extérieure et générale* de ce peuple. Elle se résume dans les modes et les usages européens qu'il nous a empruntés; encore ce vernis extérieur de civilisation n'appartient qu'à cette classe *prétendue* éclairée et intelligente, qui forme à peine un douzième de la population de ce vaste empire. Pour être vrai jusqu'au bout, nous sommes forcé d'ajouter que la couche de ce vernis extérieur (si toutefois il est permis de s'exprimer ainsi) est si légère, qu'il suffit de la gratter à peine pour se convaincre que Napoléon Ier avait raison en disant : « grattez l'*épiderme* russe, et c'est toujours l'ours ou le Tatar qu'on y trouvera. » Rien n'est changé depuis lors. D'ailleurs, pourrait-il en être autrement dans un empire où la volonté despotique d'un seul est la loi suprême; dans un pays où le souverain peut, sans crainte d'être contredit et avec plus juste raison que Louis XIV, dire : *l'État, c'est moi?*

En Russie, le Tsar réunit dans sa main le pouvoir le

1. Guizot, *Histoire de la civilisation.*

plus absolu, le plus illimité qu'il soit possible d'imaginer. Chef de la religion, délégué de Dieu sur la terre, presque dieu lui-même, il vit, il pense, il respire pour tous ; tout existe par lui et *pour lui ;* il dispose des biens, de la liberté, de la vie de tous ses sujets sans exception, et ce peuple d'esclaves abrutis lui doit une obéissance aveugle et passive.

« Chez nous, en Russie, la propriété, la sécurité, la
« vie et jusqu'à l'honneur des individus, se trouvent
« complétement livrés au caprice du pouvoir. . . . .
« Et il se trouve des Béotiens qui ne demandent qu'une
« chose, le secret ! ils consentent à se laisser fouler aux
« pieds pourvu que l'Europe l'ignore [1]. »

Tout ceci paraît monstrueux et exagéré, mais nos lecteurs seront bien plus surpris quand nous aurons mis sous leurs yeux quelques articles du catéchisme moskovite, dans lesquels ils verront par quels moyens ce gouvernement est arrivé à un semblable résultat. Ces doctrines impies et blasphématoires, ces impostures horribles que l'on fait sucer aux enfants avec le lait, servent de base à ce gouvernement despotique et autocratique.

Art. 5. — Quelle est l'obéissance que nous devons à l'empereur ?

Rép. — Une obéissance *entière*, *passive*, *illimitée sous tous les rapports*.

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, page 1re, préface, 2e édition.

Art. 6. — En quoi consiste la fidélité que nous lui devons?

Rép. — Dans l'exécution *rigoureuse* de ses ordres *sans examen;* dans l'action de nous acquitter de tous nos devoirs envers lui, et de faire *tout ce qu'il exige sans murmurer.*

Art. 17. — Quelles sont les raisons révélées de ce culte?

Rép. — Ces raisons consistent en ce que l'empereur est le lieutenant et le ministre de Dieu, pour exécuter ses commandements. La désobéissance à l'empereur *s'identifie par conséquent avec la désobéissance envers Dieu lui-même*, qui récompensera dans l'autre monde notre culte et notre obéissance envers l'empereur, comme il punira *sévèrement et pendant toute l'éternité* ceux qui pourraient y manquer. *Dieu nous ordonne,* d'ailleurs, de *donner notre amour et d'obéir du fond de notre âme à chaque autorité*, et *particulièrement à l'empereur*, non par considération temporelle, mais par *crainte du jugement dernier.*

Art. 18. — Quels sont les livres qui précisent ces devoirs?

Rép. — L'Ancien et le Nouveau Testament, et en particulier les Psaumes, les Évangiles et les Épîtres évangéliques.

Art. 19. — Quels exemples confirment ces doctrines?

Rép. — L'exemple de Jésus-Christ lui-même, qui vécut et mourut sujet de l'empereur de Rome, *et se*

soumit respectueusement au décret qui le condamnait à mort. Nous avons de plus l'exemple des apôtres, qui aimaient et respectaient également les autorités, *enduraient patiemment les cachots, selon la volonté des empereurs*, et ne se révoltaient pas comme des malfaiteurs et des traîtres; nous devons donc aussi savoir suivre ces exemples, *savoir souffrir et nous taire.*

Toutes ces turpitudes n'ont certes pas besoin de commentaire. Est-il humainement possible d'inventer quelque chose de plus abominablement inouï que ce tissu de blasphèmes! Quand on a lu ces quelques articles des doctrines orthodoxes, il n'est plus permis de s'étonner de l'état d'abjection morale, politique, religieuse et intellectuelle, et d'oubli des moindres instincts de la dignité humaine, dans lesquels la nation russe toute entière se trouve plongée.

Au moyen de ces mots, dont il a fait des doctrines, ce gouvernement est parvenu à faire de tous ses sujets, sans distinction de caste, d'âge ni de sexe, des machines fanatiques qui lui obéissent aveuglément.

Quelques faits antérieurs à notre époque nous démontreront jusqu'à quel point de dégradation morale peut descendre l'homme sous un gouvernement autocratique.

Golovkine, qui avait excité la régente à se faire proclamer impératrice, fut condamné à la déportation par Élisabeth, lors de l'avénement de cette princesse au trône de Russie. Sa femme demanda à partager son

exil. Ils furent transportés au delà du cercle polaire. Cette femme courageuse n'ayant pas tardé à mourir, Golovkine, désespéré et accablé sous le poids de sa douleur, montra de la main à l'officier chargé de sa garde le cadavre inanimé de sa femme. Cet officier lui répondit froidement : « *Mes ordres portent de ne rien laisser entrer ni sortir.* » L'infortuné Golovkine fut donc réduit à vivre pendant plusieurs mois dans une chambre étroite, à côté du cadavre en putréfaction de son épouse, jusqu'à ce que l'autorisation fût arrivée de Saint-Pétersbourg pour le faire enlever.

Après l'assassinat de Pierre III par Catherine II, les régiments holsteinois, qui formaient sa garde, furent embarqués à Cronstadt pour être renvoyés dans leur pays; assaillis par la tempête en vue du port, et les vaisseaux qui les portaient ayant échoué sur les écueils, ils se réfugièrent sur les rochers à fleur d'eau, qui ne sont pas éloignés de la côte, implorant le secours des Russes. Le commandant de Cronstadt refusa de les secourir avant d'avoir reçu les ordres de *sa souveraine*. Ils périrent tous avant que cet ordre fût arrivé de Saint-Pétersbourg.

Il y a quelques jours à peine, un sujet russe nous disait qu'à sa sortie de l'école des cadets pour entrer dans l'armée moskovite, il était si profondément pénétré de l'infaillibilité des doctrines orthodoxes, que si on lui eût ordonné, au nom du tsar, de poignarder les auteurs de ses jours, il n'eût certes pas hésité une seconde. Ce dernier exemple suffira pour démontrer jus-

qu'où peut aller le fanatisme sous un gouvernement despotique, dont le pouvoir, réunissant le despotisme civil, militaire et religieux, est l'idéal du despotisme le plus absolu, renforcé par l'abus de tout ce que l'abus de l'autorité peut enfanter de plus horrible, de plus monstrueux et de plus impossible.

XIV

> Pour ce qui est du clergé russe, nous voyons la plupart des évêques se montrer courtisans obséquieux vis-à-vis du pouvoir, tyrans vis-à-vis de leurs subordonnés, et concussionnaires sans pudeur.
>
> PIERRE DOLGOROUKOW, *la Vérité sur la Russie.*

La religion n'est, sans contredit, entre les mains du gouvernement tataro-moskovite, qu'un instrument de fanatisme à l'égard de son peuple.

Pierre Ier supprima le patriarcat, qui portait ombrage à son autorité. Il se fit jurer obéissance et dévouement comme au chef suprême de la religion, délégué de Dieu sur la terre, par les membres *amovibles* du collége ecclésiastique, créé sous le nom de saint synode. Il confondit ainsi et pour toujours dans l'autocratie l'ancienne autorité des patriarches. A

partir de ce moment, l'unique contre-poids de la puissance des tsars fut anéanti, et leur pouvoir devint encore plus absolu que celui des sultans.

En 1722, le saint synode osa redemander un patriarche. Pierre I[er], qui présidait le conseil, se leva menaçant, et avec ce ton effrayant dans celui qui peut tout et a si souvent montré jusqu'où peut aller sa colère, il s'écria en se désignant de la main, et frappant violemment la table avec son coutelas : « *Voilà votre patriarche*, » et il sortit, laissant tous les membres du saint synode glacés de terreur et d'effroi.

Depuis cette époque, la réunion du pouvoir spirituel et temporel dans la main des tsars fut définitivement accomplie.

Nos lecteurs ont déjà pu se faire une idée des doctrines enseignées par la religion orthodoxe, en lisant les quelques articles du *Catéchisme moskovite*, dont nous avons donné le texte dans le chapitre précédent.

Si l'on considère l'orthodoxie comme une secte chrétienne détachée de l'Église universelle, l'on ne se trompe pas ; mais on est dans la plus grande erreur si l'on croit retrouver en elle les dogmes et les principes sur lesquels repose la religion du Christ, qui enseigne la charité, l'amour du prochain, le pardon des offenses. Que ceux de nos lecteurs qui n'ont jamais vu cette religion en pratique, étudié ses tendances et les bases sur lesquelles elle repose, ne soient donc pas surpris si nous leur affirmons qu'elle n'est, en réalité, qu'une burlesque parodie de la religion chrétienne.

La sainte orthodoxie observe scrupuleusement l'extérieur de son culte, la pompe de ses fêtes, les jeûnes, l'adoration de ses saints dont elle a fait des fétiches; dans les églises, le service divin se célèbre *presque uniquement* en l'honneur du tsar et de sa famille, pour le culte duquel on a institué un grand nombre de fêtes. Dans cette *orthodoxie*, nous retrouvons des prélats et des prêtres, mais toute cette hiérarchie cléricale compose le corps le mieux organisé de la police Tsarienne; dans ce corps, l'espionnage est arrivé à un degré de perfection inouï. Les popes font le métier de délateurs, et, en général, leurs délations sont fausses et calculées; le gouvernement non-seulement les protége, mais il les encourage par tous les moyens en son pouvoir.

Le haut clergé vit au sein du luxe et de la mollesse. Il est largement rétribué et couvert de distinctions honorifiques par l'empereur, son chef direct. Comme en Russie on ne s'attache qu'à la forme, extérieurement il joue la dévotion; au fond et dans le cœur, il n'a aucune croyance. Enseigner, prêcher par l'exemple la morale et les vertus chrétiennes, sont ses moindres préoccupations, attendu que cela n'entre nullement dans les devoirs qui lui sont imposés par le gouvernement auquel il est forcé d'obéir en aveugle.

« Les prélats russes se trouvent sous la dépendance la plus complète du gouvernement, placés dans la position de n'oser rien faire sans la permission de celui-

ci ; exposés, à la moindre velléité d'indépendance, à se voir exilés et emprisonnés, la plupart ont adopté pour ligne de conduite, l'obséquiosité la plus humble envers le gouvernement et ses agents. Mais ils prennent amplement leur revanche sur le clergé de leurs diocèses, obligeant celui-ci à observer en toute occasion vis-à-vis d'eux, non l'attitude d'un fils envers son père. mais celle des esclaves envers leurs maîtres puissants. La morgue, la hauteur insolente déployée par les prélats envers le clergé, envers celui des campagnes surtout, ne saurait s'exprimer : elle révolte l'âme. L'absence de l'indépendance engendre bien des vices : obligés de flatter les hommes puissants de l'État, de ramper devant eux, les prélats se consolent par la *vénalité* et trouvent dans le comfort de la vie privée un adoucissement aux blessures de leur amour-propre. Il y a des prélats dont l'avidité est devenue proverbiale, et leurs exactions font scandale, *même en Russie.* »

Parlant ensuite des consistoires diocésains, le prince Dolgoroukow ajoute : « Là tout se vend et tout s'achète « suivant *le beau modèle de l'administration russe.* « Les tournées accomplies dans leurs diocèses par les « évêques accompagnés de leur suite, se transforment « souvent pour le pauvre clergé inférieur en véritables « razzias. »

Que penser, après de semblables révélations, du bas clergé, ignorant, superstitieux et rapace !

Les popes des villages sont généralement ivrognes, fourbes, méchants, avides. Suivant l'exemple du haut

clergé, ils n'enseignent jamais la vérité ni la morale chrétienne ; ils seraient d'ailleurs fort embarrassés de le faire, n'ayant pour la plupart aucun principe.

Fanatiser le peuple et l'entretenir dans son fanatisme par tous les moyens possibles, voilà la seule obligation que leur impose le gouvernement tataro-moskovite.

Ce sont eux qui sont chargés d'inculquer aux enfants ces doctrines impies et blasphématoires contenues dans le catéchisme orthodoxe.

Leurs devoirs se résument dans les pratiques extérieures du culte, qui sont pour eux autant de branches d'industries très-importantes et fort lucratives.

La confession surtout est la source principale de leurs concussions. La loi imposant à tout orthodoxe l'obligation de se confesser, il n'a garde d'y manquer afin de se soustraire à la délation des popes. Pour remplir ce devoir religieux auquel il ne peut se soustraire, il doit payer et payer largement. Tout ne se vend-il pas, tout ne s'achète-t-il pas en Russie !

Il existe des popes qui poussent l'impudeur et la rapacité jusqu'à exiger de 15 à 20 roubles (60 ou 80 fr.) pour confesser une famille de paysans pauvres, ne se composant quelquefois que de trois ou quatre personnes.

Rendons cependant justice à ces *saints ministres de la sainte orthodoxie;* ils sont fort accommodants, leur silence peut s'obtenir (*c'est-à-dire s'acheter à prix d'or*). Ceux qui veulent se soustraire à toutes

les pratiques religieuses de l'orthodoxie n'ont qu'à leur donner force roubles, et ils témoignent même par serment, si cela devient nécessaire, qu'ils ont accompli scrupuleusement tous leurs devoirs religieux.

Est-il possible de se faire une idée d'un trafic aussi infâme !

Le clergé orthodoxe est méprisé par toutes les castes qui le supportent et le souffrent comme un mal inévitable. Le paysan surtout l'a en exécration à cause de sa vénalité et de sa rapacité ; il l'évite quand il l'aperçoit de loin ; il ne l'admet au foyer de sa famille que lorsqu'il y est forcé.

Pour entretenir le peuple russe dans le fanatisme, il n'est pas de moyen que l'on n'emploie.

La religion chrétienne enseigne l'amour du prochain, le pardon des offenses ; l'orthodoxie, au contraire, excite à la haine et à la vengeance. Le vendredi-saint, assistez à l'office dans une église russe, et vous entendrez le prélat ou le pope anathématiser et maudire solennellement tous les prétendus ennemis du gouvernement russe et de sa sainte orthodoxie.

Nommant successivement chaque ennemi prétendu de la sainte Russie et du schisme moskovite, il appelle sur sa tête la vengeance divine. Après chaque anathème le peuple répond en chœur : *Qu'il soit maudit.* En tête de la liste des nombreux ennemis de la Russie, nous trouvons les Français, les Polonais, les Suédois, les Turcs, Otrepieff, Mazeppa, Pougatscheff.

Résumons en disant que cette religion n'a rien de commun avec le christianisme; dans ses enseignements, dans ses principes, elle est antichrétienne.

Le saint synode, présidé par le Tsar, qui se fait au besoin remplacer par un général ou un colonel de sa garde, délibère sur les questions religieuses; c'est dans cette *auguste assemblée* que s'élaborent ces décrets qui se changent aussitôt en oukases, ordonnant la transformation des églises catholiques en églises orthodoxes, la fermeture des couvents, la confiscation de leurs biens, la dispersion des prêtres et les persécutions des populations catholiques que l'on force avec le knout et la baïonnette à embrasser la sainte orthodoxie.

Le saint synode est également investi du pouvoir de béatifier les saints orthodoxes.

Il n'est pas nécessaire de posséder d'éminentes vertus pour être déclaré digne de la béatification et canonisé par un oukase impérial.

Il suffit pour cela d'avoir été orthodoxe, d'avoir exécuté fanatiquement et aveuglément tous les ordres des despotes moskovites.

En 1863, le fameux Katkoff, dans une brochure intitulée : *Ruska prawda i Polska Krywda* (*la Vérité russe et le tort polonais*), brochure qui avait pour but d'exciter la haine fanatique des Russes envers la nation polonaise, proposa plusieurs candidats à la canonisation. Entre autres, Gonta et Zelezniak, deux monstres, incendiaires et égorgeurs qui, soudoyés par l'in-

fâme Catherine II, organisèrent des bandes et ravagèrent la Podolie et l'Ukraine, pillant et incendiant les villes et les villages, égorgeant et massacrant en masse les populations sans distinction d'âge ni de sexe. En 1768, dans la seule ville d'Human, en Podolie, ils massacrèrent en un seul jour tous les prêtres basiliens et plus de sept cents étudiants. Ces deux chefs de bande furent plus tard condamnés à mort, par une commission mixte russo-polonaise. Chose inouïe, le fervent orthodoxe Katkoff les donnait, il y a deux ans, comme *des modèles à suivre* et les proclamait martyrs de la sainte orthodoxie.

Depuis Pierre Ier la sainte orthodoxie a tellement été épurée, qu'il est aujourd'hui impossible d'y retrouver le moindre vestige de la religion chrétienne. Les gens honnêtes et éclairés professent en secret la religion catholique; les employés (tschinovniki) sont officiellement orthodoxes, mais au fond ils n'ont aucune croyance. De tels hommes pourraient-ils en avoir une! Quant au bas peuple ignorant et fanatique, il a fait de l'orthodoxie un fétichisme absurde.

Au sein de cette religion si épurée, on trouve une foule de sectes plus ou moins extraordinaires et monstrueuses, quelques-unes contraires à la nature.

La secte des Vieux-Croyants, *Starovertsy*, est la plus nombreuse. Elle compte près de neuf millions de sectaires et n'est guère séparée de la sainte orthodoxie que par des divergences du culte extérieur, ne touchant en rien aux dogmes. Ils font le si-

gne de la croix avec deux doigts au lieu de trois; ils considèrent comme un péché de se raser; comme un crime de se marier avec une personne d'une autre croyance.

Les *Obstchié*, *communistes*. Ils disent *que Dieu est un esprit, et que par conséquent il ne peut être adoré qu'en esprit de vérité*. Ils ne se marient point; chez eux *la communauté des femmes et des biens est un dogme*.

Les *Doukhoborstsy*, *lutteurs de l'esprit*, professent les mêmes dogmes que les *Obstchié*, moins la communauté des biens et des femmes.

Les *Malakany* s'abstiennent de vin, et il leur est défendu de manger de la viande et de la volaille.

Les *Skakouny*, *sauteurs*. Chez eux, ni baptême, ni mariage. Dans leurs réunions, le plus ancien d'entre eux, revêtu d'une tunique blanche flottante, se place au milieu et se met à chanter; les sectateurs, rangés en cercle autour de lui, se livrent alors à une danse frénétique; après un certain temps de cet exercice, ceux qui sont fatigués se reposent, d'autres se tirent par couples dans une chambre voisine ou dans un taillis voisin, si la réunion a lieu dans les bois, et s'y livrent au libertinage, qui est non-seulement toléré, mais légitimé par leurs croyances.

Les *Iskateli-Krista*, *chercheurs du Christ*. Ils n'ont point de prêtres et cherchent dans les forêts le Christ, dont ils attendent l'apparition.

Les *Hlysty*, *flagellants*. Point de mariage; ils pros-

crivent l'usage de la viande, de la volaille, du tabac et du vin. Les dogmes de leur croyance ne doivent jamais être écrits, ils se les transmettent verbalement de génération en génération. Toutes leurs réunions se terminent par des scènes de prostitution générale, souvent publiques.

Les *Begouny*, *coureurs*. Chez eux, également pas de mariage, égalité absolue, communauté des femmes. Toute femme mariée, admise dans la secte, prend le nom de *sœur*, et se livre, ainsi que les jeunes filles de la secte, à la promiscuité.

Les *Skoptsy*, *castrats*, secte monstrueuse. Ils prohibent l'usage du vin, de la viande et de la volaille. Tout commerce entre les deux sexes, même sanctifié par le mariage, ferme les portes du ciel. Leur fanatisme va si loin, que leur dogme principal consiste dans la mutilation des parties sexuelles.

Toutes ces sectes se livrent en toute sécurité aux pratiques de leur culte, au sein même des villes, dont nous n'excepterons ni Saint-Péterbourg ni Moskou. Grâce à l'or qu'elles lui prodiguent, le clergé moskovite signale tous les membres de ces diverses sectes, comme accomplissant en tout point les devoirs religieux imposés par la Sainte-Orthodoxie.

Toutes les sectes allemandes augmentent encore ce chaos religieux. Nous ne saurions nous empêcher de hausser les épaules de mépris et de pitié, lorsque des Allemands russifiés, tels que Bungué, Hessé, Alexandre Moller, qui appartiennent à la secte

luthérienne, écrivent : « *Nous autres orthodoxes*, « nous ne devrions tolérer aucun catholique, aucun « Polonais, sur le sol de notre sainte Russie. » Tant il est vrai de dire que le vil et plat courtisan veut toujours paraître plus royaliste que le roi.

XV

> Les Romains, accoutumés à se jouer de la nature humaine dans la personne de leurs enfants et de leurs esclaves, ne pouvaient guère connaître cette vertu que nous appelons humanité.
>
> MONTESQUIEU, *Grandeur et Décadence des Romains.*

« Le gouvernement russe procède, en fait de li-
« berté de conscience, comme il agit en général dans « toutes les branches de l'administration, par bonds « et caprices, et en définitive, avec l'arbitraire le plus « absolu.

« La liberté de conscience se trouve inscrite dans « les lois, et même dans les lois fondamentales de l'em- « pire, mais de toutes ces lois fondamentales, il n'y en « a qu'une seule d'observée : celle qui confère à l'em- « pereur le droit de faire tout ce qui lui plaît[1]. »

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. XVI.

Le fait suivant, rapporté par le journal russe *la Cloche*, dans son numéro du 15 février 1860, et reproduit par le prince Pierre Dolgoroukow, dans son ouvrage *la Vérité sur la Russie*, suffira pour nous éclairer sur cette liberté de conscience, inscrite dans les lois fondamentales de l'empire des Tsars.

« Dans la province de Witebsk, les paysans du vil« lage de Dziernowicé, appartenant à M. Antoine Kor« sak, ayant professé jadis la religion grecque-unie, « avaient embrassé au XVIIIe siècle la religion catholique « romaine. En 1848, l'église de leur village fut trans« formée par le gouvernement en une église de la re« ligion orientale, et les paysans *déclarés* orthodoxes. « Ils se mirent alors à fréquenter l'église du village « voisin de Siedlow, mais celle-là fut bientôt fermée « par ordre du gouvernement, et le curé, le père do« minicain Ceçerski, éloigné de la localité.

« Le gouvernement envoya à Dziernowicé un prê« tre orthodoxe, lequel, pour un tribut que lui payaient « les paysans, informait l'archevêque de Polotsk et de « Witebsk que ses paroissiens accomplissaient avec « exactitude leurs devoirs religieux, tandis qu'au con« traire ils ne mettaient point les pieds à l'église, et « faisaient célébrer secrètement les cérémonies de ma« riage et de baptême par les prêtres catholiques ro« mains, qui, dans ce but, accomplissent de temps en « temps sous le voile du mystère la tournée des pro« vinces occidentales.

« En 1857, ayant entendu parler de la bonté du

« nouveau souverain et de ses tendances généreuses, « les paysans de Dziernowicé lui adressèrent une pé- « tition pour solliciter la permission de professer pu- « bliquement le culte catholique romain. Cette péti- « tion leur ayant été renvoyée par la commission des « requêtes, ils en adressèrent de nouvelles à l'empe- « reur et à M. Lanskoï, ministre de l'intérieur. Le « ministre ordonna à M. Kolokoltsoff, gouverneur de « Witebsk, d'arranger cette affaire. Le gouverneur, « après en avoir conféré avec l'archevêque, envoya à « Dziernowicé le colonel de gendarmerie de la pro- « vince, M. Losen, et l'un des conseillers de la régence « provinciale, M. Govorovitsch, auxquels l'archevêque « adjoignit plusieurs prêtres.

« *Cette mission* arriva à Dziernowicé, et, soutenue « par la police locale, procéda à une enquête, accom- « pagnée de coups de poing, de coups de bâton et de « coups de verges. Le nommé Vikenti, aide-chirur- « gien de l'hôpital du village, ayant avoué être l'au- « teur des pétitions adressées à l'empereur, eut une « dent cassée à coups de poing, et fut fouetté de ma- « nière à ne pouvoir marcher pendant plusieurs jours. « Sa femme, enceinte, fut soumise à un interroga- « toire et fit une fausse couche. Une autre femme du « village, également enceinte, après avoir subi un « interrogatoire, fit une fausse couche et mourut le len- « demain. Vikenti et trois autres furent envoyés à la « prison de la ville de district, et condamnés aux tra- « vaux forcés dans une forteresse. Pendant cette en-

« quête, le colonel de gendarmerie fit réunir les pay-
« sans chefs de familles, et leur dit : — Le tsar veut
« absolument vous voir devenir orthodoxes, pourquoi
« y apportez-vous tant d'obstination? Les paysans ré-
« pliquent : — Nous sommes les sujets fidèles du tsar;
« nous acquittons les impôts, nous prenons part à la
« conscription; au besoin, nous aurions donné notre
« sang pour le tsar, mais nous voulons rester fidèles à
« la religion de nos pères. — Alors, vous êtes des re-
« belles, s'écrie le colonel de gendarmerie, vous ne
« voulez point obéir au tsar! Livrez-moi sur-le-champ
« les chefs de cette rébellion, sinon vous irez tous en
« Sibérie et vous ne reverrez ni vos femmes ni vos en-
« fants. — Les paysans répondirent : Nous sommes
« tous chefs de la rébellion, nous sommes tous catho-
« liques, nous sommes tous prêts à aller en Sibérie et
« même à mourir, mais nous ne changerons pas de
« religion. — Le colonel s'écria : Mais vous avez été
« à l'église! vous avez reçu la sainte communion de la
« religion orthodoxe! — Je crois bien que nous avons
« été à l'église, répliquent les paysans, l'on nous a en-
« tourés de troupes, l'on nous a poussés vers l'église,
« l'on nous y a fait entrer les baïonnettes dans les
« reins; ceux d'entre nous qui se cramponnaient aux
« portes pour ne point entrer ont reçu des coups de
« baïonnettes : ils en portent les traces que vous
« pouvez voir. *Pour ce qui est de la communion, une*
« *fois dans l'église, l'on nous battait, l'on nous saisis-*
« *sait par la tête, et après nous avoir souffletés, l'on*

« *nous ouvrait la bouche, et l'on y introduisait de* « *force la communion, sans faire attention qu'aucun* « *de nous n'avait été à confesse et que nous avions dé-* « *jeuné le matin.* »

« En juin de la même année 1858, l'on vit arriver « dans la province de Witebsk le sénateur Stscherbi- « nine, chargé d'inspecter cette province en général, « et d'amener à une solution satisfaisante l'affaire de « Dziernowicé en particulier. Il engagea M. Lopa- « çinski, maréchal de noblesse du district où cette « orgie du despotisme avait eu lieu, à l'accompagner « et à lui prêter aide; M. Lopaçinski eut le noble cou- « rage de refuser. Alors M. Stscherbinine se rendit à « Dziernowicé accompagné de six fonctionnaires.

« Dans la matinée du samedi 12/24 juillet, les pay- « sans, réunis par ordre et entourés de troupes, virent « paraître devant eux Stscherbinine, en costume de « sénateur, entouré de fonctionnaires revêtus de leur « uniforme. Stscherbinine annonça aux paysans que « l'empereur ne leur permettait pas d'être catholiques « romains; qu'ils devaient professer la religion ortho- « doxe, et il ajouta : « La volonté du tsar est sacrée. « Le tsar est le représentant de Dieu. Ce que Dieu est « au ciel, le tsar l'est sur la terre. Ne point obéir au « tsar veut dire désobéir à Dieu. Ainsi, mes enfants, « vous ne devez point lutter contre la volonté divine « qui vous est exprimée par ma bouche. Le tsar veut « que vous soyez tous orthodoxes, par conséquent « Dieu le veut. Obéissez. »

« Les paysans, après avoir écouté cet étrange mis-« sionnaire, entouré de la force armée, et l'avoir laissé « professer jusqu'au bout son catéchisme à la fois « mongol et bureaucratique, répondirent : — Ex-« cellence, nous avons toujours obéi au tsar; nous « avons toujours respecté sa volonté en tout ce qui ne « touche point à notre conscience; nous supplions « qu'on nous permette de professer notre religion, « comme on le permet aux luthériens et même aux « Israélites, sans les poursuivre pour cela. Les fonc-« tionnaires qui entouraient Stscherbinine s'approchè-« rent des paysans, et leur dirent : — Rendez hom-« mage au tsar dans la personne de son sénateur; « allez vous agenouiller devant lui et lui baiser « la main. Les paysans s'approchèrent l'un après « l'autre du sénateur, s'agenouillant et lui baisant « la main; et Stscherbinine donnait sa bénédiction à « chacun d'entre eux. Après cette scène d'infâme sa-« crilége, tous ceux qui avaient baisé la main du sé-« nateur et reçu sa bénédiction furent déclarés ortho-« doxes, et considérés comme ayant volontairement « et librement embrassé la religion orthodoxe. Le sé-« nateur parti, la gendarmerie et la police locale res-« tèrent sur les lieux pour fouetter les récalcitrants et « leur faire endurer toutes sortes de violences. »

Nous complétons ce hideux tableau par l'extrait suivant d'une correspondance de Saint-Pétersbourg, du 21 avril 1865, publiée par la *Patrie* dans son numéro du 28 du même mois :

« Rien au reste ne peut donner une idée de l'état « moral dans lequel sont tombées les populations de « ces malheureux pays. Depuis bien des années, il n'y « a plus chez elles ni baptême, ni communion, ni ma- « riage, ni enterrement religieux. Le fanatisme, d'une « part, et d'autre part, la haine du culte russe, ont « porté des mères qui n'avaient pu faire baptiser leurs « enfants nouveau-nés à les tuer et à les clouer à la « porte des églises orthodoxes. Le fait a été affirmé à « l'empereur, il y a deux mois, par le baron Lieven, « alors gouverneur de Riga, venu à Saint-Pétersbourg « à la tête d'une députation des provinces Baltiques. »

Nous ferons remarquer que les populations dont parle cette correspondance sont luthériennes, et que les persécutions qui les frappent ne sont rien auprès de celles que l'on fait subir aux catholiques Polonais.

Afin de répondre d'avance à ceux des apologistes de la Russie qui oseraient nous taxer d'exagération, nous donnons le texte du discours prononcé le 24 avril 1864 par le pape Pie IX. Cette allocution mémorable prendra rang parmi les documents les plus précieux de l'histoire religieuse et politique de l'Europe moderne.

« Le sang des faibles et des innocents crie vengeance « devant le trône de l'Eternel contre ceux qui le répan- « dent. Et de nos jours ne voyons-nous pas aussi un « sang innocent versé dans un pays catholique, dans « l'infortunée Pologne, où cette même religion catho- « lique, pour laquelle saint Fidèlis donna sa vie, est si

« cruellement persécutée. J'aurais voulu ne pas en
« parler avant le prochain consistoire, mais je crains,
« en gardant plus longtemps le silence, d'attirer sur
« moi la punition céleste annoncée par les prophètes
« à ceux qui laissent commettre l'iniquité. Je ne veux
« pas être forcé de m'écrier un jour en présence du
« juge éternel : *Væ mihi quia tacui!* Malheur à moi
« si je me tais! La fête d'aujourd'hui me rappelle que,
« de nos jours aussi, il est des martyrs qui souffrent
« et meurent pour la foi!....

« Je me sens inspiré et ma conscience me force d'é-
« lever la voix pour condamner un potentat dont je
« ne tais le nom en ce moment que pour le nommer
« dans un autre discours, et dont l'immense empire
« s'étend jusqu'aux régions hyperboréennes!... Écou-
« tez! voici ce puissant potentat qui ose s'appeler
« faussement *catholique d'Orient*, et n'est qu'un
« schismatique rejeté du sein de la véritable Église,
« et qui oublie le jugement de Dieu qui l'attend pour
« ses forfaits. Ce potentat, dis-je, persécute avec une
« féroce cruauté la nation polonaise, et il a entrepris
« l'œuvre impie d'extirper la religion catholique dans
« toute la Pologne et d'y introduire *de force* le schisme.
« Il opprime et tue tous ses sujets catholiques, qu'il a
« poussés par ses rigueurs à l'insurrection, il extirpe
« le catholicisme, il déporte des populations entières
« dans des contrées sauvages, où elles se voient privées
« de tout secours religieux, et les remplace par des
« aventuriers schismatiques. Il persécute et massacre

« les prêtres de cette nation catholique, il les arrache « forcément à leur troupeau ; d'autres sont condam- « nés aux travaux forcés ou à des punitions infa- « mantes, d'autres enfin sont exilés. Heureux sont « encore ceux qui ont pu fuir et qui, maintenant, « errent sans asile sur la terre étrangère !

« Les églises sont profanées, d'autres sont fermées « à cause de l'absence des prêtres. Enfin, cet arrogant « potentat, tout hétérodoxe et schismatique qu'il est, « il ose s'arroger un pouvoir que le vicaire du Christ « ne possède même pas. Après avoir arraché à leurs « diocèses, exilé et tenu en captivité, depuis un an, « nos fils bien-aimés, l'archevêque de Varsovie et « l'évêque de Vilno, il ose encore les dépouiller de leur « juridiction, légalement instituée par moi ! Il semble « ignorer qu'un évêque catholique, sur sur son siége « ou dans les catacombes, est toujours le même, et « que son caractère est indélébile.

« En jetant l'opprobre contre de tels actes, nous ne « pouvons nullement donner par là un encouragement « à la révolution européenne. Je sais bien distinguer « la révolution socialiste du droit légitime et de la « liberté raisonnable de la nation polonaise, qui lutte « pour son indépendance et pour le salut de la reli- « gion. Si je proteste contre ce potentat, c'est pour « soulager ma conscience. En flétrissant les persécu- « teurs de la religion catholique, je remplis un devoir « sacré de notre conscience à nous tous. Voilà pourquoi « j'ai dû vous faire part des tristes nouvelles reçues de

« cet infortuné pays, pour lequel nous devons redou-
« bler de prières. Prions donc le Tout-Puissant d'é-
« clairer le persécuteur du catholicisme et de ne pas
« abandonner les victimes qui, condamnées par lui,
« périssent au milieu des déserts glacés sans avoir le
« moyen de se réconcilier avec Dieu. »

« En conséquence, nous donnons notre bénédiction
« apostolique à tous ceux qui, dans la journée d'au-
« jourd'hui, auront prié pour la Pologne. Prions pour
« elle. »

Une année s'est écoulée depuis cette allocution, et Alexandre II, loin de modifier sa politique, est devenu plus intolérant encore. En novembre 1864, il supprima presque entièrement les couvents polonais. Au mois de mars de cette année, il a fait expulser de Willno quarante-quatre religieuses de l'ordre des Visitandines. Lors de leur arrivée à Paris, où elles sont venues se réfugier, M. J. Labbé a publié, dans l'*Opinion nationale* du 21 avril 1865. l'article suivant que nous reproduisons en entier :

« Elles étaient quarante-quatre, dans un monastère
« de Wilno. Ces femmes commettaient chaque jour
« quelque crime : elles priaient Dieu en latin et pleu-
« raient en secret sur la patrie ; on les soupçonnait
« même d'avoir favorisé l'évasion de quelques pros-
« crits.

« Une nuit, des hommes armés, des sauvages de
« l'Oural, hideux, ivres, païens, pénétrèrent chez ces

« femmes criminelles : c'était la justice de Mourawief « qui venait leur demander compte de leurs prières « et de leurs larmes. Tout fut pillé, saccagé, profané. « Aujourd'hui elles sont en France, à Paris, réfugiées « dans un couvent de leur ordre, d'où elles tendent « vers nous leurs mains sanglantes et bénies.

« Il leur reste quelques diamants, elles les offrent à « la France en échange d'un peu de pain et de six « pieds carrés d'une cellule où elles puissent oublier « et mourir.

« Nous ne sommes point catholique ; mais quand « des femmes sont ainsi conspuées, chassées, ban- « nies ; quand elles souffrent ce dur martyre pour la « liberté religieuse, pour le droit sacré entre tous, *le « droit de prier*, notre cœur se soulève, notre sang « bout ; et à ce bandit qu'on appelle Mourawieff, à ce « Carrier du despotisme, à ce Jeffries de l'orthodoxie, « à ce monstre pétri dans le sang et dans la boue, qui « pend les braves, insulte les vierges et se vautre sur « une nation qu'il a mise au linceul, nous jetons en- « core une fois notre flétrissure, impuissante comme « les colères de la défaite, mais ineffaçable comme la « malédiction des morts !

« Nous n'ignorons pas que quelques-uns sont fati- « gués de nous entendre crier ainsi chaque jour pour « la justice. Que nous importe ! si l'Occident est vrai- « ment aveuglé par l'égoïsme ou frappé du vertige de « la peur, si le remords l'empêche de regarder en « face le cadavre de ce qui fut la Pologne, nous ne

« nous tairons pas pour plaire à ceux qui veulent dor-
« mir du sommeil de la honte ! Et si l'Église n'a plus
« que de froides bénédictions pour ceux qui meurent
« pour elle, si la démocratie européenne a perdu le
« sens de la solidarité universelle, notre protestation
« acharnée ira réveiller les morts moins glacés dans
« leurs tombes, moins insensibles dans leurs suaires,
« que ces lâches vivants qui se bouchent les oreilles
« pour ne pas entendre le râle des peuples qu'on tue,
« le sanglot des femmes qu'on insulte. »

Nous lisons dans le journal *l'Époque*, à la date du 21 mai 1865 :

« D'après le *Courrier d'Odessa*, le décret ordon-
« nant l'expulsion des israélites du gouvernement de
« Kharkow vient d'être mis en vigueur. Cette pro-
« vince, de même que toute la Petite-Russie, appar-
« tenait autrefois à la Pologne ; or, les juifs, accueillis
« depuis plus de six siècles, demeurent aussi loin que
« s'étendaient les anciennes frontières de la républi-
« que. Totalement exclus de l'empire moskovite, ils
« seraient réduits à la plus affreuse misère, et n'au-
« raient d'autre asile qu'en Turquie, où ils rejoin-
« draient les tribus circassiennes exilées en masse de
« leur pays natal. »

Voilà de quelle maniere le gouvernement russe comprend la liberté de conscience inscrite dans les lois fondamentales de l'empire !

Le mode de recrutement employé à l'égard des juifs

peut trouver sa place dans cette partie de notre écrit, attendu que les malheureux enfants ravis à leurs familles, qu'ils ne doivent plus revoir, sont élevés dans la religion orthodoxe.

Voici la manière barbare dont s'opère ce recrutement :

A l'époque fixée par un oukase, les employés russes, chargés de cette atroce mission, se présentent chez les juifs, et enlèvent à leurs mères tous les enfants mâles de sept à dix ans.

Décrire lés scènes déchirantes qui se passent alors serait chose impossible. Les mères, dans leur désespoir, s'arrachant les cheveux, se roulant sur la terre, suppliant et vomissant tout à tour des imprécations contre ces ravisseurs barbares ; quelques-unes se brisant la tête contre les murs ou sur le pavé des rues, s'attachant à leurs pauvres enfants dont elles refusent de se séparer, ces féroces sbires les arrachant de leurs bras et les chassant à coups de knout.

Ces pauvres petits êtres, pour la plupart nu-pieds, en chemise, les chaînes aux pieds, les menottes aux mains, sont traînés dans la boue ou dans la neige, entassés dans des granges froides et humides et jetés pêle-mêle sur de la paille à demi pourrie.

Ils sont ensuite dirigés, étape par étape et à pied, dans des colonies militaires, éloignées de plusieurs centaines de lieues. C'est là qu'ils doivent être transformés en Moskovites orthodoxes et préparés au service militaire.

Le plus grand nombre, ne pouvant supporter les fatigues du voyage, les privations et les mauvais traitements auxquels ils sont soumis, meurent en route; ceux qui résistent sont encore décimés par les maladies et les travaux pénibles auxquels on les soumet. Un bien petit nombre arrive à l'âge de vingt ans; ceux qui parviennent jusque-là sont alors attachés au service de la flotte, ou transformés en *boudotschniks* (employés subalternes de la police).

Inutile d'ajouter que tout se vendant ou s'achetant en Russie, les enfants des juifs riches sont soustraits à prix d'or à cette conscription barbare.

Nous trouvons ici dans toute sa laideur repoussante l'instinct de rapacité des employés russes.

Quelques jours avant l'époque fixée pour le recrutement, ils enlèvent dans les villages les enfants des juifs pauvres, et vont ensuite les vendre dans d'autres villages éloignés à des juifs riches, qui les leur livrent à la place des leurs, lors du recrutement. Que nos lecteurs ne soient point étonnés de ce trafic infâme. La Russie est le pays des merveilles. Tout ce que la raison humaine peut à peine concevoir est très-ordinaire chez le Tataro-Moskovite.

XVI

> L'administration russe est la vénalité organisée, appuyée sur une anarchie permanente, recouverte aux yeux de l'empereur et de l'Europe par le voile du mensonge officiel.
>
> PIERRE DOLGOROUKOW, *la Vérite sur la Russie*, p. 49.

« Qu'est-ce que la Russie au point de vue politique « et administratif? C'est un immense édifice euro- « péen orné d'un fronton européen, mais à l'intérieur « meublé et administré à l'asiatique. La très-grande « majorité des fonctionnaires russes, déguisés en cos- « tumes plus ou moins européens, procèdent dans « l'exercice de leurs fonctions en vrais Tatars.

« Sur quelle base repose l'administration russe? « Est-ce sur les lois? Non, certes; cependant aucun « pays n'est plus riche que la Russie en ordonnance

« et règlements de toute sorte ; le code russe est le plus « volumineux de la terre, il contient quinze volumes « de plus de mille pages chacun; tous les ans appa- « raissent encore des suppléments, mais ce code, si « utile à la prospérité des fabriques de papier, est une « lettre morte pour le pays.

« Le premier article du premier volume, en plaçant « l'empereur au-dessus de toute loi, transforme tous « les quinze tomes si épais en la plus volumineuse des « mauvaises plaisanteries.

« L'administration russe repose sur l'égalité de tous, « non devant la loi comme en Europe, mais devant le « caprice du pouvoir, et la vénalité de l'administration « comme en Asie; pour y échapper, il faut faire partie « de la camarilla de la cour, ou être protégé par elle, « toujours comme en Asie [1].

« L'administration en Russie a pour base l'arbitraire « le plus absolu, revêtu parfois de l'apparence des « formes légales, et parfois exercé sans détour ni voile. « A tous les nombrenx échelons de l'administration, « de haut en bas l'on vole, de bas en haut l'on « trompe [2].

« Notre pays n'a point d'institutions; nos lois sont « des morceaux de papier publiés pour tromper l'Eu- « rope et la presse européenne; notre gouvernement « fait peu pour la réalité des choses; le plus souvent,

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. I, p. 35.
2. *Ibid.*, ch. I, p. 49.

« il combine tout pour l'apparence, pour le soutien de « ce mensonge officiel, lequel, avec l'arbitraire, la vé- « nalité et la bassesse, constituent les quatre éléments « de l'administration russe [1]....

« La bureaucratie a recouvert le pays tout entier de « son funeste réseau; elle exploite la Russie comme « les hordes mongoles l'exploitaient au XIIIe siècle; « elle a érigé toutes les nécessités de la vie sociale et « administrative en branches de revenus à son profit « personnel; avide, ignoble, elle vole partout, elle pille « tout le monde [2].

« L'administration est un bouge de vénalité, de la « vénalité la plus infâme; tout se vend, tout s'achète [3].

« Nous citerons quelques faits pouvant donner une « idée des moyens employés en Russie pour extorquer « de l'argent, surtout aux pauvres gens.

« Dans l'une des communes des paysans de la cou- « ronne, dans la province de Toula, il y avait en plein « champ une immense pierre pesant plusieurs milliers « de kilogrammes. Un jour, le chef du cercle arrive, « réunit les paysans et leur annonce avoir reçu l'ordre « de leur prescrire de transporter cette pierre à Saint- « Pétersbourg. Les paysans se récrient en signalant « l'immense poids de la pierre, et prient le chef du « cercle de tâcher de leur éviter cette besogne. L'em- « ployé y consent, il se fait largement payer par ces

1. *Ibid.*, préface, p. 15.
2. *Ibid.*, ch. XVIII, p. 277.
3. *Ibid.*, p. 278.

« pauvres gens, et leur promet de solliciter la révoca-
« tion d'un ordre qui n'avait jamais été donné.

« Dernièrement, dans l'une des plus grandes villes « de province, à Kharkow, un étranger se trouve renversé par une vache qui parcourait les rues en pleine « liberté. Le malheureux est porté à l'hôpital, où il « reste deux mois; à sa sortie de l'hôpital, la police « exige de lui le payement des frais de nourriture de « la vache qui, pendant ces deux mois, avait été retenue « à la police, comme impliquée dans un délit de coups « et blessures [1].

« En jetant les yeux sur ce vaste empire de Russie, « qui occupe la neuvième partie du globe terrestre, « que voyons-nous? Point de justice, il faut traverser « dix instances successives, le plus souvent la bourse « à la main, pour aboutir, en définitive, en onzième « instance, au bon plaisir impérial [2]. »

En Russie, la justice est secrète et seulement écrite. La justice publique et orale n'existe pas. Les avocats y sont encore inconnus.

En 1845, le gouvernement ne trouvant pas les lois assez sévères, publia un code pénal digne de Tibère. Il est encore en vigueur à l'heure où nous écrivons. Trois articles de ce code peuvent donner une idée de son atrocité.

Le seul fait d'avoir renversé un buste de l'empereur

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. IV.
2. *Ibid.*, ch. XVIII, p. 278.

constitue le crime de lèse-majesté, et est puni comme tel.

La délation y est érigée en loi, en devoir de sujet fidèle (disons plutôt d'infâme et vil esclave).

La non-délation y est déclarée comme crime de lèse-majesté.

Voici une preuve du mépris professé pour les lois par les employés chargés de les faire exécuter :

« A Moskou, un jour, le colonel Miller, maître de « police, détenait arbitrairement en prison un homme « du peuple. Ce dernier demanda un jugement en « règle. — Comment, s'écria M. Miller irrité, vous « osez demander un jugement? Après cela le premier « venu pourra demander à être jugé! Mais c'est affreux! « peut-on concevoir une audace pareille [1]. »

Les quelques lignes suivantes peuvent encore aujourd'hui s'appliquer entièrement aux hommes de la police russe. Elles nous dispenseront d'entrer dans de plus amples détails sur cette infâme institution :

« Un journal allemand qui a été payé pour publier « un article contre *la Vérité sur la Russie*, nous re« proche d'avoir dépeint les hommes de la police de « Nicolas Ier comme des animaux sauvages.

« Le très-peu estimable journal se trompe, les ani« maux sauvages font le mal par instinct, sans avoir la « conscience de leurs actes; les hommes de la police « de Nicolas, et le général Doubelt plus que tous les

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. II.

« autres, avaient un but : ils faisaient le mal pour ob-
« tenir de l'argent, des places et des grades ; nous ne
« nous serions jamais permis de calomnier les animaux
« sauvages en les assimilant à des êtres pareils [1]. »

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, préface, note.

XVII

Le despotisme, déjà hideux en lui-même, exerce encore une influence morale éminemment délétère ; il dessèche les sentiments nobles et élevés, il avilit les âmes, il corrompt, il pervertit et abaisse les caractères, bien plus encore chez ceux qui l'exercent que chez ses victimes.

PIERRE DOLGOROUKOW, *la Vérité sur la Russie*, ch. II.

Il nous reste à parler de l'administration des finances et de l'armée. En citant quelques passages de l'ouvrage du prince Pierre Dolgoroukow, auquel nous avons emprunté la plupart des citations contenues dans les deux chapitres qui précèdent, nous sommes convaincu qu'il est impossible de donner des renseignements plus exacts et plus vrais sur ces deux branches importantes de l'administration moskovite.

Des faits racontés par un Russe aimant sincèrement sa patrie, dévoilant les abus et les plaies du gouvernement de son pays, dans le seul but d'aider aux réformes en les indiquant, ne peuvent certes pas être taxés de partialité ou d'exagération :

« La Russie, nous l'avons dit plus haut, est le pays « classique du mensonge officiel. Le fronton de l'édi- « fice tourné du côté de l'Europe a un aspect européen ; « mais entrez à l'intérieur, portez vos regards autour « de vous, et vous vous trouverez en pleine Asie.

« Aussi, le principe de la nécessité de la publicité « du budget, devenu aujourd'hui en Europe un prin- « cipe élémentaire de la science du gouvernement, se « trouve contesté par la toute puissante et toute pil- « larde bureaucratie russe. Enfant de l'idiotisme et de « la rapacité, dominant les ministres qui lui servent « d'organes et d'instruments, dominant la camarilla « si incapable et si déconsidérée qui lui sert d'appui, « elle empêche la publicité du budget, et les fonction- « naires employés à la confection de ce dernier se « voient obligés, le croirait-on ! de prêter le serment « de n'en rien révéler au public.

« Le budget, d'après la loi, doit être soumis à l'exa- « men du conseil de l'empire. Pour donner une idée « de la manière dont il est examiné, nous raconterons « ici l'histoire du budget de 1858 :

« Le conseil de l'empire se réunit en *plenum* tous « les lundis, et le conseil des ministres tous les mar- « dis. Le 30 décembre 1857 (vieux style) tombait sur

« un lundi. Le ministre des finances de cette époque, « M. Brock, était le même qui, pendant la dernière « guerre, a doublé le nombre des assignats, *billets de* « *crédit*, dans la naïve croyance que c'était une ma- « nière de faire la guerre gratis et sans dépense pour « l'État. Ce ministre, l'un des choix de l'empereur « Nicolas, congédié du ministère en avril 1858, était « renommé pour son incapacité, même au sein de « cette haute administration russe, où un homme de « mérite arrive bien rarement au ministère, où le « mérite et la dignité de caractère servent d'obstacle « à toute carrière élevée. Il va sans dire qu'il était « l'ennemi acharné de toute publicité et de tout con- « trôle.

« La loi prescrivant au ministre de présenter le « budget à l'empereur après examen au *Conseil de* « *l'empire*, au plus tard le 31 décembre, le ministre se « garda bien de présenter son budget au conseil dans « la séance du lundi 30, où l'on aurait pu jeter les « yeux dessus, et sinon l'examiner, du moins le par- « courir.

« D'accord avec le président du conseil, le comte « Orloff, ennemi également acharné de toutes les ré- « formes, et partisan obstiné de tous les abus, il fit « convoquer pour mardi, dix heures du matin, une « séance extraordinaire du conseil de l'empire, dont « les ministres font partie, en prévenant à l'avance les « membres du conseil qu'à midi et demi le comité « des ministres devait tenir sa séance hebdomadaire,

« et que dans l'intervalle des deux séances le budget « devait être présenté à l'empereur, après avoir été « approuvé par le conseil de l'empire, auquel de cette « manière l'on accordait une heure *pour l'examen et « l'approbation* du budget.

« La séance du conseil s'ouvrit le mardi 31 décem- « bre, à dix heures et demie du matin; à onze heures « trois quarts, après cinq quarts d'heure de séance, le « budget, approuvé par cet hospice des invalides, se « trouvait porté à l'empereur par le président du con- « seil et le ministre des finances; l'empereur y don- « nait son approbation, et à midi et demi, les minis- « tres, réunis en comité hebdomadaire, ouvraient leur « séance dans laquelle ils devaient s'occuper d'affaires « courantes. Voilà l'examen auquel les budgets de « l'État se trouvent soumis en Russie! l'on ne sait en « vérité de quoi s'étonner le plus : de l'audace de ce « ministre qui était le type du représentant le plus « achevé de la bureaucratie, ou bien de la résignation « des membres du conseil de l'empire et de la crimi- « nelle insouciance témoignée par eux aux intérêts les « plus graves du pays[1]. »

L'administration de la guerre ne le cède en rien en vénalité aux autres branches de l'administration de l'empire, et l'on peut sans crainte lui appliquer ces paroles de Lamartine, parlant du feld-maréchal Munich : « Le service pour un tel homme n'était pas un devoir, « mais un métier. »

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. XI.

« Les dernières guerres vont révéler dans toute son « horreur l'affreux état de l'administration militaire « russe, complétement livrée à la bureaucratie, qui « considère le vol comme sa propriété.

« Le général Zatler, appelé à la direction générale de « l'administration de la guerre, fit nommer son beau- « père Schahoff chef de l'intendance militaire et « donna à son beau-frère Voronitsch une place dans « l'administration. L'on put ainsi administrer en fa- « mille. Les troupes recevaient des biscuits moisis, de « la viande pourrie; plusieurs d'entre les colonels « étaient payés pour tolérer ce brigandage; ceux qui « se conduisaient en honnêtes gens et portaient plainte, « voyaient leurs doléances infructueuses, Zatler se « trouvant puissamment appuyé et protégé par toute « la bureaucratie.

« Lors de l'occupation des provinces danubiennes « par nos troupes, en 1853, l'ordre fut donné de Saint- « Pétersbourg de faire, à titre de réserve, de grands « achats de seigle, d'avoine, de foin, etc., etc. Zatler « n'employa à ces achats qu'une faible partie de l'ar- « gent alloué, et lors de l'évacuation il fit un rapport « concluant à l'impossibilité absolue d'emporter ces « magasins de réserve censés organisés. L'ordre fut « donné de les brûler, et comme il n'y avait presque « rien à brûler, on n'hésita pas à mettre le feu aux « greniers de blé de quelques malheureux propriétai- « res, moldaves et valaques. Le tour fut fait et ac- « compli.

« Tous les objets de première nécessité envoyés à « titre de don par les personnes de toutes les classes de « la société, aussitôt arrivés en Crimée, étaient partagés « entre les chefs pour leur usage personnel, ou vendus « à des marchands qui les mettaient en circulation à « leur profit.

« On plaçait les blessés sur des charrettes pour les « conduire dans les hôpitaux éloignés du théâtre de la « guerre, en leur refusant les habits chauds qui leur « étaient alloués. A peine recouverts de vieilles capotes « militaires trouées et déchirées, ils se voyaient con- « duits en route par un hiver rigoureux, à travers des « souffrances et des privations de tout genre. Dans les « villes et les principaux bourgs, il y avait des hôpitaux « militaires provisoires dont les chefs, au lieu de veil- « ler au bien-être des malheureux qu'on leur amenait, « les laissaient gémir sur les charrettes pendant des « heures entières, souvent par le froid le plus rigou- « reux, et s'en allaient eux-mêmes faire bonne chère, « boire du vin de Champagne et jouer un jeu d'enfer. « Les malheureux venaient-ils à expirer, on les inscri- « vait sur la liste des hôpitaux, on déposait les cada- « vres dans des caves où le froid pouvait les préserver « pendant un certain temps de la décomposition, et « puis l'on portait sur la liste des dépenses de l'hôpital « le prix de la nourriture soi-disant délivrée à ces ma- « lades décédés, et le prix des médicaments censés « avoir été employés à leur traitement. Quand il s'ac- « cumulait des cadavres dans les caves, on les jetait

« dans des bières faites à la hâte et on les conduisait « au cimetière. On vit plusieurs fois, pendant le trajet, « ces bières mal jointes s'entr'ouvrir et les cadavres « rouler sur le sol dans un état de nudité complète. « Ils n'étaient même pas enveloppés des linceuls dont « le prix se trouvait également volé par l'administra- « tion militaire.

« Les talents administratifs de M. le ministre de la « guerre furent récompensés par les cordons de Saint- « Wladimir et de Saint-André[1]. »

N'est-ce pas ainsi que tout se termine en Russie?

« Il y a certainement dans l'armée russe plusieurs « colonels loyaux et intègres, d'autant plus honorables « qu'ils forment la minorité parmi leurs collègues. La « majeure partie des colonels comme la majeure partie « des officiers généraux, commandant les régiments « de la garde impériale russe, s'enrichissent de la ma- « nière la plus honteuse et la plus indigne, aux dé- « pens du bien-être des soldats dont le sort leur est « confié.

« Voici comment ils procèdent. Les soldats sont « mal et insuffisamment nourris; la farine pour la « confection du pain leur étant allouée par le gouver- « nement en quantité suffisante, une partie de cette « farine est confisquée par le colonel et vendue à son « profit. Les colonels s'arrangent de manière à opérer « à leur profit des économies sur le drap destiné à l'ha-

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. x.

« billement des soldats, sur le cuir destiné à leurs « bottes. Dans la cavalerie, les *revenus* des colonels « sont bien plus considérables que ceux de l'infante-« rie ; ils font des économies sur les rations des che-« vaux, en foin comme en avoine. Enfin l'une des « branches les plus lucratives des revenus des colonels « consiste dans les prix officiels, c'est-à-dire le chiffre « établi chaque semaine, des prix de tout ce qui peut « servir à la nourriture des hommes et des chevaux « dans la localité occupée par le régiment. Ce chiffre « se trouve établi en commun par le colonel et les au-« torités locales, les prix sont toujours exagérés au-« dessus de la réalité ; les colonels donnent un pot de « vin aux autorités locales et empochent le reste de la « différence entre le prix fictif et le prix véritable. . .

« Malheur au soldat qui essayerait de proférer la « moindre plainte, de faire entendre la moindre do-« léance !

« L'affaire serait soumise à l'examen des chefs su-« périeurs, que le colonel trouverait moyen de gagner « par des cadeaux. Le colonel saisirait ensuite le pré-« texte le plus futile pour faire appliquer à ce soldat « hardi cinq cent coups de bâton, sauf après que le « dos du malheureux aura guéri, à lui faire appliquer « encore une nouvelle volée de ce genre.

« Que peuvent faire ces infortunés ?..... *souffrir et* « *se taire*, voilà leur lot[1]. »

1. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. x.

« Les béotiens de Saint-Pétersbourg, pour lesquels « le mystère et le mensonge officiel sont la panacée « universelle, s'imaginent que les hommes d'État de « l'Europe ignorent ces détails. Qu'ils se détrompent, « ces détails sont connus, et ce n'est point par des « mensonges qu'il sera possible de se dégager d'un « bourbier pareil[1]. »

Cet aperçu général des institutions religieuses, civiles et militaires de la Russie, puisé à une source qui ne peut être suspecte, convaincra nos lecteurs que nous n'avons rien exagéré en affirmant que ce peuple est encore à l'état de la plus complète barbarie.

2. Pierre Dolgoroukow, *la Vérité sur la Russie*, ch. XVIII.

XVIII

> Si l'on examine attentivement les actes de cet homme, on y trouve la férocité du lion et la ruse du renard.
>
> MACHIAVEL, *le Prince.*
>
> On est fatigué de voir dans l'histoire des empereurs le nombre infini de gens qu'ils firent mourir pour confisquer leurs biens.
>
> MONTESQUIEU, *Grandeur et Décadence des Romains.*

En reportant notre pensée sur les actes commis au nom du tsar en Pologne et en Circassie, nous aurons une preuve de l'obéissance aveugle et fanatique de tous ces vils esclaves du pouvoir le plus absolu qu'il soit possible de concevoir. « Le despotisme aristocratique « est encore plus funeste à l'humanité que le despo- « tisme pur ou militaire; mais le plus barbare, le « plus criminel, le plus inconcevable des gouverne-

« ments, est celui qui réunit les deux espèces comme « en Russie. Une foule d'hommes, dont chacun indi- « viduellement peut tout sur plusieurs de ses sembla- « bles, y sont soumis à leur tour à un maître qui peut « tout sur eux, en sorte que beaucoup y étant despotes, « personne n'y est libre, ni de droit, ni de fait, excepté « un seul. Ne faut-il pas le que génie de l'abjection « maîtrise bien l'esprit de l'homme pour lui avoir fait « imaginer une combinaison aussi dégradante de sa « nature [1] ! »

Nous ne nommerons pas tous les exécuteurs des hautes œuvres de ce gouvernement *paternel*, le nombre en est trop grand; nous ne rappellerons pas non plus tous les actes inouïs de cruauté, les horreurs de toute sorte dont ils se sont souillés; vingt volumes ne suffiraient pas pour en citer une faible partie : nous nous bornerons à nommer Michel Mouravieff, ce tigre féroce, déjà marqué au front du stigmate de *pendeur*, *l'exécuteur le plus intelligent* des ordres de son maître. Le seul nom de *cet homme* suffit pour nous glacer d'horreur, et instinctivement nos souvenirs se reportent au temps des Caligula et des Néron, qu'il a surpassés par ses cruautés. Il n'est pas de supplice que ce séide d'un pouvoir sanguinaire n'ait inventé pour *pacifier la Pologne*. Aussi son *auguste maître* a-t-il su reconnaître dignement ses services par des récompenses, des honneurs et des distinctions sans nombre. Il y a

1. Esnault, *Histoire de la Russie*.

quelques jours à peine, en le relevant de ses *hautes fonctions*, il lui a conféré le titre héréditaire de comte de l'empire. Catherine II récompensa de la même manière Potemkine, qui, lors de la conquête de la Crimée, y avait commis des excès inouïs.

Quoi qu'on puisse leur accorder, on ne récompensera jamais assez de tels hommes, il n'y a que Dieu qui pourra leur donner un jour la *juste rémunération* des horribles forfaits dont ils se seront souillés sur la terre !

Nous avons dit que la Russie ne progressait pas, nous étions dans l'erreur, rétractons-nous ici. Elle progresse dans les moyens qu'elle emploie pour ravir, détruire, massacrer. Dans ces derniers temps, elle a poussé si loin les raffinements de la barbarie, qu'il sera désormais impossible de les dépasser.

On pourrait croire que les actes sauvages de M. Mouravieff ont été du moins flétris par la classe russe *prétendue* éclairée et intelligente, c'est connaître bien peu le caractère de ce peuple aux instincts sanguinaires et barbares ! En voici la preuve : à l'époque où Mouravieff sévissait en Pologne avec la plus grande cruauté, les dames moskovites, électrisées par les hauts faits de ce *grand pacificateur*, faisaient faire une image richement enchâssée et enluminée de saint Michel-Archange, son patron. Elles la lui envoyèrent avec une adresse des plus flatteuses, dans laquelle elles l'encourageaient à persévérer dans la *bonne voie*, et se livraient à des comparaisons blasphématoires : Il était, disaient-

elles, *un nouvel Archange délivrant la sainte Russie de ses ennemis.*

Dans le même temps, les nobles moskovites se réunissaient dans un banquet, portaient des toasts au féroce pendeur et le félicitaient par le télégraphe.

Malgré notre répugnance à rappeler des faits aussi monstrueux, nous irons cependant jusqu'au bout. Le saint-synode, après de si éclatants hommages, ne pouvait rester en arrière sans s'exposer à être taxé d'indifférence; ne pouvant pousser l'impudeur jusqu'à canoniser Mouravieff de son vivant et faire élever des temples *à sa gloire*, il tourna adroitement la difficulté en décrétant qu'un temple serait édifié à Wilno en l'honneur de saint Michel-Archange, patron de cet *illustre* général.

Saint Michel-Mouravieff n'a pas été insensible à de si nombreuses et de si touchantes marques d'admiration patriotique; ses sentiments religieux et sa ferveur orthodoxe ont pris depuis de si vastes proportions, qu'il n'a cessé de transformer les églises catholiques en églises orthodoxes; il en a même fait édifier un grand nombre de ses *propres deniers;* que nos lecteurs ne s'étonnent point de sa libéralité et de ses généreux sacrifices pour la sainte orthodoxie : la fortune et les biens ravis aux veuves et aux orphelins de ces innombrables martyrs de l'indépendance qu'il a fait brûler, pendre, fusiller, massacrer en masse, ou déporter en Sibérie, sont un capital suffisant pour couvrir la Lithuanie toute entière de temples orthodoxes. Pour

peupler ces églises, les fidèles lui manquent, mais il n'est pas homme à être embarrassé pour si peu, le knout et les baïonnettes sont les missionnaires qu'il emploie pour transformer en fervents orthodoxes des villages entiers qui appartiennent à la religion catholique. Comme preuve à l'appui, nous avons sous les yeux une correspondance datée du 7 février 1865, qui nous signale des faits semblables à ceux que nous avons reproduits à la page 94.

Voilà la civilisation russe! voilà l'esprit de cette caste *prétendue* intelligente et éclairée! Que penser, après de tels faits, du bas peuple, encore plus fanatique, aux intincts de la brute, ignorant, presque barbare, ne possédant aucune sensibilité morale, et peint en quelques mots par M. de Ségur : « *Pour donner de la sensibilité à un Russe, il faut l'écorcher.* »

La Pologne toute entière a été livrée au pouvoir discrétionnaire d'une soldatesque effrénée.

LE COLONEL STANTON AU COMTE RUSSELL.

Varsovie, le 23 février 1863.

« De nombreux récits retracent les excès et les cruautés des troupes russes occupées à la répression du soulèvement dans le royaume de Pologne; comme il est bien difficile d'arriver à discerner la vérité des faits au milieu des rapports généralement exagérés qui circulent, j'ai cru devoir envoyer à Votre Excellence

la copie d'un document qui m'est venu *d'une source sûre*, sur l'attaque faite par un détachement de troupes contre la demeure du comte Poletylo, membre du conseil d'État du royaume, située dans le gouvernement de Lublin. De ce rapport il ressort que, sans que la *moindre résistance* eût été opposée aux troupes, le château a été pris d'assaut et les habitants ont été traités de la manière la *plus barbare*.

« Je dois m'excuser auprès de Votre Seigneurie de lui envoyer un document aussi diffus, mais j'ai pensé qu'il valait mieux le laisser dans la forme où il m'a été donné. Je prends aussi la liberté de faire savoir à Votre Excellence que la chose ayant été rapportée au grand-duc, Son Altesse Impériale ordonna sur-le-champ de faire une enquête, dont le résultat n'a pas été rendu public. Mais j'ai appris de *source officielle* que le rapport militaire de cette expédition *n'essaye pas de nier les excès commis;* il prétend, pour les justifier, que des coups de feu avaient été tirés sur les troupes, tant du château que d'un cabaret voisin. Que cette assertion soit exacte ou non, il paraît, qu'en définitive, les officiers qui commandaient les troupes ne firent aucun effort pour empêcher les excès commis par elles dans l'habitation *d'un membre du gouvernement*.

« Je dois également mentionner à Votre Seigneurie qu'on raconte, d'après des témoignages respectables, que les propriétés du comte Constantin Zamoyski ont été l'objet des plus graves violences de la part des troupes; entre autres pertes importantes, on parle

d'une collection de papiers de famille et de documents remontant à un grand nombre d'années, et qui a été brûlée. Il ne paraît pas toutefois qu'aucun insurgé y ait été auparavant rencontré.

« Plusieurs autres cas de pillage et d'incendie sont attribués aux troupes, mais ce serait fatiguer Votre Seigneurie que de lui envoyer des récits particuliers. *Je n'ai pas encore entendu parler jusqu'ici d'excès commis par les insurgés;* ils ne font que prendre les armes, la nourriture et les chevaux dont ils ont besoin.

Récit de l'attaque du château appartenant au comte Poletylo.

« Le comte Léopold Poletylo, membre du Conseil d'Etat dans le royaume de Pologne, après avoir ramené à Nice sa femme, qui s'y est rendue pour cause de santé, est revenu s'établir dans sa terre de Woyslawice, dans le gouvernement de Lublin, auprès de ses deux fils en bas-âge, avec la ferme intention d'attendre les événements qui se préparaient.

« L'insurrection éclata ; il persista dans le principe qu'il avait toujours franchement énoncé, que ce mouvement ne pouvait avoir d'autres résultats que d'amener des répressions et des calamités. Pas un de ses employés ni de ses domestiques ne se joignit à l'insurrection, et sur son territoire il n'y a eu ni conflit ni même rassemblement.

« Le 12 du mois de février se réunirent chez lui pour fêter la naissance de son fils aîné, âgé de cinq ans, son beau-frère, M. Titus Woyciechowski, avec son fils Joseph Woyciechowski, le ci-devant colonel des grenadiers de la garde polonaise Dunin, le ci-devant major de l'armée polonaise Kunn. Ces messieurs, heureux de se voir réunis, s'entretenaient en prenant le café et fumant leurs cigares, des événements du jour, quand à trois heures et demie de l'après-midi, le régisseur de la terre, Salkowski, vint annoncer qu'un détachement de troupes qui se composait de trois compagnies d'infanterie, d'un escadron de lanciers, de deux canons et de quelques cosaques, avaient fait une visite domiciliaire au château de Rakolupy, appartenant au comte Aurèle Poletylo, qu'ils marchaient sur Woyslawice et arriveraient dans une demi-heure.

« Ces messieurs se consultèrent sur le parti à prendre. Il aurait été facile d'éviter la rencontre des troupes, car le temps était plus que suffisant; mais les deux vieux militaires décidèrent qu'on pouvait très-calmement les attendre, vu que ce n'était pas une horde de Tatars, mais des troupes régulières commandées par des chefs civilisés, des hommes d'honneur qui procéderaient à la visite domiciliaire, et ne trouvant rien, quitteraient la place.

« On devisait là-dessus, quand on entendit dans le lointain des coups de feu et deux coups de canon tirés dans la petite ville de Woyslawice, située à un

quart de lieue du château. Ces coups de feu tuèrent quatre hommes inoffensifs et en blessèrent quelques autres.

« Alors on reconnut des fenêtres du château quelques cosaques courant au galop dans la direction d'Uhair; quelque temps après, on vit des tirailleurs se développer et marcher sur le château, où les balles commençaient à arriver et brisaient les fenêtres. Suivait la masse d'infanterie qui cerna le château. On mit les canons en position à cent cinquante pas; c'est là aussi que se tinrent les officiers, tandis que l'infanterie s'approcha du château et brisa les fenêtres avec les crosses. Le comte Poletylo voulut par trois fois aller au-devant des troupes pour parler au commandant de l'expédition, et préserver les habitants du château et ses hôtes d'un danger imminent, mais il fut toujours retenu par son beau-frère Woyciechowski, qui lui fit remarquer qu'il n'y avait personne à qui parler, vu qu'aucun officier, même subalterne, ne paraissait.

« Alors commença un carnage effroyable, qu'on ne peut raconter sans horreur.

« Les soldats ayant brisé les fenêtres, se mirent à tirer presque à bout portant, sans avoir jusque-là blessé personne, mais quand ils entrèrent dans le vestibule, ils commencèrent à massacrer les domestiques à coups de baïonnette et de crosse : le comte Poletylo, persuadé qu'il n'avait plus à compter ses jours que par minutes, prit congé de son beau-frère Woyciechowski et de ses hôtes, en disant que son devoir était de mourir auprès

de ses enfants. Il trouva ses deux fils, madame Dunin sa tante, et trois femmes de service agenouillés; il en fit autant pendant une heure et demie que dura le carnage, il ne cessa de prier en attendant la mort. Le comte, ses enfants et les femmes qui l'entouraient furent sauvés comme par miracle, car la porte de la chambre où ils se trouvaient n'était qu'entrebâillée, et tout à côté les soldats avaient tiré dans tous les sens et brisé toutes les portes.

« Vers six heures du soir, le feu s'arrêta; le comte, en quittant sa retraite, apprit et trouva ce qui suit :

« M. Woyciechowski et son fils Joseph s'étaient retirés dans le cabinet du comte; quand on commença à mitrailler le château, les biscaïens qui traversaient les fenêtres atteignirent Joseph Woyciechowski, âgé de vingt-quatre ans, jeune homme de brillante espérance, et contusionnèrent son père. Le major Kunn et le colonel Dunin attendaient les assassins dans des pièces séparées.

« Le major Kunn fut assailli par une masse de baïonnettes qu'il écartait de ses mains, deux balles lui enlevèrent deux doigts à chaque main; il reçut quelques coups de baïonnette dans la poitrine et une masse de coups de crosse sur tout le corps. *Les soldats victorieux* emmenèrent ce prisonuier et le conduisirent vers un officier, auquel il demanda à être pansé, car il perdait beaucoup de sang; l'officier russe lui répondit qu'il y avait des médecins, des chirurgiens et des pansements, mais que c'était pour panser les sol-

dats et non ceux qui étaient les ennemis de la nation russe, et il finit par lui *donner un coup de sabre à la figure*.

« Le colonel Dunin, âgé de soixante-dix ans, les bras croisés, assis avec calme sur un canapé du salon, attendait l'attaque; quand la porte s'ouvrit, cinq fantassins tirèrent à la fois sur lui. Il reçut cinq blessures; une balle frisa le crâne et le blessa, deux balles traversèrent le cou, deux chevrotines vinrent se loger dans la mâchoire. Ensuite les soldats se ruèrent sur lui, et il fut blessé à la main en repoussant les baïonnettes. Il voulut arrêter la fureur de ces assassins, il leur fit observer qu'ils devaient le ménager comme vieillard et ancien militaire; pour toute réponse, il reçut des injures et des coups de crosse. Alors les soldats le soutenant parce qu'il faiblissait en perdant beaucoup de sang, l'amenèrent devant le major commandant le détachement, qui *se tenait impassible* près des canons, au milieu de cette scène de carnage. Le colonel Dunin adressa la parole au major en ces termes : « Vous êtes soldat, et vous n'avez pas honte « d'exterminer ainsi des gens sans armes, qui ne peu- « vent point se défendre. »

« Le major lui répondit qu'on avait tiré cent coups de feu du château, et qu'alors il avait fait atta[illegible]
colonel Dunin lui dit à ceci [illegible]
« songe. Je suis un a[illegible]
« la garde, aide de c[illegible]
« je suis décoré[illegible]

« veux blancs, je vous donne ma parole d'honneur de « soldat que, depuis les événements, il n'y a jamais eu « un seul insurgé dans le château, et qu'il n'y a pas « une seule arme dans la maison, ni fusil, ni revolver, « ni sabre, en un mot rien. Du reste, je suis entre « vos mains; faites faire une visite domiciliaire, et si « vous trouvez autre chose que quelques canifs et des « couteaux de table, vous me ferez fusiller. » A cela, le major lui dit : « Mais qu'est-ce que vous me racontez, « quand j'ai vu un individu dans la cour tirer sur moi-« même à vingt pas?

« Le colonel Dunin lui répondit : « Comment osez-« vous faire un pareil mensonge? Mais, mon Dieu, « quel chef êtes-vous, et comment n'avez-vous pas fait « saisir cet homme dans une cour pleine de soldats?

« Le major russe comprit qu'il avait commis une bévue, il se tut, et à un signal donné, le feu cessa; à un second signal, les soldats reprirent leur rang. Ce n'est donc pas la fureur de soldats insubordonnés, mais bien l'ordre des chefs qui a fait commettre le crime.

« Le major fit appeler le maire du village, et remit à sa surveillance les blessés, à la suite de quoi il dit aux soldats qu'ils s'étaient *comportés courageusement et en héros;* il alla souper à un quart de lieue de là, et le lendemain il retourna après cette glorieuse équipée à Krasnystaw.

« Il y a eu six morts, quatre à la ville de Woyslawice, et deux au château. M. Joseph Woyciechowski et un

domestique; en outre, il y a eu au château neuf blessés et roués de coups de crosse, qui ont été onze heures sans être pansés, vu qu'il n'y avait pas de médecins ou autres secours à leur donner sur les lieux.

« Le sac de la maison a été complet. Le rez-de-chaussée a été mis en pièces; meubles, glaces, porcelaines, tout a été brisé; on mettait tout le linge en lambeaux. On a enlevé les bijoux de la comtesse; on a retiré de la poche du colonel Dunin 12,000 florins; on a pris à une femme de chambre 3,000 florins d'épargnes en lettres de gage; au contrôleur Gorchowski 12,000 florins dans le même genre de papiers, ce qui constituait tout son avoir, le résultat des épargnes faites pendant une longue série d'années.

« Nous ne sommes pas encore parvenus à apprendre le nom du major russe qui a commandé cette campagne, mais nous sommes à même de citer le nom du colonel Baumgartner, commandant militaire du district de Krasnystaw, qui, ayant à combattre une bande d'insurgés de 2,000 hommes à quatre lieues de là à Dubienka, se contenta d'envoyer une colonne mobile à Woyslavice pour égorger un conseiller d'État et ses hôtes, tous hommes inoffensifs et sans armes. »

LORD BLOOMFIELD AU COMTE RUSSELL.

Vienne, le 19 mars 1863.

MILORD,

Beaucoup a été dit sur le manque de discipline dans les troupes russes en Pologne, et la plupart *des horribles massacres* que les journaux *rapportent tous les jours* est attribuée à la presque totale méconnaissance de l'autorité des officiers.

Des détails de quelques-uns de ces procédés ont paru aujourd'hui dans le *Fremden-Blatt*. J'envoie l'article en original, avec la traduction de M. Barrington, et je prends la liberté d'y attirer l'attention de Votre Seigneurie, une allusion y étant faite sur les circonstances *du traitement barbare* infligé à M. Finkenstein.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

Extrait du Fremden-Blatt *du* 19 *mars* 1863.

« *Événements de Pologne.* — Des lettres de Podolie annoncent que la revolution y est un *fait accompli.* Plusieurs milliers d'hommes armés de toutes les manières se sont réunis à Bar, et de nouveaux renforts y arrivent continuellement. Ce fait, ajouté à ce qui est arrivé en Volhynie, prouve que malgré la grande difficulté de communication avec le royaume de Pologne, de communication même d'un village à l'autre, ou

d'un district à l'autre, l'insurrection gagne constamment en forces. Les autorités russes *ont ordonné* aux paysans de s'armer de faux et de garder la grande route. En réponse à ces mesures, les insurgés ont, dans beaucoup de localités, proclamé l'émancipation des paysans; mais une longue habitude et l'influence des prêtres schismatiques grecs rendent cette classe encore peu favorable à l'insurrection. Les garnisons russes dans les villes de la Podolie sont très-faibles; en tout il n'y a que deux régiments d'infanterie, par-ci par-là quelques détachements de cosaques et peu d'artillerie. Le gouvernement a fait transporter de Kamieniec tout l'argent des villes provinciales. Une proclamation rédigée en dialecte petit-russien, une espèce d'instruction aux paysans, et surtout aux principaux parmi eux, est en circulation. Elle leur rappelle la faveur impériale, et les engage *à surveiller les employés, la noblesse et les prêtres. Ils doivent rapporter aux gendarmes tout ce qu'ils voient et entendent.*

« Aucune nouvelle importante du théâtre de la guerre n'a été reçue par le *Czas*, mais il court beaucoup de bruits sur les actes de violence commis par les troupes russes. Le 16, selon le *Czas*, une petite division du régiment de Smolensk, avec une escouade de cosaques et de dragons, attaqua le village de Giebultow, à un mille allemand de Miechow, appartenant à Wladislas Bielski. Les soldats ont tué douze personnes du château et les ont massacrées derrière le

village. Trois, dont Séverin Mierzkowski, furent tuées sur place, neuf blessées mortellement. Un certain Wiesiolowski reçut plusieurs blessures profondes à coups de baïonnette, et fut porté à Krakovie en cet état.

« Après le massacre, les soldats dépouillèrent les cadavres et abandonnèrent les blessés à leur sort, en les supposant morts. En même temps, un détachement pillait le château, dont le propriétaire avait pris la fuite à temps. Ce n'est que bien plus tard que le colonel s'est montré et a arrêté le pillage. A l'approche d'une colonne polonaise, les Russes se sont retirés, et alors, sous la protection des insurgés, on a transporté les blessés à Krakovie.

« A peu près au même moment, une scène épouvantable a eu lieu près de Giebultow. Louis Finkeinstein, sujet britannique, porteur d'un passe-port de lord Russell, délivré le 27 mars 1862, traversait la frontière à Baran, le 14 courant, dans l'intention d'acheter du blé à Miechow. Au village de Gorka, non loin de Giebultow, il fut arrêté par les soldats et conduit devant leur commandant. Comme on n'a pas trouvé d'armes sur lui, le major lui donna une escorte et l'envoya à Schakhovskoï. Il a dû passer la nuit dans sa voiture, et un subalterne avait ordre de le *protéger contre les hommes*. Pendant la nuit, on a amené plusieurs Polonais blessés. Ayant appris que les Polonais approchaient, les soldats demandaient que les prisonniers fussent tués. L'officier y résista le pistolet à la

8.

main, mais ce fut en vain. Au cri de *Hurrah!* les soldats tombèrent *sur les hommes désarmés*, et en tuèrent plusieurs. Finkenstein, traîné hors de sa voiture par les cheveux, a reçu vingt-six blessures de baïonnette, et on lui a volé 5,800 roubles (23,200 fr.) avec tout ce qu'il possédait. Lorsque les Polonais sont arrivés, Langiewicz, sur la demande de Finkenstein, l'a fait porter à Krakovie. »

Voilà les actes commis par les troupes régulières de ce peuple barbare qui ose prétendre à la civilisation! Ce ne sont pas des soldats, mais des bandes d'égorgeurs; nous ne pouvons reconnaître en eux que les descendants non dégénérés de ces féroces Zaporogues, qui, sous Catherine II, ravagèrent les mêmes provinces, se livrant à des excès du même genre. Ce serait lâchement insulter toutes les armées civilisées que de donner à de tels hommes le titre de soldat.

N'avions-nous pas raison de dire que ce peuple est encore à l'état de la plus complète barbarie? N'est-il pas en retard de dix siècles sur la civilisation moderne?

XIX

> Ces coutumes des Romains n'étaient point quelques faits particuliers arrivés par hasard ; c'étaient des principes toujours constants ; et cela se peut voir aisément, car les maximes dont ils firent usage contre les grandes puissances furent précisément celles qu'ils avaient employées dans les commencements contre les petites villes qui étaient autour d'eux.
>
> MONTESQUIEU, *Grandeur et Décadence des Romains.*

Établissons un parallèle entre la politique Russe en 1783 et celle du même Cabinet en 1863, et nous serons convaincu de son inflexible persévérance.

Remontons à 1783, lors de la conquête de la Crimée, obtenue par les crimes de toute sorte : la trahison, la duplicité, la corruption, la lâcheté, système invariable de la politique tataro-moskovite.

« Si l'on me demande ce que les Russes firent en « Crimée après cette conquête, obtenue par tant d'a- « trocités et tant d'excès, je répondrai en peu de « mots qu'ils ont dévasté le pays, coupé les arbres, « abattu les maisons, renversé les temples et les édi- « fices, détruit les aqueducs, ruiné les Tatars, outragé « leur culte, exhumé les corps de leurs aïeux, jeté au « vent leurs cendres ou abandonné leurs restes sur le « fumier aux animaux immondes. *Détruire*, *ravir*, « *massacrer*, *voilà ce qu'ils appelaient établir leur* « *empire; créer la solitude*, *voilà ce qu'ils appelaient* « *ramener la paix* [1]. »

Ce tableau de la politique de Catherine II est bien au-dessous de la réalité en 1863. Toutes ces horreurs ont été dépassées en Pologne et en Circassie. Au dix-neuvième siècle, nous avons vu commettre en Europe et sous nos yeux des actes de cruauté si inouïs, que nous les croirions exagérés si nous les lisions dans l'histoire.

« Dénoncer l'asile des proscrits, les mettre à mort, « était un titre à des récompenses payées par le Tré- « sor public, et s'élevant jusqu'à 12,000 drachmes « (11,640) par tête; leur venir en aide, avoir eu des « liaisons d'amitié ou des relations quelconques avec « les ennemis de Sylla, suffisait pour être puni de la « peine capitale [2]. »

1. Clarke, s'travels : « Aufere, rapere, trucidare, falsis nominibus, imperium, atque ubi solitudinem faciunt pacem appellant. » *Tacite*.
2. Napoléon III, *Vie de J. César*.

Ces infâmes persécutions ont été renouvelées par la Russie, et les récompenses payées de l'argent même des victimes dont on a confisqué la fortune. Voici un document authentique qui sera plus éloquent que tout ce que nous pourrions écrire à ce sujet :

Wilno, 22 février (6 mars, N. S.) 1863.

Au commandant du district.

« Il est inutile et *embarrassant* de faire affluer ici une foule *de gens suspects*. D'ailleurs, les paysans ne se *soucieraient* pas d'aller les prendre et les conduire ici de trop loin, et beaucoup sont délivrés et s'échappent en route ; il faudrait donc y rémédier et encourager les paysans *à se conduire en fidèles sujets de l'empereur*.

« C'est pourquoi vous êtes autorisé à payer à votre quartier même les récompenses promises pour les *rebelles* et les gens *suspects* amenés ; vous pouvez même, si vous en voyez la nécessité, élever la récompense à peu près dans la latitude suivante : *trente* roubles (120 francs) pour un chef ; *dix* roubles (40 francs) pour un officier de rebelles ; *cinq* roubles (20 francs) pour un gentilhomme ordinaire ; *trois* roubles (12 francs) pour un rebelle pris en armes ; *deux* roubles (8 francs) pour les suspects retenus au chef-lieu ; *un* rouble pour un juif ou un paysan.

« Pour Son Excellence le gouverneur général mili-

litaire, l'aide de camp de S. M. l'empereur, Nazimoff I.

« *Le chancelier*, SCHOUMANOFF[1]. »

Nous devons ajouter à toutes ces orgies du despotisme les outrages à la douleur et à la pudeur des femmes, des mères, des sœurs, des filles de ces innombrables martyrs, victimes de leur amour pour la liberté.

« L'ordre a été donné à toutes les *filles publiques* « de porter le deuil, afin qu'on ne pût les distinguer « des femmes respectables. M. Mouravieff a fait en- « suite arrêter bon nombre de ces dernières sous pré- « texte qu'elles faisaient ce triste métier sans être ins- « crites, et, après *punition*, il les a fait enregistrer, et « les a forcées de recevoir un permis de fille publi- « que.

« Mademoiselle Sliapova, fouettée de la main d'un « cosaque, vient de mourir. Elle était âgée de vingt « ans[2]. »

Nous avons vu plus haut la noblesse et les dames moskovites, électrisées par les hauts faits de Mouravieff, non-seulement le féliciter, mais l'exciter encore à redoubler de zèle.

Que voyons-nous aujourd'hui comme couronnement de cet édifice d'infamie? Le chef de l'État confir-

1. Voyez *Histoire populaire de la Pologne*, par Léonard Chodzko, 14e édition, p. 376.

2. *Morning Post*, 16 juillet 1863.

mer et approuver sans restriction les actes de son féroce *alter-ego*.

Nous ne serons point étonné si, d'ici à quelques jours, sur la proposition du fanatique Katkoff et avec l'approbation du saint synode, nous voyons sortir un ukase canonisant saint Michel Mouravieff.

Le rescrit suivant prouve de la manière la plus évidente que les actes d'atroce barbarie commis en Pologne ne l'ont été qu'en exécution des ordres rigoureux donnés par le tsar de toutes les Russies.

Ce document, qui appartient à l'histoire, est le démenti le plus formel qu'Alexandre II ait pu donner à ses apologistes :

Comte Michel Nicolaïevitsch,

« Je vous ai appelé à l'administration des gouvernements du Nord-Ouest dans un moment difficile, alors que la rébellion, traîtreusement soulevée dans le royaume de Pologne, s'était propagée au delà des limites de ces gouvernements, et avait déjà réussi à y ébranler les principes fondamentaux de l'ordre administratif et civil.

« Malgré le délabrement de votre santé, qui, peu de temps auparavant, m'avait engagé à condescendre à votre demande d'être relevé temporairement de l'administration du ministère des domaines, du département des apanages et du corps des arpenteurs, *vous avez assumé, avec une abnégation exemplaire*, les nouveaux devoirs que ma confiance vous imposait, et

la manière dont vous les avez remplis *a complétement justifié mon attente.*

« La rébellion est domptée; la force du pouvoir administratif est rétablie; la tranquillité publique est rendue au pays et garantie *par une série de mesures* prises par vous avec une infatigable activité et une inébranlable fermeté, jointes à l'habileté et à la connaissance des conditions locales qui vous distinguent. Vous avez porté votre attention sur toutes les branches de l'administration dans le pays qui vous a été confié. *Vous avez réalisé et consolidé les réformes tracées à l'avance par ma volonté* dans la condition de la population agricole, dont l'immense majorité s'est montrée fidèle à son devoir, et a témoigné une fois de plus sa profonde croyance dans l'indissolubilité de l'antique union des provinces occidentales avec la Russie.

« Vous avez consacré vos soins à l'amélioration du clergé orthodoxe, *vous avez rétabli dans la conscience publique les saintes traditions séculaires de l'orthodoxie*, vous avez concouru à *la construction et à l'ornement des temples orthodoxes*, et en multipliant le nombre des écoles populaires, vous les avez *réformées dans l'esprit de la religion orthodoxe et de la nationalité russe.*

« Ces résultats de votre activité, *pleinement appréciés par moi*, *vous ont aussi valu la sympathie publique, dont vous avez tant de fois et de si différentes parts recueilli les témoignages.*

« A mon très-grand chagrin, ces efforts excessifs et incessants ont accru le dérangement de votre santé, et vous m'avez, à plusieurs reprises, soumis l'impossibilité où vous étiez de remplir plus longtemps les graves et nombreuses obligations qui reposaient sur vous.

« En déférant à votre désir, *en vous relevant à regret* des charges et fonctions que vous occupiez, sauf la dignité de membre du conseil de l'empire, je vous élève en même temps, par un oukase adressé sous la date de ce jour au Sénat dirigeant, *à la dignité héréditaire de comte de l'empire de Russie*, en témoignage de ma gratitude envers vous, et pour *perpétuer la mémoire* des services que vous avez rendus au trône et à la patrie.

« Je demeure pour toujours, avec bienveillance (*manu propria*), votre sincèrement reconnaissant.

« ALEXANDRE II. »

Nice, le 17/29 avril 1865.

Ce rescrit, daté de Nice et rédigé sur le sol de la France qui personnifie la liberté et le progrès, ne semble-t-il pas un nouveau défi jeté à la civilisation toute entière? Ne dirait-on pas que le tsar de toutes les Russies a voulu donner un pendant *à cette petite fête de famille* célébrée en 1863 dans son palais de Saint-Pétersbourg, et à laquelle furent seulement invités les vieux débris de ces hordes moskovites qui, il y a cinquante ans, abreuvaient leurs chevaux dans

la Seine, bivouaquaient dans les Champs-Élysées pendant que nos *grands* diplomates discutaient pour la forme, et apposaient leur signature au bas de ce traité honteux que la trahison et la force brutale imposaient à la France.

En Russie, quand le souverain parle, tous ses sujets doivent manifester leur foi dans son infaillibilité par les démonstrations les plus enthousiastes.

Dès que les Russes ont connu le rescrit d'Alexandre II, ils se sont empressés de donner une nouvelle et éclatante preuve de leur dévouement sans borne à l'empereur et de leur attachement inébranlable au trône de Russie, en accueillant avec le plus grand enthousiasme cette nouvelle marque de satisfaction qu'il daignait accorder à son *illustre* lieutenant. De tous les points et des extrémités les plus reculées de l'empire russe, des télégrammes de félicitation chaleureuse ont été adressés à M. Mouravieff, *dont les efforts excessifs et incessants* pour pacifier la Pologne *ont accru le dérangement de sa santé.*

Le journal *le Nord* nous a donné à ce sujet des renseignements très-authentiques et surtout marqués au coin de *la plus grande vérité*, en publiant dans son numéro du 17 mai 1865 une correspondance de Saint-Pétersbourg, datée du 11, et à laquelle nous empruntons le passage suivant :

« Le général comte Mouravieff recueille une nou-
« velle et éclatante preuve de l'immense popularité
« dont il jouit en Russie. De tous les coins de l'em-

« pire, le télégramme apporte au comte les expres-
« sions de félicitation de la distinction dont il a été
« l'objet et de regret de sa retraite. Le premier jour,
« il a reçu quarante dépêches. *Ce qu'il y a de curieux*,
« c'est qu'il reçoit beaucoup de témoignages sembla-
« bles de la part des Polonais eux-mêmes. Ceux qui,
« dans les provinces occidentales, dépendaient directe-
« ment de son administration, disent avec raison que
« le général était pour eux un mur d'airain qui les
« abritait contre les machinations et la propagande
« forcée de leurs compatriotes du royaume, et que, de
« plus, il était éminemment *juste* et savait obliger les
« paysans à écouter leurs seigneurs lorsque les pré-
« tentions de ces derniers étaient véritablement équi-
« tables. Ce raisonnement est très-sensé. Avec son ca-
« ractère faible et vacillant, le Polonais sent instincti-
« vement qu'un pouvoir fort et respecté est une néces-
« sité d'existence pour lui. »

Pour nous qui connaissons les Russes, ce que nous trouvons de plus *curieux* dans cette correspondance, c'est que Mouravieff n'ait pas reçu le premier jour cent mille télégrammes au lieu de quarante. Mais ce que nous ne trouvons pas du tout *curieux*, c'est *qu'il ait reçu beaucoup de témoignages semblables de la part des Polonais eux-mêmes.*

Nous ne relèverons pas cette infâme calomnie avancée par le trop peu estimable correspondant du *Nord;* Dieu merci! en France et dans toute l'Europe, on connaît aujourd'hui la valeur de semblables écrits. Nous

... xécration publique ...
... rant le tremper dans
... pour distiller la calomnie et
... une malheureuse nation.
... tout moyen de défense.
... en parallèle avec ce-
... la *Gazette officielle*
... *proscription*
... Montalembert
... brochure publiée
... le calice. Ce
... attentats commis
... de l'œuvre
... dans sa
... aux peu-
... la douleur
... qui se laisse
... mille fois non!

« Garrotté, bâillonné, flagellé, déporté, soit encore; « mais sous l'entrave, sous le bâillon, sous le knout, « le Polonais veut au moins que tout le monde le sa- « che victime et jamais complice de la servitude. La « mort et la ruine, tous les désastres et toutes les tor- « tures plutôt que l'adhésion silencieuse au mensonge « couronné et impuni. »

Que faut-il à une semblable puissance qui veut tout dominer, tout asservir? Un peuple esclave ne reconnaissant d'autre loi, d'autre autorité que le pouvoir absolu et illimité du tsar; un clergé ignorant, fanatique, possédant tous les vices, qui entretienne et maintienne ce peuple dans l'ignorance la plus profonde. Voilà la seule base sur laquelle peut reposer un pareil gouvernement. Il est incontestable, en effet, que du jour où ce peuple abruti, ne possédant pas la moindre notion de la dignité de l'homme, ouvrirait les yeux à la lumière, le despotisme serait anéanti, l'empire des tsars aurait vécu. Mais la Russie, grâce à son ingénieux système d'abrutissement, n'aura pas de longtemps encore à redouter le réveil de son peuple avili et dégradé.

Ne sommes-nous pas dans le vrai en disant que la Russie est indigne de compter parmi les puissances civilisées, avec lesquelles elle n'a aucun trait de similitude?

« Que peut donc attendre l'Europe d'un gouverne- « ment despotique, régissant une société abrutie par « l'esprit de caste, ayant pour intruments une armée

« féroce et barbare, des employés corrompus et une « police dont l'immoralité peut être citée comme un « phénomène unique ! [1] »

1. Frédéric Lacroix, *Mystères de la Russie.*

XX

> Si l'État conquis est accoutumé à vivre par ses lois et en liberté, il y a trois moyens de le conserver. Le premier est de le ruiner. . . . .
>
> Mais les républiques ont plus de vie, plus de haine, plus de désir de vengeance, et le souvenir de l'ancienne liberté ne leur laisse pas de repos. Ainsi le meilleur moyen est de les détruire.
>
> MACHIAVEL, *le Prince.*

Dans la question Russe doit se résumer aujourd'hui l'avenir de l'Europe.

Si les ressources matérielles de la Russie se développent en raison de l'immense étendue de son empire, et si la politique de son gouvernement continue à n'être point entravée par l'Europe occidentale, on arrive naturellement à cette conviction : que d'ici à quelques années sa puissance aura pris un si grand développement, qu'elle pourra imposer ses lois à toute l'Europe.

Ne la voyons-nous pas déjà depuis des siècles toujours persévérante, ne déviant pas d'une ligne de la politique à elle léguée par Pierre Ier? Ne la voyons-nous pas profitant avec une rare habileté des rivalités jalouses et des mesquines questions d'intérêt qui divisent les puissances occidentales? rivalités et jalousies qu'elle sait soulever et entretenir avec une adresse incroyable. « Mais surtout leur maxime constante fut de diviser[1]. »

Le but vers lequel elle s'achemine n'est pas un mystère, l'étude de sa politique et de son histoire nous le montre clairement.

A peine a-t-elle été débarrassée du joug des Tatars, qu'elle a commencé à absorber tous les peuples ses voisins, et depuis cette époque nous la voyons sans cesse reculer ses frontières du nord au midi, de l'orient à l'occident. N'avons-nous pas pour preuve la Suède, la Pologne, la Turquie, la Perse, la Circassie, tour à tour démembrées ou conquises?

Qu'impose-t-elle à ces peuples conquis? Son niveau despotique, son knout et sa croyance bâtarde, l'orthodoxie moskovite. Voilà ses moyens invariables de civilisation !

Tous les peuples ne se laissent pas niveler facilement. Les Circassiens refusent de se courber sous son joug écrasant et barbare, d'embrasser la sainte orthodoxie; que fait-elle alors? Elle incendie leurs villages, réduit

1. Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*.

en cendres leurs habitations, ravage leurs terres et les chasse de leur patrie avec la baïonnette et le knout. Nous les voyons alors par centaines de mille venir demander asile à la Turquie, et périr par milliers de misère et de faim, couvrant de leurs cadavres la route qui les conduit de la patrie à l'exil.

La coupe d'amertume dont bientôt depuis un siècle elle abreuve les Polonais déborde encore une fois; le désespoir leur met les armes à la main, ils essayent de secouer ce joug qui leur a été imposé par la trahison et la force; grâce à l'impassibilité et à l'inaction imprévoyante et coupable de l'Europe, ils sont enfin écrasés après une longue et héroïque lutte. Non contente alors de fusiller, de pendre, de massacrer et de déporter en masse en Sibérie, elle transplante dans ses déserts de l'Est le reste inoffensif de ses populations, attachées au sol natal par le souvenir de cette liberté que leurs frères viennent encore une fois de revendiquer si héroïquement. L'Occident laisse faire, et pourtant chaque avantage que remporte la Russie aggrave le péril qui le menace.

Le plus grand obstacle à la réalisation des projets du Cabinet moskovite sur l'Europe était la Pologne, vivant encore, respirant encore. En effet, toutes les fois qu'il a voulu former une coalition contre la liberté, contre la France, n'avons-nous pas vu la Pologne se lever, lui barrer le passage, et couvrir la civilisation de son corps mutilé et sanglant?

Briser cette barrière qui la séparait de l'Europe,

anéantir cet obstacle qui allait bientôt entraver l'exécution de ses vastes projets, était indispensable à sa politique. Aussi la Russie n'a pas hésité : elle a provoqué l'insurrection polonaise par des actes arbitraires et des rigueurs draconiennes, pour avoir le *prétexte* de massacrer, d'écraser, d'anéantir ce peuple, sentinelle avancée de la civilisation, martyr de la liberté, et qui est la vie de l'Europe.

« Le gouvernement de Sa Majesté n'ignore pas que « la cause immédiate de la présente insurrection fut « la conscription exécutée dernièrement sur la popu- « lation polonaise; mais cette mesure elle-même fut « prise, on le sait bien, pour mieux frapper le mécon- « tentement enraciné et prédominant chez les Polonais, « à cause de l'état politique du royaume [1]. »

LE COMTE RUSSELL A LORD NAPIER.

Foreign-office, 21 février 1863.

MILORD,

« Je suis de l'avis de Votre Excellence sur les obser- « vations contenues dans votre dépêche du 7 courant, « au sujet de *l'apologie* publiée par la *Gazette offi-* « *cielle*, touchant la méthode arbitraire de recrutement « adoptée en Pologne par le gouvernement russe.

« Aucun raisonnement ne peut donner le droit de « changer la conscription *en proscription*, et de con-

1. Le comte Russell à lord Napier. *Foreign-office, 2 mars* 1863.

« damner des hommes au service militaire parce qu'ils « sont *soupçonnés* de projets révolutionnaires. *La sé-* « *curité de l'innocence est ainsi détruite d'un seul coup.* »

« Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

La Pologne anéantie, l'Europe civilisée est perdue : anéantir la Pologne, c'est arracher le cœur de l'Europe. La Russie l'a si bien compris, qu'en provoquant l'insurrection polonaise elle jouait son va-tout, comptant cependant et avec *juste raison* sur la politique égoïste de l'Occident, qui n'a jusqu'ici donné à cette noble cause, qui est la sienne, que des sympathies diplomatiques dont elle connaît la stérilité.

Le Cabinet tataro-moskovite, dénaturant le caractère de cette question, insinuait que la France, sous prétexte de donner son appui à la Pologne, voulait renouveler la campagne de 1812, démembrer la Russie, porter atteinte à sa nationalité, à ses institutions, à sa religion; en un mot, il prêchait la guerre sainte et excitait le fanatisme du peuple russe. Il réussit. C'est alors que l'on vit la noblesse de Saint-Pétersbourg et la municipalité de cette ville, à l'instigation des agents de la police, donner le signal des adresses de dévouement et de fidélité qui furent présentées au tsar.

Lord Napier, dans sa lettre du 14 avril 1863, adressée à lord Russell, s'exprimait ainsi : « On espère que la « *contagion* de patriotisme se répandra sur tout l'em- « pire, et que les différents corps officiels et populaires

« rivaliseront entre eux en déposant leurs services aux « pieds de l'empereur. »

Pendant toutes ces intrigues, le Cabinet de Saint-Pétersbourg ne restait pas oisif; il gagnait du temps en prolongeant l'échange des notes. Au moyen des agents qu'il entretient dans toutes les cours, il sondait le terrain afin de connaître les intentions formelles des diverses puissances. Convaincu bientôt que la France etait résolue, s'il était nécessaire, à tirer son épée du fourreau pour résoudre cette question, mais qu'elle ne pourrait toute seule se jeter dans une guerre dont le théâtre devrait être porté à l'extrémité du continent européen, il respira librement. Son audace ne connut plus de bornes; il fut arrogant, insolent même, pour faire croire à sa force, et l'Occident intimidé borna son rôle à cette intervention diplomatique qui livra l'héroïque Pologne pieds et poings liés à son impitoyable ennemi.

Personne n'ignore les résultats de cet échec, qui se termina par les sarcasmes de la presse moskovite, adressés à l'Occident, surtout à la France.

Le tsar lui-même n'était pas resté en arrière. Pour la première fois, il avait fait célébrer l'anniversaire de l'entrée des Russes à Paris. Tous les vieux soldats, débris de ces hordes barbares qui vinrent il y a un demi-siècle nous imposer un traité honteux, avaient été réunis au palais de Saint-Pétersbourg, et il avait bu avec eux aux malheurs, osons le dire, à la honte de la France de 1814 et 1815.

Depuis lors, l'influence moskovite, influence acquise par l'audace, la persévérance, l'astuce, la perfidie, la duplicité, les intrigues adroites, les usurpations infâmes restées impunies, n'a fait qu'augmenter en Europe. Elle cherche encore à la rendre plus grande par son attitude menaçante et fanfaronne.

Que les hommes politiques, les écrivains sérieux, se donnent la peine d'étudier cette puissance dans ses mœurs, dans ses institutions politiques et sociales, dans son armée, et ils seront bientôt convaincus qu'elle n'est encore aujourd'hui qu'un épouvantail; que ce grand étalage de forces et de ressources qui effraye l'Occident n'est que charlatanisme, attendu qu'il ne repose sur aucune base solide.

N'est-il pas ridicule de voir l'Europe se laisser intimider par une puissance qui n'a de la civilisation que le vernis extérieur, et dont l'audace effrontée est la seule influence qui la fait peser lourdement sur la politique des Cabinets occidentaux?

Quel cœur ne se soulèverait pas d'indignation, ne se briserait pas de douleur, en constatant qu'au XIXe siècle, en 1865, une puissance soi-disant européenne, mais essentiellement asiatique, puisse accomplir l'anéantissement d'un peuple par les moyens les plus lâches, les plus barbares, les plus hideux, sans que les puissances civilisées se réunissent non-seulement pour flétrir, mais pour empêcher un si lâche abus de la force brutale.

La civilisation a appuyé par les armes ses sympa-

thies pour quelques milliers de chrétiens de Syrie, et elle n'a eu que des sympathies diplomatiques pour vingt-cinq millions de chrétiens polonais!

La Pologne se débat sous le talon de son lâche oppresseur, qui a juré de l'exterminer jusqu'au dernier de ses enfants. Elle expire. L'Europe laisse faire et détourne la tête pour ne pas voir ce spectre de femme mutilé, sanglant, les seins en lambeaux, qui se dresse debout devant elle, sur des monts de cadavres encore palpitants, au milieu d'un océan de sang et de larmes.

Si nous ne pouvons rien, nous aurons au moins le droit d'invoquer contre l'Occident la justice de l'histoire, qui imprimera sur son front une tache indélébile en flétrissant ce mépris de la plus vulgaire humanité.

Contre le tsar et ses séides, nous invoquerons la justice divine, puisque la justice humaine méconnaît ses devoirs. N'avons-nous pas ce droit contre un souverain qui répond aux légitimes réclamations d'un peuple opprimé par de semblables paroles : *Il n'y a que la terreur pour gouverner la Pologne.* Contre son premier ministre Gortschakoff, qui, appuyant ce système, ajoute : « Nous ferons de la Po-
« logne un monceau de cendres et de ruines. Le gou-
« vernement de mon *auguste maître* est venu à se
« convaincre qu'il n'y a qu'une politique à suivre en-
« vers les Polonais : *la politique d'extermination*[1]. »

1. Léonard Chodzko, *Histoire populaire de la Pologne.*

Justice divine, nous t'invoquons contre ces nouveaux fléaux de l'humanité, ces nouveaux Attila, qui n'ont pas eu horreur de mettre à exécution leurs terribles menaces!

XXI

> Ainsi donc ce n'est pas le hasard qui règle les destinées des nations; ce n'est pas un accident imprévu qui renverse ou qui maintient les trônes; il y a une cause générale qui règle les événements et les fait dépendre logiquement les uns des autres.
>
> LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Fragments historiques.*

La Russie a nivelé la Pologne, elle a achevé son œuvre de sang et de destruction, et maintenant, radieuse et sûre de l'impunité, ne redoutant plus cet obstacle, elle marche en avant en toute confiance. Nous allons la voir bientôt porter le dernier coup à l'Europe civilisée, en accomplissant cette partie la plus importante du testament politique de Pierre Ier : « *Et « en avançant toujours, s'étendre jusqu'à Constanti- « nople.* »

Constantinople! Constantinople! voilà son cri, voilà son but, voilà où tendent sans cesse tous les ressorts de sa politique! Avant peu, à moins que l'Europe n'abandonne cette politique égoïste qu'elle a adoptée, le fruit de la campagne de Crimée (1854), fruit acquis par tant de sang et de sacrifices, deviendra stérile; la Turquie tombera sous ses coups et lui livrera ses ports magnifiques. Nous verrons alors sortir de la mer Noire ses flottes nombreuses, qui domineront dans la Méditerranée et la mettront à même de faire une concurrence puissante à l'Angleterre, non-seulement dans les Indes, mais en Amérique. La prophétie de Napoléon Ier sera accomplie, l'Europe sera *Russe*.

Au premier abord, ces résultats paraissent si difficiles à atteindre, que chacun de sourire et refuser de s'arrêter à une semblable hypothèse. Cependant, si le passé n'est pas un vain avertissement pour l'avenir, il est impossible de ne pas reconnaître que ces résultats sont prochains.

Si nous ne connaissions pas la politique de cette puissance, *qui se recueille sans cesse*, sait si bien faire naître, attendre ou brusquer les occasions qui lui permettent d'avancer son œuvre, il nous serait peut-être permis de nous illusionner; mais en lisant attentivement son histoire, et en nous rendant un compte exact des événements qui s'accomplissent chaque jour sous nos yeux, le doute ne nous est plus permis.

Elle a déjà noué les intrigues qui doivent lui faciliter les moyens d'arriver à Constantinople. Ne

pouvant encore marcher à découvert à l'accomplissement de ses projets, elle emploie des manœuvres secrètes, elle entretient des agents inconnus auprès de toutes les cours; par l'intermédiaire de ces agents, elle excite, suscite ou entretient les rivalités, les jalousies, et fait naître des embarras dont elle profite pour faire quelques pas en avant. Il est incontestable que si elle marchait à découvert, elle ne serait pas à craindre, car la France et l'Angleterre seules ou réunies auraient bientôt paralysé son action et arrêté sa marche envahissante; aussi n'abandonnera-t-elle ce système politique que lorsque, devenue maîtresse de la Méditerranée par la chute de Constantinople, elle pourra, aidée de la Prusse, devenue grande puissance maritime, appuyer sa politique par cet argument irrésistible, *la force brutale.*

On nous objectera que cette hypothèse est absurde, que les puissances, qui l'ont déjà arrêtée plusieurs fois, sauront bien l'arrêter encore et l'empêcher d'accomplir cette partie de son programme. Erreur! répondrons-nous, et nous le prouverons sans peine.

Les deux seules puissances qui peuvent aujourd'hui entraver ou arrêter sa marche, sont la France et l'Angleterre. Nous n'hésitons pas à affirmer que, du jour où l'Angleterre et la France seront paralysées dans leur action, la Russie, n'ayant rien à redouter de toutes les autres, pourra marcher en avant en toute sécurité. Pour écraser la Turquie et s'emparer de Constantinople, que lui faut-il? Deux choses : contracter

d'abord une alliance sûre avec une grande puissance maritime, mettre ensuite l'Angleterre et la France dans l'impossibilité matérielle de secourir la Turquie.

Il faudrait être aveugle et niais pour ne pas voir qu'elle travaille déjà depuis longtemps avec une infatigable ardeur à amener ces résultats. N'est-ce pas elle, en effet, qui excite et encourage la Prusse à s'annexer les duchés? Elle lui a garanti son appui, dans le seul but d'en faire une grande puissance maritime. La Prusse ne regarde-t-elle pas elle-même le but qu'elle poursuit comme un fait accompli? n'a-t-elle pas déjà commandé un grand nombre de vaisseaux, soit en France, soit en Angleterre? La Russie, malgré ses protestations, ne réussira pas à nous tromper. L'histoire à la main, il nous sera facile de lui démontrer le cas que l'on doit faire de toutes ses protestations sans valeur; elle proteste toujours effrontément, elle proteste même après les faits accomplis.

Il existe incontestablement une alliance solide et étroite entre le Cabinet de Berlin et celui de Saint-Pétersbourg. Quand on connaît la Russie, il est impossible de supposer un seul instant qu'elle sert l'ambition de la Prusse dans l'intérêt seul de cette puissance. Elle a garanti son appui à la Prusse à la seule condition que cette puissance, quand le moment en sera venu, lui prêtera, par réciprocité, son concours pour lui faciliter l'accomplissement de ses projets ambitieux.

Nous la voyons également se lier le plus étroitement

possible avec les États-Unis d'Amérique, qui vont devenir, sans s'en douter, l'instrument le plus actif de sa politique en Europe.

Quand la guerre d'Amérique, *que les agents russes ont grandement servi à exciter*, sera apaisée, que fera la Russie? Elle excitera cette république et la poussera à déclarer la guerre au Mexique, pour rétablir dans ce pays l'ancienne forme de gouvernement. Le mot de liberté est familier aux despotes quand ils ne parlent pas à leur peuple. « Vous ne tremblez donc « pas, dira-t-elle à la république américaine, de voir « s'établir près de vous, sur votre sol, un gouverne- « ment impérial et constitutionnel? Craignez et redou- « tez ce contact empesté, qui met en danger vos insti- « tutions républicaines et peut en hâter le renverse- « ment. »

Elle n'aura pas beaucoup d'efforts à faire pour entraîner les États-Unis. Personne n'ignore la doctrine de Monroë professée par cette république, doctrine qui prétend empêcher sur les immenses territoires du sol américain de nouveaux établissements coloniaux, ou la fondation de gouvernements monarchiques; personne n'ignore de quel œil les États-Unis ont vu l'intervention française au Mexique et l'avénement de Maximilien comme empereur. Ils ont refusé jusqu'ici de le reconnaître, et, sans la guerre qui les déchire, il est certain qu'ils auraient déjà protesté de toute autre manière.

Ils se trouveront après cette guerre à la tête d'une

armée nombreuse et aguerrie, qui deviendra pour eux une cause d'embarras. En provoquant le Mexique, ils trouveront le moyen d'occuper leur armée en ajoutant une page de plus à leur histoire militaire et quelques étoiles à leur drapeau.

La Russie sera donc arrivée à son but : paralyser l'action de la France en Europe en la forçant de soutenir ses aigles dans le nouveau monde, si cette dernière puissance, persistant alors à poursuivre son œuvre en soutenant un prince qu'elle a mis sur le trône, tombe dans le piége que lui aura tendu le colosse du Nord, ce redoutable et acharné ennemi de la liberté et du progrès de la civilisation.

Quand à l'Angleterre, nous savons déjà que le traité qui existe entre elle et les Etats-Unis, relativement à ses possessions américaines, doit expirer avant un an. Il y a déjà trois mois que le président Lincoln, qui vient de tomber fatalement sous les coups d'un misérable assassin, fit signifier au cabinet de Saint-James que la République américaine n'était pas dans l'intention de le renouveler. Le Cabinet moskovite, nous en sommes convaincu, n'a pas été étranger à cet acte.

Depuis longtemps les Etats-Unis voient d'un mauvais œil l'Angleterre établie si près d'eux. Excités par la Russie, le Canada leur paraîtra, avec juste raison, une conquête facile, et une superbe occasion de faire briller une étoile de plus sur leur drapeau fédératif. L'Angleterre, se trouvant alors forcée de concentrer ses flottes et ses troupes pour défendre ses colonies, verra,

comme la France, son action paralysée en Europe.

L'action de l'Angleterre et de la France se trouvant alors paralysée, la Russie, soutenue par la Prusse devenue grande puissance maritime, et par l'Autriche, qui se trouvera entraînée par la force des événements, n'aura pas une occasion plus favorable pour écraser la Turquie et s'emparer de Constantinople, profitant ainsi des événements qu'elle aura si adroitement provoqués et fait naître.

Il ne faut pas avoir une bien grande dose de perspicacité pour se rendre compte de toutes ces intrigues tsariennes.

Quand cette partie du testament politique de Pierre Iᵉʳ sera accomplie, l'histoire de la Russie sera l'histoire des Maîtres du monde. *Le Cabinet de Constantinople* sera alors assez puissant pour marcher à découvert et dicter des lois à l'Europe et à l'Asie.

N'est-ce pas là *un sujet de graves et sérieuses méditations* pour l'Europe civilisée? se laissera-t-elle imposer la domination moskovite avec son knout et sa croyance bâtarde comme une nécessité inévitable? L'Occident, divisé par de mesquines jalousies ou de puériles questions d'intérêt, renoncera-t-il complaisamment à cette éducation politique et morale acquise au prix de tant de révolutions et de tant de sacrifices, et au moment même où il n'aspire plus qu'à la conquête de l'industrie, couronnement de son œuvre ?

Non, il est impossible que l'Europe persiste dans cet aveuglement qui la fait courir tête baissée à sa perte !

XXII

> Pour que la paix universelle puisse s'établir, il faut que l'Angleterre à l'Occident et la Russie à l'Est soient persuadées par la raison ou domptées par la victoire.
>
> LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Idée napoléonienne.*

Ce danger signalé, qu'il serait si facile de conjurer aujourd'hui et de faire disparaître à jamais, sera bientôt impossible à arrêter ou à vaincre. « Rien n'avait « plus perdu la plupart des rois que le désir mani- « feste qu'ils témoignaient de la paix ; ils avaient dé- « tourné par là tous les autres peuples de partager un « péril dont ils voulaient tant sortir eux-mêmes [1]. »

Que l'Europe regarde de près cet épouvantail, qu'elle redoute, et dont on la menace toutes les fois

1. Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains.*

qu'elle met la main sur la garde de son épée, elle verra qu'il n'est pas si sérieux qu'elle paraît le croire. La Russie, âme de cette alliance, avec les ressources qu'elle possède aujourd'hui, n'est redoutable que lorsque les grandes puissances la laissent écraser de tout son poids une puissance isolée et beaucoup plus faible qu'elle.

Prenons l'histoire, elle nous en donnera la preuve. Est-ce que la Turquie, avec des forces bien inférieures aux siennes, ne la tint pas pendant deux ans en échec? Sans l'attitude hostile de la Prusse et de l'Autriche, la Pologne de 1831 n'eût-elle pas sans contredit reconquis son indépendance? Une preuve bien plus récente encore : la Pologne de 1863, armée de bâtons et de faulx, sans organisation militaire, sans moyens de défense, n'a-t-elle pas combattu pendant dix-huit mois contre toutes ses forces réunies appuyées par l'Autriche et par la Prusse?

De plus, le mauvais état de ses finances, la difficulté de centralisation, l'immense étendue de ses frontières, la mettent encore aujourd'hui, malgré l'appui de la Prusse et de l'Autriche, dans l'impossibilité de lutter contre les forces réunies de l'Angleterre et de la France.

Toutes ces causes de faiblesse auront disparu dans quelques années, quand elle aura amélioré ses finances, quand son empire sera sillonné par des voies ferrées et des lignes télégraphiques, et surtout quand elle aura entièrement nivelé la Pologne.

Que l'Occident ne se laisse pas prendre à tous ces superbes écrits qui nous montrent le Cabinet de Saint-Pétersbourg animé des meilleurs intentions, sur le point d'adopter les idées libérales de l'Europe moderne, déjà même entré dans la voie du progrès. Il serait plus aisé de croire que M. de Bismark s'est mis à la tête du parti libéral en Allemagne!

Il est d'ailleurs impossible à la Russie de changer sa politique, basée sur le despotisme qui est chez elle une condition nécessaire d'existence. Elle ne peut sans danger adopter les idées libérales de l'Occident : c'est là la cause qui la fera toujours s'efforcer de paralyser, d'arrêter ou d'étouffer le progrès et le développement de ces idées.

Mais pourquoi, objectera-t-on, ne pourrait-elle pas s'élever au niveau des institutions libérales des peuples civilisés de l'Europe? Pourquoi? mais examinez donc attentivement les éléments divers qui composent son empire si vaste, étudiez les origines diverses des peuples nombreux qui forment sa population, et vous trouverez une réponse.

Croyez-vous donc que les Lithuaniens, les Ruthéniens, les Polonais, les Circassiens, les Finois, les Kirguises, les Cosaques de l'Ukraine et du Don, les Kamtchadales, les Ostiaks, les Samoyèdes, les Tongouses, les Kalmouks, les Tatars, les Tcheremisses, les Mordviens, les Tchouvaches, les Koriaks, les Tchoukontchis, les Kouriles, etc., etc., quand ils se coudoient à la foire de Nijni-Novogorod, ne sont pas étonnés de se trouver

compatriotes? Tous ces peuples divers ne diffèrent-ils pas en effet par la race, la langue, les mœurs, les coutumes, la religion?

Quel est donc le lien qui les unit? Un lien bien puissant : le despotisme, autrement dit la force brutale du Tatarisme. Malgré ce puissant lien, l'influence des mœurs existe chez tous ces peuples. Le Tatar, en galoppant dans les steppes, se rappelle son temps de gloire et d'indépendance; le Cosaque de l'Ukraine tressaille encore au seul nom de Lithuanie; le Finois regarde sans cesse en soupirant les côtes de la Suède; le Polono-Ruthénien n'est-il pas toujours prêt à protester, les armes à la main, contre son oppresseur sanguinaire et barbare?

Il est donc facile de voir que la population russe est un composé d'éléments hétérogènes qui tendent sans cesse les uns à recouvrer leur liberté, les autres à se réunir aux peuples dont ils ont été brutalement séparés par la conquête. La Russie se trouve donc forcée de faire peser son joug écrasant sur tous ces peuples divers, et de passer sur leur tête son niveau despotique, seul lien qui puisse les retenir attachés à la même chaîne.

C'est ainsi que le tsarisme pourra obtenir l'*uniformité,* mais l'*unité,* jamais. « Dans l'accord du despo-« tisme asiatique, c'est-à-dire de tout gouvernement « qui n'est pas modéré, il y a toujours une division « réelle. Le laboureur, l'homme de guerre, le négo-« ciant, le magistrat, le noble, ne sont joints que parce

« que les uns oppriment les autres sans résistance, et « si l'on y voit de l'union, ce ne sont pas des citoyens « qui sont unis, mais des corps morts ensevelis les « uns auprès des autres[1]. »

Si la Russie favorisait les uns, les autres supporteraient bien plus impatiemment son joug. Aussi n'exécutera-t-elle jamais, à l'égard des Polonais, les engagements qu'elle a pris envers eux lors des traités de 1815. Pourrait-elle d'ailleurs laisser à la Pologne un semblant de liberté quand la Moskovie gémirait dans l'esclavage? Non, elle ne le peut. Que l'Europe reconnaisse donc enfin que ce gouvernement, ne pouvant exister que par le despotisme, n'acceptera jamais ses institutions libérales, et s'efforcera toujours d'en arrêter le germe et de les étouffer.

Ne persistons donc pas à méconnaître nos intérêts les plus essentiels. Hâtons-nous de la rayer de la liste des puissances européennes et de la refouler vers l'Asie, afin de la mettre pour toujours dans l'impossibilité de nous nuire.

1. Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*.

XXIII

> Elle n'attache d'importance qu'aux choses, elle hait les paroles inutiles ; les mesures que d'autres discutent pendant dix ans, elle les exécute en une seule année. Elle vogue à pleines voiles sur l'océan de la civilisation, au lieu de rester dans un étang bourbeux pour essayer inutilement toutes sortes de voilures. Elle ne joue pas un jeu d'enfant, mais géante elle-même, lorsqu'elle se bat, c'est une guerre de Titans ; ses armes sont des peuples entiers, et ses triomphes et ses revers sont pour le monde le signal de l'esclavage ou de la liberté.
>
> Louis-Napoléon Bonaparte, *Rêveries politiques.*

Les réflexions qui précèdent nous ont naturellement conduit à rechercher le moyen qui pourrait apporter un remède efficace à ce funeste état de choses et faire disparaître à jamais ce danger menaçant suspendu sur la tête de la civilisation.

Au premier abord, ce problème paraît si difficile à résoudre, qu'on serait tenté de le comparer au nœud gordien; mais que les partisans de la paix à tout prix se rassurent, l'épée d'un nouvel Alexandre le Grand n'est point encore indispensable. Il peut être dénoué sans avoir recours à cette extrémité fâcheuse que l'on nomme la guerre.

Nous n'avons pour cela qu'à profiter des enseignements de l'histoire, en évitant de retomber dans les fautes commises par ceux qui nous ont précédés.

Dans la question russe, avons-nous dit, se résument aujourd'hui toutes les questions pendantes en Europe. Recherchons donc la solution de cette question, et nous aurons résolu ce problème qui paraît insoluble; nous aurons trouvé le moyen d'asseoir à tout jamais sur des bases solides et inébranlables la paix universelle.

Napoléon Ier avait trouvé la solution générale des questions européennes par la solution de la question russe, mais il s'y prit trop tard pour la résoudre. Il paya de sa chute ses retards, ses hésitations, et surtout les ménagements qu'il avait cru devoir garder envers ces souverains astucieux et toujours perfides, sur lesquels il avait espéré pouvoir compter un jour pour appuyer sa dynastie. Élu du peuple, fils de la révolution, il devait s'appuyer sur les peuples, et ne pas rechercher l'appui de ces despotes qui représentent le principe opposé à celui qui l'avait placé sur le premier trône du monde.

Tout souverain élu d'un peuple libre ne peut sans danger rechercher l'amitié ou contracter des alliances avec les souverains despotiques, parce qu'alors se trouvant partagé entre son devoir, qui lui commande d'élever la voix, d'appuyer, même par les armes, les justes réclamations des peuples opprimés, et la crainte de compromettre ces alliances, il se voit réduit à adopter une politique vacillante et incertaine, qui n'étant plus en rapport avec les idées modernes et les sentiments généreux de son peuple, lui en aliène toutes les sympathies.

Les Romains pouvaient sans danger conserver pendant cinquante ans une alliance étroite avec Hiéron, tyran de Syracuse, mais une politique semblable serait plus que dangereuse au siècle où nous vivons.

Il est impossible de ne pas reconnaître des symptômes d'aliénation mentale dans l'esprit de certains hommes politiques qui poussent à l'alliance de la France et de la Russie pour civiliser le monde. Autant vaudrait supposer une alliance possible entre Dieu et l'esprit du mal.

« Vous entrevoyez l'avénement de la liberté à la « suite de ces épais bataillons de l'empire russe qui « dévastent la Pologne; j'y découvre, moi, distincte- « ment, le triomphe momentané de la barbarie asia- « tique, venant tout à coup se ruer sur l'Occident. « L'issue de ce duel ne sera pas longtemps douteuse, « il n'existe point de force humaine qui puisse détruire « le droit; mais un tel choc retarderait peut-être d'un « siècle ou deux la marche des idées libérales dans le

« monde. Nous devons donc nous appliquer à dé-
« tourner de nous ce danger, et c'est précisément dans « ce dessein que nous voudrions, en restituant la Po- « logne de 1772 aux Polonais, faire à l'Europe, et par « conséquent à la France, un rempart contre les ten- « tatives ambitieuses de la puissance moskovite. »

Nous avons extrait ce passage d'une remarquable brochure, intitulée : *la Pologne en 1864, lettres à M. Émile de Girardin*, œuvre de M. Anatole de La Forge, l'un des plus chaleureux et des plus éloquents défenseurs de la Pologne, c'est-à-dire du droit et de la justice. Toutes les sympathies des hommes de cœur sont acquises à ces écrivains que l'on retrouve constamment sur la brèche quand il s'agit de défendre la liberté et le progrès de la civilisation, qui se résument dans le principe des nationalités.

Napoléon Ier avait trouvé la solution générale des questions européennes. Il nous le dira lui-même dans ses improvisations de Sainte-Hélène, que nous considérons comme des prophéties. Tous les événements qui se sont accomplis depuis lors en Europe nous en donnent la preuve.

« Après Austerlitz, j'ai laissé la liberté à l'Autriche « et à Alexandre, que je pouvais faire mon prisonnier.

« Après Iéna, j'ai laissé le trône à la maison de « Prusse, que j'en avais abattue... Comme caractère « privé, le roi de Prusse est bon et honnête homme, « mais avec lui on est le maître tant qu'on a la force « et que la main est levée... Mon plus grand tort a été

« peut-être de n'avoir pas détrôné ce roi lorsque je « pouvais si aisément le faire. Après Friedland, j'au- « rais dû retirer la Silésie à la Prusse et abandonner « ces provinces à la Saxe...

« Après Wagram, j'ai négligé de morceler la mo- « narchie autrichienne, et je fis une grande faute, celle « de ne pas l'abattre davantage ; c'est elle qui nous a « perdus. Par mon mariage, l'Autriche est devenue « bourgeoisement ma famille, et cependant c'est ce « mariage qui m'a perdu... J'ai posé le pied sur un « abîme recouvert de fleurs.

« La guerre de 1812 était celle du bon sens et de « vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous. « Son succès allait consacrer une balance de combi- « naisons nouvelles qui eussent fait disparaître les « périls du temps pour les remplacer par un avenir « tranquille... Cette guerre allait décider sans retour « la question qui se débattait depuis vingt ans, puis- « qu'elle devait être la dernière; car au delà de la « Russie le monde finit. Nos ennemis n'avaient plus « qu'un moment, c'est pourquoi ils tentèrent leur der- « nier effort.... La cour d'Autriche commença à Dresde « par déranger mes plans sur la Pologne, en refusant « de rendre ce qu'elle avait pris. J'ai cru être tenu à « des égards pour elle, et cette seule faiblesse a perdu « mes affaires ; car du moment que j'avais cédé sur ce « point, il me fut impossible d'aborder franchement « la question de l'indépendance polonaise. Je fus obligé « de maintenir le morcellement de ce pays, *sur lequel*

« *repose cependant la sécurité de l'Europe.* J'ai donné, « par ma faiblesse, du mécontentement et surtout de « la méfiance aux Polonais, car ils virent que je les « sacrifiais à mes convenances. J'ai senti ma faute et « j'en eus honte; je ne voulus pas aller à Varsovie, je « n'y avais plus rien à faire pour le moment. Je n'avais « plus d'autre parti à prendre que celui de confier aux « victoires à venir le sort de cette nation... Depuis le « Niémen jusqu'à Smolensk (c'est-à-dire sur le terri- « toire de l'ancienne Pologne), je manœuvrais sur un « pays aussi bien disposé que la France même; les po- « pulations, les autorités étaient pour moi; je pouvais « y lever des hommes, des chevaux, des vivres... Les « Polonais m'étaient très-attachés... La nation polo- « naise est brave et fait de bons soldats; ils valent mieux « que les Français pour résister au froid des pays du « Nord. Les Polonais seuls, pendant notre désastreuse « retraite, sauvèrent beaucoup de leurs chevaux et leur « artillerie, mais les Français et les soldats des autres « nations n'étaient plus les mêmes hommes.

« L'ambition n'entrait pour rien dans mes vues lors « de cette expédition de Moskou... Croirait-on que ce « dût être là où j'échouerais et trouverais ma perte? « Jamais je n'avais mieux fait, jamais je ne méritais « d'avantage; mais, comme si l'opinion avait aussi « ses épidémies, voilà qu'en un instant il n'y eut plus « qu'un cri, qu'un sentiment contre moi : on me pro- « clama le tyran des rois, moi qui avais retrempé leur « existence; je ne fus plus que le destructeur des droits

« des peuples, moi qui avais tant fait, et qui allais « tant entreprendre pour eux. Et les peuples et les rois, « ces ennemis irréconciliables, se sont alliés, ont cons- « piré de concert contre moi !...

« La Russie est une véritable hydre à plusieurs têtes, « elle est l'Antée de la fable antique... *Ceux qui ont « consenti à la réunion de la Pologne à la Russie en- « courront le blâme de la postérité, quand le sud « de l'Europe sera la proie des barbares du Nord.....* « Un jour, toutes les nations de l'Europe reconnaît- « tront que j'ai adopté la plus saine politique en cher- « chant *à rétablir la Pologne;* c'était le seul moyen « efficace d'arrêter les progrès de la puissance russe; « c'était mettre une barrière, une digue à ce formi- « dable empire, qui probablement va bientôt envahir « l'Europe. Je ne pense pas vivre assez pour en être « témoin, mais les plus jeunes que moi le verront « peut-être... Je vois dans l'avenir plus loin que les « autres; aussi je voulais opposer une barrière à ces « barbares en rétablissant la Pologne, et en faisant « Poniatowski roi de Pologne... Il en réunissait tous « les titres, il en avait tous les talents... c'était un « homme d'un noble caractère, rempli d'honneur et « de bravoure. Je me proposais de le faire roi de Po- « logne, si j'avais réussi en Russie...

« Ces canailles de Russes ont tout ce qu'il faut pour « la conquête : ils sont braves, actifs, patients, pau- « vres, et ne demandent pas mieux que de s'enrichir... « Je pense qu'ils envahiront et prendront l'Inde, ou ils

« entreront en Europe avec quatre cent mille Cosaques « et autres habitants des déserts et deux cent mille vé- « ritables Russes...

« Il est naturel à l'homme d'améliorer sa condition, « et ces sauvages, en comparant leurs déserts avec les « belles provinces qu'ils ont laissées, auront toujours « le désir d'acquérir ces dernières, sachant bien qu'au- « cune nation n'usera de représailles et n'essayera à « leur enlever leurs déserts...

« Mon opinion est que la Russie cherchera à exécu- « ter l'un ou l'autre des deux projets dont je viens de « parler, et je pense cependant que ce sera plutôt le « dernier... L'Europe, et l'Angleterre en particulier, « auraient dû s'opposer à la réunion de la Pologne et « de la Russie... Si j'avais réussi dans mon expédition « de Moskou, j'aurais contraint Alexandre d'accéder « au système continental contre l'Angleterre, et par là « j'aurais forcé cette dernière à la paix.

« *J'aurais fait de la Pologne un royaume séparé et indépendant...*

« C'est par la sottise des ministres anglais que la « Russie a été agrandie, au lieu d'agrandir leur propre « pays.

« Dans la nouvelle combinaison politique de l'Eu- « rope, son sort ne tient plus qu'à la capacité, qu'aux « dispositions d'un seul homme. Qu'il se trouve un « empereur de Russie vaillant, impétueux, capable, « en un mot, un tsar qui ait les. . . . . et la « barbe au menton, et l'Europe est à lui. Il peut com-

« mencer ses opérations sur le sol allemand, même à
« cent lieues des deux capitales, Berlin et Vienne, dont
« les souverains sont les seuls obstacles. Il enlève l'al-
« liance de l'un, et, avec son concours, abat l'autre
« d'un revers, et dès cet instant il est au cœur de l'Al-
« lemagne, au milieu des princes du second ordre,
« dont la plupart sont ses parents, en attendant tout
« de lui. Au besoin, si le cas le requiert, il jette en
« passant par dessus les Alpes quelques tisons enflam-
« més sur le sol italien, prêt pour l'explosion, et mar-
« che triomphant sur la France, dont il se proclamera
« de nouveau le libérateur... Je pense cependant que
« tout dépend de la Pologne. Si Alexandre réussit à
« incorporer la Pologne à la Russie, je veux dire
« en réconciliant les Polonais avec son gouverne-
« ment, et non pas simplement en subjuguant le
« pays, il aurait fait de plus grands pas vers la
« conquête des Indes... D'ici à quelques années, la
« Russie s'emparera de Constantinople, de la plus
« grande partie de la Turquie et de toute la Grèce. Je
« regarde cela comme aussi certain que si la chose
« était déjà arrivée. Presque toutes les cajoleries dont
« Alexandre, ce véritable grec du Bas-Empire, fai-
« sait usage envers moi, avaient pour but d'obtenir
« mon consentement à cette entreprise. Je ne voulais
« pas l'accorder, prévoyant que l'équilibre de l'Europe
« serait par là détruit. D'après le cours naturel des
« choses, la Turquie doit tomber au pouvoir de la
« Russie. Les puissances à qui cet agrandissement de

« la Russie peut nuire et qui sont dans le cas de s'y op-
« poser, sont l'Angleterre, la France et l'Autriche...
« Une fois maîtresse de Constantinople, la Russie aura
« tout le commerce sur la Méditerranée, elle deviendra
« une grande puissance maritime, et Dieu sait ce qui
« s'ensuivra!... J'ai prévu tout cela. Je vois dans l'a-
« venir plus loin que les autres, et j'ai voulu opposer
« une barrière à ces barbares en rétablissant le trône
« de Pologne et en mettant Poniatowski, comme roi,
« à la tête de cet État... Si jamais la France et l'An-
« gleterre s'allient de bonne foi, ce sera pour empê-
« cher l'exécution de ces projets russes, mais cette al-
« liance même ne suffirait pas... *Avant tout, il fau-*
« *drait faire de la Pologne un royaume séparé et*
« *indépendant*... Mais, je le répète, les imbéciles mi-
« nistres anglais n'ont pas voulu y consentir... Dans
« cent ans, on m'encensera, et l'Europe, surtout
« l'Angleterre, regrettera que mon projet n'ait pas
« réussi. Quand on verra l'Europe envahie devenir la
« proie des barbares du Nord, on dira : *Napoléon avait*
« *raison!* Les Russes commencent déjà par l'Angle-
« terre... L'Angleterre est en décadence!... Les deux
« grands objets de ma politique étaient d'abord de
« rétablir le royaume de Pologne, élever une barrière
« contre les Russes, et ensuite d'établir en Espagne
« une constitution qui eût rendu la nation libre; j'au-
« rais détruit l'inquisition, anéanti la superstition, les
« droits féodaux et les priviléges...

« Les puissances, je le répète encore une fois, à qui

« l'agrandissement de la Russie peut nuire directe-
« ment et qui sont dans le cas de s'y opposer, sont
« l'Angleterre, la France et l'Autriche... Si la Russie
« réussissait à s'attacher la brave nation polonaise,
« elle n'aurait, dès ce moment, plus de rivale,
« parce qu'elle arrêterait l'Angleterre en menaçant
« les Indes; et l'Autriche, par la grande supério-
« rité morale de ses troupes et par les partisans de
« l'Eglise grecque, qui sont en si grand nombre en
« Hongrie et en Galicie; et que, selon toute appa-
« rence, un patriarche grec officierait un jour à
« Sainte-Sophie...

« Il paraît que ma chute n'a pas servi à grand'chose
« à l'Angleterre. Je ne connais rien de pis que lord
« Castelreagh, et cependant c'est lui qui gouverne
« l'Angleterre et maîtrise jusqu'au prince régent même,
« à l'aide de ses intrigues et de son audace. Fort d'une
« majorité qu'il a lui-même composée, il est toujours
« prêt à s'escrimer au Parlement, et avec la dernière
« impudeur, contre la raison, le droit, la justice, la
« vérité; nul mensonge ne lui coûte, rien ne l'ar-
« rête, tout lui est égal, il sait que les votes sont cons-
« tamment là pour tout applaudir et tout légitimer...

« Il prend pour base la légitimité dont il prétend
« faire un dogme politique, lorsqu'elle saperait dans
« ses fondements le trône de son propre maître; et
« néanmoins :

« Il reconnaît Bernadotte, en opposition au légitime
« Gustave IV, qui s'est immolé pour l'Angleterre;

« Il reconnaît l'usurpateur Ferdinand VII, au détri-
« ment de son vénérable père, Charles IV;

« Il proclame avec les alliés, comme une autre base
« fondamentale, le rétablissement de l'ancien ordre de
« choses, le redressement de ce qu'ils appellent les
« torts, les injustices, les déprédations passées, enfin
« le retour de la morale publique;

« Il sacrifie la République de Venise, qu'il aban-
« donne à l'Autriche;

« Il sacrifie Gênes, dont il accommode le Piémont;

« Il agrandit de la Pologne la Russie, son ennemie
« naturelle;

« Il dépouille le roi de Saxe en faveur de la Prusse,
« qui ne peut plus lui être de secours aucun;

« Il enlève la Norwége au Danemark, qui, plus in-
« dépendant de la Russie, pourrait lui offrir la clef de
« la Baltique pour en enrichir la Suède tombée par la
« perte de la Finlande et des îles de la Baltique, tout à
« fait sous la sujétion de la Russie;

« Enfin, en violation des premiers éléments de la po-
« litique générale, il néglige, dans sa situation toute-
« puissante, *de ressusciter l'indépendance de la Polo-*
« *gne, et par là livre Constantinople, expose toute*
« *l'Europe et prépare mille embarras à l'Angleterre.*

« On ne comprend pas qu'une nation sage se soit
« laissé gouverner par un tel fou.

« Après vingt ans de guerre, après tant de trésors
« prodigués, tant de secours fournis à la cause com-
« mune, après un triomphe au-dessus de toute espé-

« rance, quelle paix pourtant a signé l'Angleterre en « 1815? Castelreagh a eu le continent à sa disposition, « quel grand avantage, quelles justes indemnités a-t-« il stipulées pour son pays? Il a fait la paix comme « s'il eût été vaincu. Le misérable! je ne l'eusse guère « plus maltraité si je fusse demeuré victorieux. Ou bien « encore, serait-ce qu'il s'estimait assez heureux de « m'avoir renversé; dans ce cas, la haine m'a vengé... « Il a fait don de territoires immenses; la Russie, la « Prusse, l'Autriche, ont acquis des millions de popu-« lation. Où se trouve l'équivalent de l'Angleterre, « elle qui pourtant avait été l'âme de ces succès, elle « qui en avait payé tous les frais! Des milliers d'an-« nées s'écouleront avant qu'il se présente une telle « occasion pour le bien-être, la véritable grandeur de « l'Angleterre !... Les Anglais seront réduits à pleurer « un jour d'avoir vaincu à Waterloo! L'Angleterre et « la France ont tenu dans leurs mains le sort de la « terre, celui surtout de la civilisation. *Que de mal « nous nous sommes fait, que de bien nous pouvions « faire !*

« Après avoir ainsi envisagé sur toutes ses faces cette question polonaise, qui, d'après Napoléon lui-même, touche directement, forcément, indispensablement à toutes les questions de la politique générale de l'Europe, et par conséquent reste toujours la première et principale dans le système européen, Napoléon finit par prononcer ce résumé mémorable, le 25 octobre 1816 : « En relevant la Pologne, *cette véritable clef*

« *de toute la voûte*, je ne prétendais rien acquérir; je « ne me réservais que la gloire du bien et les bénédic- « tions de l'avenir [1]. »

Dans la *reconstitution intégrale* de la Pologne se trouve donc la solution de la question russse. Que nos lecteurs ne supposent pas que nous venons ici plaider la cause polonaise, elle aurait en nous un trop faible défenseur. L'Europe entière plaide depuis un siècle cette noble cause, qui ne peut être gagnée, puisqu'elle n'a jamais été perdue. Quant à nous, le sentiment qui nous guide aujourd'hui dans cet écrit n'est pas un sentiment sympathique d'admiration pour un peuple dont « *les droits sont inscrits dans l'histoire et dans les traités*, » mais un sentiment d'intérêt purement égoïste, qui se rattache à la France, notre patrie, et à la civilisation européenne toute entière. Cela doit paraître étonnant; cependant rien de plus vrai.

Depuis le premier partage de la Pologne, on a cherché à se rendre compte de la cause de cette sympathie universelle de tous les peuples pour cette infortunée nation. Les uns ont cru la trouver dans le sentiment de reconnaissance de tous les peuples civilisés, qu'elle a sauvés tant de fois; d'autres ont cru la

1. Nous avons puisé les citations qui précèdent dans l'introduction à *l'Histoire populaire de la Pologne*, par Léonard Chodzko. Dans cette introduction, le résumé de la question polonaise, envisagée sous toutes ses faces par Napoléon Ier, a été tiré de vingt-quatre volumes des dictées et des improvisations du captif de Sainte-Hélène. Dans ce travail remarquable, toutes les pensées de Napoléon, sur cette question capitale, ont été groupées par ordre chronologique.

trouver dans ce sentiment d'admiration irrésistible qu'inspire l'héroïsme et le courage indomptable de ce peuple sans cesse renaissant de ses cendres, sans cesse combattant ses oppresseurs despotiques et barbares; d'autres enfin ont cru la trouver dans l'horreur des actes infâmes qui ont précédé l'acte inique des sept partages. Quant à la sympathie toute particulière de la nation française pour « *la Pologne, cette sœur de la* « *France, toujours si dévouée, toujours si magna-* « *nime* [1], » on a cru la trouver dans ce sentiment de reconnaissance fraternelle pour un peuple qui a toujours combattu pour la même cause, la liberté et l'indépendance; pour un peuple qui a prodigué sans cesse son sang pour la civilisation et le progrès; pour un peuple enfin dont les héroïques enfants ont si longtemps combattu dans les rangs de son armée, et dont la fidélité ne lui fit jamais défaut. Rappelons-nous cette époque fatale où la France, abandonnée et trahie par tous, « les Polonais *seuls* emportaient leurs dra- « peaux et leurs aigles purs de toute souillure, de tout « reproche [2]. »

Là ne sont pas, selon nous, les véritables causes de cette sympathie universelle. La vraie, la seule cause, est ce sentiment purement égoïste, l'*instinct de la conservation* que Dieu a mis au cœur de tous les êtres; et avouons-le franchement et sans honte, là est le vé-

1. Louis-Napoléon Bonaparte, *Idée napoléonienne.*
2. Léonard Chodzko, *Histoire populaire de la Pologne.*

ritable motif qui nous guide aujourd'hui. Tous les peuples sentent et comprennent instinctivement que la Pologne est nécessaire à leur existence, à leur avenir; de là ce sentiment d'irrésistible sympathie qui les pousse vers elle, sentiment purement égoïste dont ils ne se rendent pas compte. Ils comprennent que dans la Pologne gît le gage de leur sécurité; l'expérience ne leur a-t-elle pas démontré que le démembrement de ce royaume a été pour l'Europe le signal de tous les bouleversements qui l'agitent depuis? Ils sentent que sa reconstitution sera le gage assuré de la paix universelle; qu'elle a reçu de la Providence la mission de servir d'égide et d'avant-garde à la civilisation; qu'elle n'a pas failli et ne faillira pas à sa tâche. Ne leur donne-t-elle pas d'époque en époque des preuves irrécusables de sa vitalité, de son héroïsme et de son courage invincible?

« Les efforts que les Polonais ont tentés pour le ré« tablissement de leur patrie sont un fait logique et « légitime, et par conséquent on ne peut appeler *sub« versives* leurs tentatives désespérées, et toujours « inspirées par l'amour national, et pures de tout es« prit *révolutionnaire*. Toutes les luttes entreprises « par les Polonais depuis la mort de Jean Sobieski, « c'est-à-dire pendant cent cinquante-deux ans (1696- « 1848), pour arriver à leur but, *ont été un devoir « accompli, devoir sacré, auquel ils obéiront jusqu'au « jour où leur nationalité leur sera rendue.*

« On peut diviser ces luttes en *quinze* périodes :

« De 1697, pour écarter la fatale élection du Saxon
« Frédéric-Auguste II, ami intime du tsar Pierre I[er];

« De 1700 à 1709, à l'époque de la guerre de
« Charles XII, et de Stanislas Lezczynski contre le tsar
« et son allié, le roi Auguste II;

« De 1733, pour maintenir l'élection nationale et
« unanime de Stanislas Leszczynski, contre la désor-
« ganisatrice influence du Saxon Frédéric-Auguste III,
« appuyé par la Russie et l'Autriche;

« De 1764, contre l'élection de Stanislas-Auguste
« Poniatowski, imposé par la Russie et par la Prusse,
« et appuyé par l'Autriche;

« De 1768 à 1772, à l'époque de la confédération de
« Bar, soutenue par les Pulaski, les Krasinski, les Po-
« toçki, contre la Russie;

« De 1792, sous Joseph Poniatowski, contre la
« Russie;

« De 1794, sous Thadé Kosciuszko, contre la Russie
« et la Prusse;

« De 1796 à 1803, sous Jean-Henri Dombrowski et
« Charles Kniaziewicz, contre l'Autriche et la Russie;

« De 1806 à 1807, contre la Prusse et la Russie,
avant la création du duché de Warsovie;

« De 1809, sous Joseph Poniatowski et Jean-Henri
« Dombrowski, contre l'Autriche;

« De 1812 à 1815, pendant les campagnes de Mos-
« kou, d'Allemagne, de France et de Belgique, contre
« la Russie, l'Autriche et la Prusse;

« De 1830-1831, contre la Russie.

« De 1833, dans les tentatives de la guerre des partisans sous Joseph Zaliwski;

« De 1846, en projetant un soulèvement général « contre les trois partageurs de la Pologne;

« De 1848-1849, contre la Prusse, l'Autriche et la « Russie.

« Ces luttes ont été suivies par dix *émigrations* : « en 1709, 1764, 1772, 1792, 1795, 1813, 1832, « 1834, 1846 et 1850. Depuis 1772, la Pologne fut « partagée *sept* fois : en 1772, 1793, 1795, 1807, « 1809, 1815 et 1846. On voit, d'après ces preuves, « que rien ne peut ni affaiblir ni altérer la foi des Po- « lonais dans la régénération de leur patrie, et ils « semblent obéir aux paroles prophétiques de J. J. « Rousseau, écrites en 1772 :

« *Polonais! vous ne ferez jamais en sorte qu'il soit « difficile à vos voisins d'entrer chez vous; mais vous « pouvez faire en sorte qu'il leur soit difficile d'en « sortir impunément, et c'est à quoi vous devez mettre « tous vos soins. Tout l'art humain ne saurait empê- « cher l'action brusque du fort contre le faible; mais « il peut se ménager des ressorts pour la réaction; « quand l'expérience apprendra que la sortie de chez « vous est si difficile, on deviendra moins pressé d'y « entrer. Une seule chose suffit pour rendre la Pologne « impossible à subjuguer : l'amour de la patrie et de « la liberté, animé par les vertus qui en sont insépa- « rables. Tant que cet amour brûlera dans les cœurs, « il ne vous garantira pas peut-être d'un joug pas-*

« *sager; mais tôt ou tard il fera son explosion, se-*
« *couera le joug, et vous rendra libres. Travaillez donc*
« *sans relâche, sans cesse, à porter le patriotisme au*
« *plus haut degré dans tous les cœurs polonais. Enfin,*
« *si vous ne pouvez pas empêcher que vos voisins vous*
« *engloutissent, faites au moins qu'ils ne puissent*
« *vous digérer*[1]. »

Disons-le donc, cette sympathie profonde et universelle n'est que le résultat de ce sentiment égoïste. Les peuples ont compris que la Providence a confié à la Pologne une noble et sublime mission, celle de leur servir de rempart contre les hordes barbares du Nord. La Pologne aura été le martyr de la liberté, sa résurrection sera le gage de salut de la civilisation et de la paix du monde.

Les sympathies de la France sont encore plus vives que celles des autres peuples, parce qu'elle comprend que la vie de *la liberté*, cette fille chère à son âme, qu'elle a si laborieusement enfantée, est liée à l'existence de la Pologne; que la Pologne, en mourant, l'entraînera dans la tombe avec elle.

La France a semé dans le monde les idées de liberté et de progrès, la Pologne les a arrosées de son sang pour les faire germer, sa résurrection en assurera à jamais le développement.

Il serait beaucoup trop long d'énumérer ici les droits de cette nation héroïque; l'extrait suivant du discours

1. Léonard Chodzko, *Massacres de Galicie*. Paris, 1861.

prononcé en 1846, à la Chambre des pairs, par M. le vicomte Victor Hugo, les résume en termes éloquents :

« Toutes les fois qu'il s'agit devant cette noble as-« semblée de débattre la question polonaise, cette « question cesse d'être ordinaire, car elle dépasse la « portée des questions politiques; elle réunit dans une « commune et universelle adhésion les dissidences les « plus déclarées, les opinions les plus contraires, car « dans la question polonaise, c'est la civilisation même « qui est compromise...

« Deux nations entre toutes, depuis quatre siècles, « ont joué, dans la civilisation européenne, un rôle « désintéressé : ces deux nations sont la France et la « Pologne. La France dissipait les ténèbres, la Pologne « repoussait la barbarie; la France répandait les idées, « la Pologne couvrait la frontière. Le peuple français « a été le missionnaire de la civilisation en Europe, le « peuple polonais en a été le chevalier.

« Si le peuple polonais n'avait pas accompli son « œuvre, le peuple français n'aurait pas accompli la « sienne. A un certain jour, à une certaine heure, de-« vant une invasion formidable de la barbarie, la Po-« logne a eu Sobieski, comme la Grèce avait eu Léo-« nidas.

« Ce sont là des faits qui ne peuvent s'effacer de la « mémoire des nations; quand un peuple a travaillé « pour les autres peuples, il est comme un homme qui « a travaillé pour les autres hommes; la reconnais-« naissance de tous l'entoure, la sympathe de tous lui

« est acquise; il est glorifié dans sa puissance, il est « respecté dans son malheur; et si, par la dureté des « temps, ce peuple, qui n'a jamais eu l'égoïsme pour « loi, qui n'a jamais consulté que sa générosité, que « les nobles et puissants instincts qui le portaient à « défendre la civilisation, si ce peuple devient un petit « peuple, il reste une grande nation.

« C'est là, messieurs, la destinée de la Pologne. Mais « la Pologne, messieurs les pairs, est grande encore « parmi vous; elle est grande dans les sympathies de « la France, elle est grande dans les respects de « l'Europe! Pourquoi? C'est qu'elle a servi la com- « munauté européenne, c'est qu'à certains jours elle a « rendu à toute l'Europe de ces services qui ne s'ou- « blient pas.

« Aussi lorsqu'il y a quatre-vingts ans, cette nation « a été rayée du nombre des nations, un sentiment « douloureux, un sentiment de profond regret s'est « manifesté dans l'Europe entière. En 1772, la Pologne « est démembrée; quatre-vingts ans ont passé, et per- « sonne ne pourrait dire que ce fait soit accompli au « bout de quatre-vingts ans, ce grave fait de la radia- « tion d'un peuple, non, ce n'est point un fait ac- « compli! Avoir démembré la Pologne, c'était le re- « mords de Frédéric II; n'avoir pas relevé la Pologne, « c'était le regret de Napoléon. Je le répète, lorsqu'une « nation a rendu au groupe des autres nations de ces « services éclatants, elle ne peut plus disparaître; elle « vit, elle vit à jamais! Opprimée ou heureuse, elle

« rencontre la sympathie, elle la trouve toutes les fois « qu'elle se lève.

« ... L'unité des peuples s'incarne de deux façons : « dans les dynasties et dans les nationalités. C'est de « cette manière, sous cette double forme, que s'ac- « complit ce difficile labeur de la civilisation, œuvre « commune de l'humanité ; c'est de cette manière que « se produisent les rois illustres et les peuples puis- « sants. C'est en se faisant nationalité ou dynastie que « le passé d'un empire devient fécond et peut produire « l'avenir. Aussi c'est une chose fatale quand les peu- « ples brisent des dynasties, c'est une chose plus fatale « encore quand les princes brisent des nationalités.

« Messieurs, la nationalité polonaise était illustre ; « elle eût dû être respectée. Que la France en avertisse « les princes, qu'elle mette un terme et qu'elle fasse « obstacle aux barbaries. Quand la France parle, le « monde écoute ; quand la France conseille, il se fait « un travail mystérieux dans les esprits, et les idées de « droit et de liberté, d'humanité et de raison germent « chez tous les peuples.

« Dans tous les temps, à toutes les époques, la « France a joué dans la civilisation ce rôle considé- « rable, et ceci n'est que du pouvoir spirituel, c'est le « pouvoir qu'exerçait Rome au moyen âge, Rome était « alors un État du quatrième rang, mais une puis- « sance du premier ordre. Pourquoi? C'est que Rome « s'appuyait sur la religion des peuples, sur une chose « d'où toutes les civilisations découlent.

« Voilà, messieurs, ce qui a fait Rome catholique « puissante à une époque où l'Europe était barbare.

« Aujourd'hui, la France a hérité d'une partie de cette puissance spirituelle de Rome; la France a, dans « les choses de la civilisation, l'autorité que Rome avait « et a encore dans les choses de la religion.

« Ne vous étonnez pas, messieurs, de m'entendre « mêler ces mots : civilisation et religion; la civili- « sation, c'est la religion appliquée.

« La France a été et est encore plus que jamais la « nation qui préside au développement des autres « peuples.

« Les princes qui possèdent des peuples ne les pos- « sèdent pas comme maîtres, mais comme pères; le seul « maître, le vrai maître, est ailleurs; la souveraineté « n'est pas dans les dynasties, elle n'est que dans les « princes, elle n'est pas dans les peuples non plus, elle « est plus haut; la souveraineté est dans toutes les idées « d'ordre et de justice, la souveraineté est dans la « vérité.

« Quand un peuple est opprimé, la justice souffre « la vérité, la souverainté du droit est offensée; quand « un prince est injustement outragé ou précipité du « trône, la justice souffre également, la civilisation « souffre également. Il y a une éternelle solidarité entre « les idées de justice qui font le droit des peuples, et « les idées de justice qui font le droit des princes. « Dites-le aujourd'hui aux têtes couronnées, comme « vous le diriez aux peuples dans l'occasion. Que les

« hommes qui gouvernent les autres hommes le sa-
« chent, le pouvoir moral de la France est immense !
« Autrefois, la malédiction de Rome pouvait placer un
« empire en dehors du monde religieux ; aujourd'hui,
« l'indignation de la France *peut jeter les oppresseurs*
« *de la Pologne en dehors du monde civilisé.*

« Il faut donc que la nation française élève toujours
« en faveur de la nation polonaise une voix désinté-
« ressée et indépendante ; qu'elle proclame en toute
« occasion les éternelles idées d'ordre et de justice, et
« que ce soit au nom des idées de stabilité et de civi-
« lisation qu'elle défende la cause de la Pologne op-
« primée. Après toutes nos discordes et toutes nos
« guerres, les deux nations, cette France qui a agrandi
« et mûri la civilisation de l'Europe, cette Pologne
« qui l'a défendue, ont subi des destinées diverses ;
« l'une a été amoindrie, mais elle est restée grande ;
« l'autre a été enchaînée, mais elle est restée fière. Ces
« deux nations doivent avoir l'une pour l'autre cette
« sympathie profonde de deux sœurs qui ont lutté en-
« semble. Toutes deux, je l'ai dit, je le répète, ont
« beaucoup fait pour l'Europe, l'une s'est prodiguée,
« l'autre s'est dévouée...[1] »

La nation polonaise doit inspirer à l'Europe les plus grandes garanties ; ne s'est-elle pas dévouée toujours et partout pour la patrie, la liberté, la civilisation ? N'a-

1. Léonard Chodzko, *Introduction à l'Histoire populaire de Pologne*, page 12. 14e édition, 1864.

t-elle pas toujours rempli son devoir? L'Europe pourrait-elle en dire autant d'elle-même?

La vie du peuple polonais se résume dans le devoir, le dévouement, les sacrifices et la foi. Les paroles de M. de Montalembert, pair de France, en sont un éclatant témoignage :

« La Pologne occupe depuis longtemps le premier « rang parmi les peuples victimes. Elle a toujours souf- « fert, et toujours elle a persisté à souffrir. Toujours « envahie, dévastée, trahie, elle n'en a pas moins tou- « jours jeté le gant aux oppresseurs, et marché la « poitrine à jour contre eux. La résignation à cette « haute mais dure mission est empreinte dans son his- « toire, dans ses traditions, dans ses mœurs, dans toute « son existence nationale, depuis le touchant sacrifice « d'Hedwige jusqu'aux dévouements héroïques de So- « bieski pour l'ingrate Autriche et des légions pour la « France. Le sacrifice a été sa vie, son métier, et pour « ainsi dire son industrie; c'est de ce pain-là qu'elle « s'est nourrie, et rien n'annonce qu'elle en soit ras- « sasiée. Ses anciens preux ne bâtissaient pas de châ- « teaux indestructibles comme les nôtres, ils n'habitaient « que des maisons de bois, afin de les abandonner et « de les laisser brûler sans regret quand le service de « la patrie les en éloignait. Ses ambassadeurs se rui- « naient de fond en comble à l'étranger, ne voulant ni « appauvrir le trésor public, ni laisser éclipser par « personne l'éclat du nom polonais. Les budgets « étaient votés par enthousiasme, et ses impôts se

« nommaient *secours d'amour* (subsidium charita-
« tivum).

« Toutes ses antiques richesses, toute sa force pri-
« mitive, elle les possède encore; ses enfants exilés
« comme ses enfants esclaves ont hérité d'un double
« trésor : l'esprit de sacrifice et l'esprit de foi. Avec un
« pareil héritage, que ne peut-on espérer, que ne
« peut-on reconquérir?

« N'est-ce pas la foi qui donne et redonne la vie?
« n'est-ce pas le sacrifice qui l'entretient? Par cette foi
« inébranlable en leur cause, ils déjoueront toutes les
« intrigues de leurs adversaires secrets, comme ils ont
« bravé tous les forfaits de leurs tyrans avoués. Par
« cette héroïque manie de tout sacrifier pour elle, ils
« lui assurent une durée éternelle, une inépuisable fé-
« condité. Le double caractère que nous leur recon-
« naissons n'est point une illusion.

« Doutez-vous de leur dévouement? Mais cherchez
« donc parmi ces réfugiés qui ont tout perdu pour leur
« patrie, bien, foyers, dignités, santé, femmes, en-
« fants, tout ce que l'homme a le droit et le besoin
« de défendre et d'aimer; cherchez-en un seul qui
« ne soit prêt à recommencer demain, et cela sans hé-
« sitation, sans peine, sans surprise même. Ces hom-
« mes-là ne s'étonnent que d'une chose, c'est que
« nous soyons, nous, étonnés de leur dévouement!

« Doutez-vous de leur foi? Mais voici cinquante an-
« nées qu'ils viennent parmi nous nous montrer leurs
« blessures et les tronçons de leurs chaînes. Vous ont-

« ils jamais montré la moindre apparence de découra-
« gement ? ont-ils jamais cessé de croire à l'affranchis-
« sement de leur pays, au châtiment de leurs oppres-
« seurs, à la tardive mais sûre justice d'en haut ?

« Lorsque laissant loin derrière eux la patrie et unis « à nos armées républicaines, ils les aidaient à chas- « ser les Autrichiens de l'Italie, leur poitrine gonflée « laissait échapper ce chant célèbre : *Non ! la Pologne « n'a point péri, puisque nous vivons encore !* Ceux « qui le chantèrent les premiers sont morts, morts « pour nous sur les plaines de la Lombardie, dans les « montagnes de la Calabre, au pied des Pyramides, « aux champs de Hohenlinden ou sur les plages de « Saint-Domingue : mais le chant et l'âme qui le dicta « et la foi qui l'inspira ont survécu, et leurs enfants le « répètent chaque jour ; et un jour viendra, s'il plaît « au ciel, où ils le répèteront encore une fois sur les « bords de la Vistule affranchie.

« Le triomphe de la Pologne sera le triomphe de la « liberté et de la justice ; or, la justice et la liberté « sont les filles aînées de Dieu ! [1] »

Quand donc luira ce jour du triomphe de la liberté et de la justice !

1. Léonard Chodzko, ouvrage cité plus haut.

XXIV

> Toutes les révolutions qui ont agité les peuples, tous les efforts des grands hommes, guerriers ou législateurs, ne doivent-ils aboutir à rien? tournerons-nous toujours dans ce cercle vicieux où les lumières succèdent à l'ignorance, la barbarie à la civilisation?
>
> LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Idée napoléonienne.*
>
> Deux voies sont ouvertes : l'une conduit au progrès par la conciliation et la paix; l'autre, tôt ou tard, mène fatalement à la guerre par l'obstination à maintenir un passé qui s'écroule.
>
> NAPOLÉON III, 5 novembre 1863.

Les résultats de ces révolutions, tous ces efforts des grands hommes seront bientôt anéantis, à moins que l'Occident n'abandonne sa politique égoïste.

Quel est, en effet, le spectacle que nous offre l'Europe? Si nous tournons nos regards vers le Nord,

nous voyons des puissances qui osent se dire civilisées et chrétiennes violer sans cesse et fouler aux pieds les principes les plus élémentaires du droit et de la justice; maintenir sous leur joug écrasant, par la force brutale qu'ils ont érigée en loi, les nations auxquelles la liberté a été ravie par cette même force. Comprenant la nécessité d'être unies pour étouffer les plaintes ou arrêter les entreprises légitimes tentées par ces malheureuses nations pour recouvrer leur indépendance, elles resserrent de plus en plus les liens qui les unissent. S'attachant par tous les moyens au monde ancien, basé sur le principe du despotisme et de l'asservissement des peuples, elles refusent de reconnaître le monde moderne, basé sur le principe opposé : la liberté et le progrès de la civilisation. « Le fer des gé-« néraux prussiens et autrichiens, la botte sanglante « du Tatar, voilà le code de ces peuples et de leurs « gouvernants[1]. »

Chez les nations occidentales, qui tiennent la tête de la civilisation moderne, la fièvre de l'égoïsme a tout envahi. Elle paralyse leur force et neutralise leur action, indispensable cependant pour assurer leur sécurité à venir. Elles assistent impassibles et indifférentes à ce spectacle révoltant qui leur est offert par les puissances du Nord.

Elles reconnaissent que les peuples courbés sous

1. *Les Nations du Nord et la Doctrine du Christ.* H. Chavanon, avocat à Rennes, correspondant du Comité central franco-polonais.

l'oppression n'ont d'autre ressource pour recouvrer leur indépendance qu'une révolte ouverte contre leurs tyrans inflexibles, attendu qu'il n'existe dans le gouvernement qui les opprime aucune institution dont ils puissent attendre la réforme; mais par le raisonnement le plus bizarre et le plus égoïste, elles veulent qu'ils en soient nécessairement les victimes, en refusant de les protéger et de les secourir après les avoir en quelque sorte encouragés. N'est-ce pas là la conduite tenue par ces mêmes puissances dans les questions de la Pologne et du Danemark? Nous pouvons dire d'elles ce qu'un prince écrivait sous le gouvernement de Louis-Philippe, en parlant des hommes de l'opposition : « La Pologne arbore le drapeau de l'in« dépendance et implore la France, le ministre déclare « qu'elle est trop loin; vous vous écriez : *Dieu veuille « qu'elle fût plus près!* et la Pologne est égorgée [1]. »

Par sa conduite, l'Occident ne semble-t-il pas vouloir dire : ce n'est pas la peine de contester, de disputer et de résister pour si peu. Cette *admirable prudence*, cette doctrine anti sociale le conduira à sa perte prochaine.

Au XIX[e] siècle, le droit et la justice devraient primer la force, il n'en est rien cependant : la force brutale prime partout la justice et le droit. L'état actuel de l'Europe n'est-il pas le résultat de ce principe subversif mis en pratique, et qui constitue un appel incessant

1. Louis-Napoléon Bonaparte, *Rêveries politiques*.

à la force brutale? sera-t-il jamais possible d'établir un état de chose durable en prenant ce principe pour base! ce que la force a établi aujourd'hui, ne peut-elle pas le détruire demain?

Voilà l'obstacle dont la politique semble ne pouvoir triompher, et qu'il faut cependant aplanir et renverser le plus tôt, car tant que ce but ne sera pas atteint, nous marcherons à tâtons sans savoir où nous allons, et le bien que nous produirons par hasard ne sera qu'un bien incertain et momentané. Tant que nous n'aurons pas atteint ce but, nous serons occupés à soutenir où à chercher à rétablir un équilibre éternellement prêt à se perdre.

« Tant qu'on se battra en Europe, a dit Napoléon, « ce sera une guerre civile. La Sainte-Alliance est une « idée qu'on m'a volée,» c'est-à-dire la Sainte-Alliance des peuples par les rois, et non celle des rois contre les peuples : là est l'immense différence entre son idée et la manière dont on l'a réalisée[1]. »

Que l'Occident brise donc cette alliance des rois contre les peuples, par l'alliance des peuples par les rois, grande et sublime alliance qui, une fois établie, aura résolu ce problème social, regardé jusqu'ici comme insoluble : l'impossibilité du retour de la guerre.

Que l'Europe mette à exécution ce projet de congrès européen dont l'empereur Napoléon III a pris, il y a deux ans, l'initiative, et ce problème sera résolu.

1. Louis-Napoléon Bonaparte, *Idée napoléonienne*.

Nous ne pouvons comprendre que les quatre puissances qui refusaient d'y participer aient pu en arrêter la réunion; c'était, ce nous semble, au contraire, une raison de plus pour ne pas l'empêcher.

La présence au congrès de certaines puissances n'eût concouru qu'à en paralyser les décisions. Les seize souverains qui avaient accepté la proposition de la France devaient, selon nous, se réunir, étudier sérieusement la cause des dangers qui menacent l'Europe; prendre la résolution énergique et irrévocable de mettre un terme à tous ces troubles et à tous ces désordres, et former enfin une alliance solide et indissoluble qui leur aurait permis de poursuivre leur œuvre, sans danger pour leur sécurité à venir.

Nous pouvons affirmer qu'à cette époque, la question Russe soulevée et posée énergiquement devant l'Europe eût été résolue sans une intervention active. La Russie aux abois, connaissant sa faiblesse et son impossibilité matérielle de soutenir une lutte au milieu de tous les éléments de désorganisation dont elle était accablée, était prête à faire toutes les concessions nécessaires à la sécurité de l'Europe. Leontieff, Schedo-Ferroti, Katkoff, lui-même, l'ont avoué depuis avec un cynisme insultant pour les puissances qui ont pris part aux négociations. La reconstitution de la Pologne, sans laquelle la paix de l'Europe sera toujours un problème insoluble, eût été un fait accompli. L'Occident, en accomplissant cet acte de justice et de réparation, eût mis pour toujours un terme aux désordres dont

l'Europe a été sans cesse le théâtre depuis le démembrement de cette république.

N'attendons pas davantage pour mettre à exécution ce que nous avons essayé il y a deux ans. Les intentions ne sont rien, les actes sont tout; ne laissons pas supposer plus longtemps ce que nous ne sommes pas, ce que nous pouvons être.

Que les deux grandes puissances qui tiennent la tête de la civilisation, l'Angleterre et la France, se souvenant des paroles du captif de Saint-Hélène : « Que de mal nous nous sommes fait, que de bien nous pouvions faire! » abjurent leur haine, leur rivalité jalouse, se tendent loyalement la main et se mettent à la tête de cette alliance, seul moyen *de reconstituer l'édifice européen ébranlé par tant de révolutions et qui s'écroule de toute part.*

Nous verrons aussitôt se joindre à elles l'Italie régénérée et libre, l'Espagne, le Portugal, la Suède, la Norwége, le Danemark, la Suisse, plusieurs États allemands, les principautés danubiennes, la Grèce, la Turquie, qui a surtout tant à craindre de son redoutable voisin.

Devant une alliance aussi formidable, la Russie, la Prusse et l'Autriche pourront-elles avoir un seul instant la pensée de lutter? Cette seule pensée serait un acte de folie! En admettant un instant l'hypothèse qu'elles voulussent tenter la fortune des armes, il est incontestable qu'elles ne pourraient résister bien longtemps.

Cette alliance, par un congrès, résout donc le problème du désarmement général et de la paix universelle.

« On parle de combats éternels, de luttes intermina-
« bles, et cependant il serait facile aux souverains de
« consolider la paix pour toujours ; qu'ils consultent
« les rapports et les mœurs des diverses nations entre
« elles, qu'ils leur donnent leur nationalité et les ins-
« titutions qu'elles réclament, et ils auront trouvé la
« vraie balance politique. Alors tous les peuples se-
« ront frères, et ils s'embrasseront à la face de la ty-
« rannie détrônée, de la terre consolée et de l'huma-
« nité satisfaite[1]. »

Que les souverains de l'Occident jettent un coup-d'œil sur la carte d'Europe, ils reconnaîtront qu'en élevant cette muraille vivante de *vingt-cinq millions* de Polonais, qui s'étend de la mer Baltique à la mer Noire, de l'Oder au Dnieper, ils opposeront pour toujours une digue à ces hordes barbares qui aspirent à la conquête de l'Europe toute entière. En mettant la main sur la garde de leur épée, qu'ils disent : *Nous voulons!* et la Pologne affranchie, renaissant de ses cendres, reprendra sa place au milieu des peuples libres et son poste à l'avant-garde de la civilisation.

L'Europe civilisée, débarrassée alors de ces craintes incessantes qui la tiennent en éveil, ne redoutant plus ces orages prêts à fondre sur elle, pourra dormir en paix. La Pologne veillera.

1. Louis-Napoléon Bonaparte, *Idée napoléonienne.*

« C'est avec l'impression que laisse un rêve enivrant « qu'on s'arrête sur le tableau de bonheur et de stabi- « lité qu'aurait présenté l'Europe si les vastes projets « de l'empereur Napoléon Ier avaient été ainsi accom- « plis..... Au lieu de cela, qu'avons-nous maintenant « en Europe? Chacun en s'endormant le soir craint le « réveil du lendemain, car le germe du mal est par- « tout[1]. »

1. Louis-Napoléon Bonaparte, *Idée napoléonienne*.

XXV

Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra.

NAPOLÉON Ier, *Sainte-Hélène.*

Mais si, poussée à bout par trop de persécutions, elle devenait le seul espoir des populations malheureuses et le refuge de la gloire et de l'honneur du pays, alors, reprenant son casque et sa lance et montant sur l'autel de la patrie, elle dirait au peuple trompé par tant de ministres et d'orateurs, ce que Saint-Remi disait au fier Sicambre : « Renverse tes faux dieux et tes images d'argile, brûle ce que tu as adoré jusqu'ici et adore ce que tu as brûlé. »

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Idée napoléonienne.*

L'Europe est en danger; la civilisation, résultat d'un travail laborieux de plusieurs siècles; la liberté, fille de tant de révolutions sanglantes, sont menacées.

A la France et à son souverain appartient l'initiative de conjurer et d'arrêter le danger qui nous menace.

A la France, « messagère dans le monde des principes de 89 [1]; » à la France, mère de la liberté, qu'elle ne peut sans danger pour son honneur laisser enchaînée et avilie plus longtemps.

Au souverain de la France, élu d'un peuple libre, héritier des projets de Napoléon, qui lui en a légué l'achèvement; « et ses grandes pensées qui brillent d'au« tant plus que le présent s'obscurcit, sont comme des « phares lumineux qui font entrevoir au milieu des té« nèbres et des tempêtes un avenir de sécurité [2]. »

Tous les peuples ont mis leur espoir dans la France et dans son souverain, qui, mieux que tout autre, connaît ces dangers, qu'il a signalés lui-même.

Seront-ils trompés dans leurs espérances? Depuis de longues années, ils attendent patiemment; craignons qu'une trop longue attente n'enfante des actes de désespoir; n'oublions pas que, « lorsque les gouver« nants repoussent les vœux légitimes des peuples et « les idées vraies, les factieux s'en emparent alors « comme d'une arme puissante pour servir leurs pas« sions et leurs intérêts personnels [3]. » — « L'histoire « d'Angleterre ne dit-elle pas hautement aux rois : « marchez à la tête des idées de votre siècle, ces idées « vous suivent et vous soutiennent; marchez à leur

1. Adresse du Sénat en réponse au discours du trône. 1865.
2. Louis-Napoléon Bonaparte, *Idée napoléonienne.*
3. Napoléon III, *Vie de J. César.*

« suite, elles vous entraînent; marchez contre elles, « elles vous renversent [1]. »

« Que la France reste fidèle à sa mission; qu'on la « trouve sur le chemin de la Pologne, comme elle doit, « selon l'expression qui est dans chaque mémoire, se « trouver partout où il y a une cause juste à dé- « fendre [2]. »

Que l'Empereur parle, et la France toute entière se lèvera répondant par un cri d'enthousiasme. La France veut accomplir sa mission; son bras sera-t-il toujours paralysé par le mauvais vouloir de certaine puissance égoïste! Non, l'attente des peuples ne peut être vaine, ces paroles leur en donnent l'espoir :

« Mais toi, France de Henri IV, de Louis XIV, de « Carnot, de Napoléon; toi qui fus toujours pour l'Oc- « cident de l'Europe la source des progrès; toi qui « possèdes les deux soutiens des empires, le génie des « arts pacifiques et le génie de la guerre, n'as-tu plus « de mission à remplir!.... Non, telle ne peut être « ta destinée; bientôt viendra le jour où pour te gou- « verner il faudra comprendre que ton rôle est de « mettre dans tous les traités ton épée de Brennus en « faveur de la civilisation [3]! »

Les souverains et les peuples ont des missions à remplir; malheur, malheur à eux quand ils les mé-

1. Louis-Napoléon Bonaparte, *Fragments historiques*.
2. Léon Plée, *La Pologne, Discours d'un journaliste aux orateurs*.
3. Louis-Napoléon Bonaparte, *Idée napoléonienne*.

connaissent! Les conséquences de leur aveuglement, presque toujours terribles, les frappent les premiers!

Que la France et son souverain accomplissent la leur, et, s'il est nécessaire, disent avec Isaïe : « J'ai cherché, « et il ne s'est rencontré personne pour m'aider. Alors « j'ai dit, mon bras soutenu par la main de Dieu me « sauvera, et c'est mon indignation qui m'a secouru. »

FIN.

DOCUMENTS

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

M. DROUYN DE LHUYS AU DUC DE MONTEBELLO.

(*Extrait du* MONITEUR *du* 16 *mars* 1863).

Paris, 13 février 1863.

Le gouvernement de Sa Majesté, monsieur le duc, soit antérieurement aux événements actuels, soit depuis qu'ils se sont produits, a toujours été guidé par le loyal et sincère désir d'épargner au cabinet russe, autant qu'il pourrait dépendre de nous, les embarras inhérents aux affaires de Pologne. Loin de surexciter les esprits, nous n'avons rien négligé pour les calmer. Scrupuleusement fidèles aux devoirs d'un gouvernement régulier, nous nous sommes inspirés surtout des sentiments d'estime et d'amitié qui président depuis quelques années aux rapports des deux cabinets. Mais la question polonaise a, plus qu'aucune autre en France, *le privilége d'éveiller les sympathies également vives dans tous les partis. Ils sont, à cet égard, unanimes; le langage des défenseurs les plus zélés des idées monarchiques et religieuses ne diffère que par des nuances de celui des organes les plus avancés de la démocratie.* Que pouvons-nous opposer à des publications qui se placent sur le terrain *du droit, et qui ne font qu'en revendiquer les principes les plus incontestés?* Non-seulement nous sommes désarmés contre de semblables écrits, *mais puisant nous-mêmes notre force dans l'opinion, nous sommes obligés de compter avec des sentiments qui sont depuis de longues années ceux du pays.*

Les représentants de l'Europe assemblés au congrès de Vienne en subissaient l'impression et l'acceptaient dans une certaine mesure, lorsque, cherchant à réparer les maux de la Pologne, l'un des principaux objets de leur sollicitude, ils plaçaient en tête de l'acte général destiné à servir de base au nouveau système politique les stipulations qui y rattachaient le sort de ce pays.

J'ai dit, au reste, à M. l'ambassadeur de Russie, que nous observerions fidèlement la conduite que nous nous étions tracée : que nous remplirions loyalement les devoirs qui résultent du caractère amical de nos relations avec le cabinet de Saint-Pétersbourg : qu'enfin nous ne cesserions de recommander la modération et de condamner hautement tout ce qui ressemblerait à des procédés ou à des tendances révolutionnaires et anarchiques ; mais je n'ai pas caché à M. le baron de Budberg que, malgré nous, les événements pouvaient devenir de plus en plus embarrassants, que la pression du sentiment public s'imposerait davantage à mesure que les circonstances prendraient plus de gravité, et que nous devrions faire des vœux pour que, dans les moyens auxquels le gouvernement russe aura recours, rien ne vienne rendre notre position plus difficile vis-à-vis du cabinet de Saint-Pétersbourg, de nous-mêmes et de l'Europe.

Depuis l'avénement de l'empereur Alexandre, de grands progrès se sont accomplis en Russie. Nous avons été les premiers à y applaudir et à rendre hommage à une politique libérale. Tout ce qui engageait davantage cette puissance dans les voies de la civilisation moderne, la rapprochait de la France et resserrait les liens des deux pays. Nous nous plaisions également à espérer que, pour la Pologne comme pour la Russie, le nouveau règne serait un règne réparateur. Si les espérances que le cabinet de Saint-Pétersbourg a laissé concevoir ne se réalisaient pas; si, surtout, dans les graves conjonctures qui se présentent, *il se mettait en opposition avec cette opinion publique, aussi persévérante que les malheurs de la Pologne*, il se créerait et nous ferait à nous-mêmes une situation pénible sur laquelle j'ai dû particulièrement m'arrêter avec M. le baron de Budberg. Vous voudrez bien, monsieur le duc, prendre vous-même ces considérations pour règle de votre langage auprès de M. le prince Gortschakoff. Vous ne lui laisserez point ignorer des réflexions dont nous ne pouvons nous défendre, ni l'attitude réservée qu'elles nous imposent, et je me plais à espérer qu'il appréciera la franchise de nos explications.

DROUYN DE LHUYS.

N° 2.

PROJET DE DÉPÊCHE AU DUC DE MONTEBELLO

(*Communiqué au comte Russell par le baron Gros, le 9 avril* 1863).

Paris, 8 avril 1863.

MONSIEUR LE DUC,

L'insurrection dont le royaume de Pologne est en ce moment le théâtre a éveillé en Europe de vives préoccupations au milieu d'un repos qu'aucun événement prochain ne semblait devoir altérer. La déplorable effusion de sang dont cette lutte est l'occasion, et les douloureux incidents qui la signalent, excitent en même temps une émotion aussi générale que profonde.

Le gouvernement de Sa Majesté obéit donc à un devoir, en exprimant à la cour de Russie les réflexions que cet état de choses est de nature à suggérer, et en signalant à sa sollicitude les inconvénients et les dangers qu'il entraîne.

Ce qui caractérise les agitations de la Pologne, monsieur le duc, ce qui en fait la gravité exceptionnelle, c'est qu'elles ne sont pas le résultat d'une crise passagère. Des effets qui se reproduisent presque invariablement à chaque génération ne sauraient être attribués à des causes purement accidentelles. Ces convulsions, devenues périodiques, sont le symptôme d'un mal invétéré ; elles attestent l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier le royaume de Pologne avec la situation qui lui a été faite.

D'autre part, ces perturbations trop fréquentes sont, toutes les fois qu'elles éclatent, un sujet d'inquiétudes et d'alarmes. La Pologne, qui occupe en Europe une position centrale, ne saurait être troublée sans que les États placés dans le voisinage immédiat de ses frontières se ressentent de cet ébranle-

ment. C'est ce qui est arrivé à toutes les époques où la Pologne a pris les armes. Ces conflits, comme on peut en juger par celui dont nous sommes en ce moment témoins, n'ont pas seulement pour conséquence d'agiter les esprits d'une manière inquiétante, mais, en se prolongeant, ils pourraient troubler les rapports des Cabinets et faire naître les plus regrettables complications. Nous aimons à espérer, monsieur le duc, que la cour de Russie accueillera, dans le sentiment qui nous les a dictées, des considérations aussi dignes de son attention. Elle se montrera animée, nous en avons la confiance, des dispositions libérales dont le règne de S. M. l'empereur Alexandre a déjà donné de si éclatants témoignages, et elle reconnaîtra dans sa sagesse l'opportunité d'aviser aux moyens de replacer le royaume de Pologne dans les conditions d'une paix durable.

Vous voudrez bien donner lecture de cette dépêche à M. le prince Gortschakoff, et lui en remettre une copie.

DROUYN DE LHUYS.

No 2.

LE COMTE RUSSELL A LORD NAPIER.

Foreign-office, 10 avril 1863.

MILORD,

Le gouvernement de Sa Majesté croit de son devoir de dire, une fois de plus à celui de S. M. l'empereur de Russie, quel profond intérêt il prend à la prospérité de la Pologne, intérêt qu'il partage avec tout le reste de l'Europe.

La sympathie générale que l'on ressent pour la nation polonaise pourrait d'elle-même justifier le gouvernement de Sa

Majesté de faire en sa faveur un appel aux sentiments généreux et bienveillants de Sa Majesté Impériale, qui a dernièrement prouvé son désir de développer le bien-être de ses sujets par différentes et importantes mesures d'amélioration et de réforme. Mais à l'égard du royaume de Pologne, le gouvernement de la reine sent qu'il a un droit particulier de faire connaître ses opinions à celui de Sa Majesté Impériale; parce que la Grande-Bretagne ayant pris part au traité de Vienne de 1815, avec l'Autriche, la France, la Prusse, le Portugal, l'Espagne et la Suède, le gouvernement de Sa Majesté a le droit de s'interposer dans tous les cas où il croirait qu'on s'éloigne des prévisions et des stipulations de ce traité.

Par le premier article de ce traité, le grand-duché de Varsovie était érigé en royaume de Pologne, pour être attaché inséparablement à l'empire de Russie, sous certaines conditions spécifiées dans cet article, et le gouvernement de Sa Majesté est obligé de dire que, quoique l'union du royaume à l'empire fût maintenue, les conditions dont cette union devait dépendre n'ont pas été remplies par le gouvernement russe.

L'empereur Alexandre, en exécution des engagements contractés à Vienne, établit dans le royaume de Pologne une représentation et des institutions nationales, en conformité avec les stipulations du traité. Il est inutile que le gouvernement de Sa Majesté fasse maintenant des observations sur la manière dont ces arrangements ont été mis en pratique, depuis ce temps jusqu'à l'insurrection de 1830. Mais, après que celle-ci eut été réprimée par le succès des armes impériales, ces arrangements furent anéantis et un ordre de choses tout différent fut établi par les autorités impériales.

Le prince Gortschakoff soutient, comme l'ont fait ses prédécesseurs dans des circonstances antérieures, que la compression de la révolte a annulé tous les engagements pris par la Russie, dans le traité de Vienne, à l'égard du royaume de Pologne, et laissé à l'empereur de Russie l'entière liberté de traiter le royaume de Pologne en pays conquis et de disposer, à sa volonté, du peuple et des institutions du royaume. Mais le gouvernement de Sa Majesté *ne peut consentir à une doctrine qu'il croit contraire à la bonne foi et destructive des obligations*

des traités, — en même temps que fatale à tous les liens internationaux qui unissent ensemble la communauté des Etats et puissances de l'Europe.

Si, en effet, l'empereur de Russie avait possédé la Pologne comme partie des domaines originaires de sa couronne, ou s'il l'avait acquise par le succès propre de ses armes, et sans la sanction du consentement d'aucune autre puissance, il aurait pu soutenir que la force équivalait au droit,— et, sans écouter les préceptes de la générosité et de la justice, il aurait pu punir la révolte d'une partie de ses sujets polonais, en enlevant à tous et à leurs descendants, pour toujours, ces priviléges et ces institutions que son prédécesseur avait estimés essentiels au bonheur et à la prospérité du royaume de Pologne.

Mais la position du souverain russe envers le royaume de Pologne était tout à fait différente. Il le possédait en vertu des stipulations solennelles d'un traité, conclu par lui avec la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse, le Portugal, l'Espagne et la Suède; et la révolte des Polonais ne pouvait le libérer des engagements contractés ainsi, ni effacer les signatures par lesquelles ses plénipotentiaires ont conclu, et lui-même a ratifié ces engagements.

La question étant donc soulevée de savoir si les engagements contractés par la Russie au traité de Vienne ont été et sont fidèlement exécutés, le gouvernement de Sa Majesté se voit, à son grand regret, obligé d'y répondre négativement.

A l'égard de la révolte actuelle, le gouvernement de Sa Majesté s'abstiendra d'insister sur le caractère de l'action civile, politique et militaire du gouvernement russe dans le royaume de Pologne, action dont les Polonais se plaignent si vivement et qu'ils donnent comme cause, justifiée dans leur opinion, de l'insurrection nationale. Le gouvernement de Sa Majesté désirerait voir la fin de ces troubles déplorables.

Il n'appartient certainement pas au gouvernement de Sa Majesté de prédire le résultat final de cette lutte ; qu'il aboutisse à une extension de l'insurrection jusqu'aux dimensions qu'on ne présume pas aujourd'hui, ou bien, ce qui est plus probable, que ce soit le succès final des armes impériales, il est clair et certain que ce résultat ne peut être obtenu sans une

calamiteuse effusion de sang, sans de grands sacrifices de vie humaine et une énorme dévastation de propriétés, et il est évident que quand même la Pologne serait réduite à la soumission, les souvenirs de la lutte la rendront pour bien longtemps l'âpre ennemie de la Russie, en même temps qu'elle deviendra une source de faiblesse et de dangers, au lieu d'être un élément de sécurité et de puissance.

Le gouvernement de Sa Majesté, par conséquent, engage très-sérieusement le gouvernement russe à faire la plus grande attention à toutes ces considérations; il se permet en même temps de faire observer au gouvernement impérial, qu'en outre des obligations des traités, la Russie, comme membre de la communauté des Etats européens, a des devoirs à remplir envers les autres nations. Les conditions de l'état du pays, qui depuis fort longtemps existent en Pologne, sont une source de dangers non-suulement pour la Russie, mais pour la paix générale de l'Europe.

Les troubles qui éclatent perpétuellement parmi les sujets polonais de Sa Majesté Impériale agitent nécessairement l'opinion dans les autres pays de l'Europe, donnent de l'inquiétude à leurs gouvernements, et pourraient, dans certaines circonstances, produire les plus graves complications.

Le gouvernement de Sa Majesté espère donc que le gouvernement russe arrangera les choses de manière que la paix puisse être rendue à la Pologne, et fondée sur des bases durables.

Votre Seigneurie lira cette dépêche au prince Gortschakoff et lui en donnera copie.

Je suis, etc.

RUSSELL.

N° 4.

LE COMTE COWLEY AU COMTE RUSSELL.

(*Reçue le 15 avril 1863.*)

(*Extrait.*)

Paris, 14 avril 1863.

Je suis allé voir hier M. Drouyn de Lhuys pour m'assurer de deux choses :

D'abord, si la connaissance de ce que le gouvernement russe a promis une amnistie aux Polonais qui se soumettraient avant le 1er mai, vieux style, avec l'assurance que l'empereur maintiendrait les nouvelles institutions qu'il a dernièrement accordées à la Pologne, a changé l'opinion du gouvernement français quant à l'envoi à Saint-Pétersbourg des trois dépêches des cabinets britannique, français et autrichien ;

Ensuite, s'il n'a pas été fait de communication de Vienne à Son Excellence, demandant que les trois notes à adresser au prince Gortschakoff par les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Autriche, renfermant les copies des dépêches susnommées, soient à la troisième personne au lieu de la première, comme c'était primitivement convenu.

Relativement au premier point, M. Drouyn de Lhuys dit que *la promesse d'une amnistie n'avait rien de nouveau;* que l'empereur de Russie avait déclaré, dès le principe, qu'il en accorderait une aussitôt que les circonstances le permettraient; mais il (M. Drouyn de Lhuys) *devait remarquer que le jour même où l'ukase de l'amnistie fut signé, un autre ukase a paru à Saint-Pétersbourg, mettant le séquestre sur les biens de ceux qui se sont joints à l'insurrection.* Ensuite, quant aux institutions qui devaient être maintenues, Son Excellence devait faire observer que c'est *sous ces institutions mêmes que fut émis l'ordre néfaste de la conscription, cause première de l'insurrection.* Il n'y avait donc rien dans ces promesses qui, selon son opinion, rendît l'envoi des trois dépêches moins désirable qu'avant.

Quant au changement suggéré par le comte Rechberg dans la note d'envoi, M. Drouyn de Lhuys dit qu'il n'en avait pas entendu parler, mais qu'il lui était indifférent que la note fût écrite à la première ou à la troisième personne.

Son Excellence m'a écrit dans la journée, pour me dire que le duc de Grammont lui avait appris le désir du comte Rechberg, et qu'en conséquence elle a autorisé le duc de Montebello à adopter la formule du chargé d'affaires autrichien.

COWLEY.

No 5.

LE COMTE RUSSELL A LORD NAPIER.

Foreign-office, 24 avril 1863.

MONSIEUR,

J'ai reçu et mis sous les yeux de la reine la dépêche de Votre Excellence du 12 courant, contenant une copie du Manifeste sur les affaires polonaises, publié par l'empereur le 31 mars (12 avril).

Le gouvernement de Sa Majesté a examiné ce document avec soin et avec un espoir inquiet d'y trouver le germe du rétablissement de la paix et une perspective d'un bon gouvernement pour la Pologne.

J'ai à vous faire les observations suivantes quant au résultat de cet examen.

Une amnistie peut être la base de la paix dans deux cas :

1° Si les insurgés ont été complétement détruits et ne font qu'attendre une promesse d'oubli pour pouvoir rentrer chez eux ;

2° Si l'amnistie est accompagnée de si vastes promesses, quant à la suppression des abus qui ont occasionné l'insurrection, que les insurgés puissent être amenés à croire avoir atteint leur but.

Il est clair que l'insurrection présente ne se trouve pas dans le premier cas.

Elle n'est pas détruite : bien au contraire, elle est plus étendue qu'elle ne l'a été il y a quelques semaines.

Examinons donc l'amnistie relativement au deuxième des cas supposés.

L'empereur, se reportant aux institutions qu'il a « octroyées » au royaume de Pologne, dit :

« En maintenant encore aujourd'hui ces institutions dans leur intégrité, nous nous réservons, lorsqu'elles auront été éprouvées dans la pratique, de procéder à leur développement ultérieur selon les besoins du temps et ceux du pays. »

Cette promesse ne saurait satisfaire les Polonais. Il faut observer, quant aux institutions déjà accordées, *que c'est pendant qu'elles étaient en vigueur que 2,000 jeunes gens furent enlevés arbitrairement dans une nuit, et condamnés à servir comme soldats dans l'armée russe, au défi de la justice, et même en violation de la loi de 1859, si récemment promulguée.* De sorte qu'il est évident qu'aucune sécurité ne serait obtenue par ceux qui se soumettraient de nouveau aux mêmes lois. *Avec ces institutions en pleine force et vigueur, des innocents peuvent être jetés en prison comme des criminels, condamnés à servir comme simples soldats, ou être exilés dans de lointaines contrées, sans jugement, sans publicité, sans une garantie quelconque.*

Quant à la promesse faite pour l'avenir, il faut remarquer qu'elle doit dépendre du fonctionnement pratique de ces institutions et des besoins du temps et du pays.

La première de ces conditions détruit tout espoir raisonnable de l'accomplissement de cette promesse. Le fonctionnement pratique des institutions accordées jusqu'ici dépend de la coopération des Polonais nés dans le pays, y possédant des propriétés, et estimés pour leur caractère, comme les membres du conseil d'Etat ou des assemblées provinciales et municipales. Mais la récente conduite du gouvernement russe en Pologne l'a privé de toute confiance de la part de tous les Polonais de cette catégorie, et les a forcés de se retirer des corps dans lesquels ils devaient exercer leurs fonctions.

Ce manifeste impérial manque, par conséquent, des pre-

miers éléments de succès, savoir : d'un côté, d'une garantie de sécurité; de l'autre, du sentiment de confiance.

Dans une dépêche du mois d'août 1832, lord Durham, alors ambassadeur de Saint-Pétersbourg, dit : « Depuis très-longtemps il existe une jalousie, non une haine, entre les Russes et les Polonais. » Le gouvernement de Sa Majesté avait espéré que l'empereur actuel, en relevant la position sociale des Russes et en assurant la liberté politique des Polonais, pourrait unir les deux nations par la loyauté envers le trône.

Cet espoir est malheureusement trompé, et c'est avec beaucoup de peine que le gouvernement de Sa Majesté s'aperçoit que ce sentiment de haine entre les Russes et les Polonais ne s'est nullement adouci ni modifié dans l'espace de trente années.

L'amnistie présente ne paraît point destinée à diminuer l'intensité de l'insurrection, *ni à donner aucune sécurité réelle aux plus modérés des patriotes.*

Je suis, etc.

RUSSELL.

N° 6.

CIRCULAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE LA LITHUANIE AUX CHEFS DES GOUBERNIES DE WILNO, KOWNO, GRODNO ET MINSK.

(*Extrait.*)

1er juillet 1863.

Instruit que ma proposition concernant un impôt de 10 p. 100 sur les biens de la noblesse a obtenu la sanction impériale, et désirant faciliter la rentrée de cette contribution dans votre goubernie, je m'empresse de soumettre à Votre Excellence les considérations qu'elle prendra pour base dans son ordonnance :

1° La perception de l'impôt de 10 p. 100 sur tous les biens de la noblesse sans exception s'effectuera séparément dans chaque district. Les chefs militaires de districts y procéderont avec le concours de la police rurale de l'endroit;

2° Un délai de sept jours sera fixé pour la rentrée de l'impôt. Dans le cas où le propriétaire taxé *ne pourrait* satisfaire aux prescriptions ci-dessus, il est enjoint aux chefs de districts de vendre immédiatement le mobilier des maisons et des fermes, ainsi que le bétail, les chevaux, les grains;

3° Me communiquer à l'instant le nom du propriétaire dont la famille ne serait pas au complet par suite de l'absence de l'un de ses membres, afin que je puisse en conséquence élever le taux de l'imposition, *le propriétaire étant doublement coupable.*

Le général d'infanterie : MOURAVIEFF II.

N° 7.

RESCRIT DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE LA LITHUANIE AU CHEF DE LA GOUBERNIE DE WILNO.

18 juillet 1863.

D'après les divers rapports qui me sont adressés, je me suis convaincu que les paysans restant fidèles à leurs devoirs avaient contribué, de concert avec les troupes, à l'apaisement de la révolte fomentée dans le pays par les propriétaires polonais et le clergé catholique. Les paysans ont aussi fait preuve de leurs sympathies pour le trône et le gouvernement. *Des actes aussi louables* de la part du peuple des campagnes m'imposent *le devoir agréable* de faire, par l'intermédiaire de Votre Excellence, mes remercîments à tous les paysans qui ont secondé les troupes. *Je vous recommande*, en outre, d'annoncer

aux paysans que, pour les *encourager à poursuivre et à exterminer les insurgés*, je fixe une somme de trois roubles pour chaque insurgé arrêté par eux et remis aux mains des autorités militaires; la somme sera de cinq roubles pour un insurgé pris les armes à la main. Dans ce but, je permets à Votre Excellence d'envoyer une première fois 2,000 roubles au général Bistranoff, commandant en chef des troupes dans la goubernie de Wilno. *Cette somme devra être perçue sur l'impôt de* 10 *pour* 100 *mis sur les biens des propriétaires dans le gouvernement confié à votre administration.* En recommandant à Votre Excellence de veiller à la stricte exécution de la présente décision, je vous invite en outre à m'envoyer, tous les huit jours, un rapport détaillé sur le nombre des insurgés ainsi arrêtés par les paysans, sur les noms de ces personnes, les communes auxquelles appartiennent les paysans, et la somme d'argent qui aura été, à cet effet, remise à ces derniers.

Le général d'infanterie : MOURAVIEFF II.

No 8.

RESCRIT DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE LA LITHUANIE AU CHEF DE LA GOUBERNIE DE MOHILEW, PROHIBANT L'EMPLOI DE LA LANGUE POLONAISE.

15 septembre 1863.

Il est venu à ma connaissance qu'on se permet quelquefois, dans un grand nombre d'institutions communales comme dans plusieurs cours de justice, un échange officiel d'écrits adressés à certaines personnes et rédigés en langue polonaise.

Jugeant superflu de démontrer l'inconvenance et l'illégalité de ces actes, je me bornerai à proposer à Votre Excellence de prendre des mesures efficaces tendant à les éviter à l'avenir.

Vous ordonnerez sévèrement à toutes les cours de justice, dans la goubernie confiée à votre garde, ainsi qu'à toutes les personnes employées dans les institutions communales comme dans les autres administrations diverses, d'empêcher, sous la plus sévère responsabilité, tout échange d'écrits rédigés en polonais. Vous imposerez une amende à tous ceux qui enfreindraient vos ordres, en se permettant de s'écarter des termes de cette ordonnance, quel que soit le lieu de leur résidence. Sur quoi vous m'adresserez un rapport.

Je prie en outre Votre Excellence de soumettre, pour leur gouverne, à la cour des domaines impériaux et aux juges arbitres de la goubernie qui vous est confiée, le règlement suivant : Les employés des administrations rurales et communales, les fonctionnaires des compagnies du gouvernement, comme les paysans temporairement engagés, n'auront plus le droit d'employer désormais la langue polonaise dans le maniement des affaires ni dans la tenue des livres; elle sera interdite aussi pour les timbres, les sceaux et les estampilles.

Veuillez charger le président de la cour et les juges arbitres d'apporter une stricte surveillance à l'exécution fidèle et exacte de cette ordonnance.

Le général d'infanterie : MOURAVIEFF II.

No 9.

ARRÊTÉ DU LIEUTENANT DU ROYAUME, GÉNÉRAL SOUKHOZANETT.

Varsovie, le 30 juillet 1861.

Le lieutenant de S. M. l'empereur à M. N..., directeur de la commission de...

On m'a appris qu'en plusieurs endroits des fonctionnaires en service actif, qui devraient aider le gouvernement à maintenir la tranquillité et l'ordre, partageant les projets révolu-

tionnaires des habitants, leur ont donné l'exemple de la désobéissance aux prescriptions du gouvernement ; qu'un grand nombre d'entre eux, surtout parmi les plus jeunes, se sont mis à porter des tuniques (polonaises) avec des ceinturons, au lieu de l'uniforme prescrit, et au lieu du col d'uniforme, des cravates de couleur cramoisie, avec des épingles représentant des aigles blancs, des bonnets carrés, etc... ; ils se montrent avec de pareils costumes dans les rues et dans leurs bureaux ; on en a même vu porter des moustaches, l'impériale, et jusqu'à toute la barbe ; *ces faits témoignent de leurs mauvaises dispositions à l'égard du gouvernement et ne sauraient être plus longtemps soufferts.*

C'est pourquoi je vous engage à surveiller d'une manière toute spéciale la conduite des fonctionnaires vos subordonnés, et à user de tous les moyens en votre pouvoir pour empêcher à l'avenir le renouvellement de pareils désordres.

Si jamais il arrive qu'un fonctionnaire, contrevenant aux dispositions que vous aurez prises à cet égard, se présente dans son bureau autrement qu'en uniforme, ou s'il est rencontré dans la rue revêtu d'un costume ne répondant pas à son état, il faudra, pour l'exemple, l'éloigner du service, comme indigne de la confiance du gouvernement.

En effet, le gouvernement, qui ne peut souffrir *chez personne de pareilles allures d'indépendance*, doit d'autant moins tolérer de la part de ses fonctionnaires *une conduite contraire à l'ordre social.*

Vous voudrez bien m'informer des dispositions que vous prendrez en ce sens, et me transmettre le nom des fonctionnaires qui y contreviendraient, de ceux qui se rendraient coupables d'actes témoignant de leurs dispositions hostiles envers le gouvernement. Vous me désignerez aussi ceux qui se seront éloignés du service, conformément au présent arrêté.

Le lieutenant général : SOUKHOZANETT.

N° 10.

ORDONNANCE SUR LES CHAPEAUX.

Les employés de toutes les administrations ont reçu de leurs supérieurs l'ordre de ne se servir dorénavant que de chapeaux cylindriques, afin de se *séparer du parti de l'anarchie,* qui, dans ces derniers temps, a défendu aux hommes de porter ces chapeaux en usage dans l'Europe civilisée. Tout autre couvre-chef sera considéré comme un indice de participation aux manifestations qu'impose à Varsovie une bande de malfaiteurs.

(*Journal officiel de Varsovie,* le 18 août 1862.)

N° 11.

AVIS DU MINISTRE DE LA POLICE A VARSOVIE, CONCERNANT LE DEUIL DES FEMMES.

Varsovie, 2 novembre 1863.

En raison de l'ordonnance publiée dans la *Gazette de police* du 27 octobre, qui a défendu de porter des habits de deuil à partir du 10 novembre suivant, on fait savoir qu'à partir de ce jour les prescriptions suivantes devront être observées concernant les vêtements des femmes :

Le chapeau doit être de couleurs diverses : quand il sera noir, il devra être orné de fleurs ou de rubans de couleur. Les plumes blanches ou noires sur des chapeaux noirs sont interdites. Des capuchons noirs ne peuvent être portés qu'avec une doublure de couleur, mais non blanche.

Sont prohibés : les voiles noirs, les gants noirs, les parasols

noirs ou blancs, les châles, mouchoirs et cravates noirs, les habits noirs ou noirs et bleus. Les manteaux, burnous, pelisses, paletots et autres pardessus pourront être noirs, pourvu qu'il n'y ait dessus rien de blanc.

Le général-major : LEVSCHINE.

N° 12.

DÉPÊCHE DU GOUVERNEMENT NATIONAL AU PRINCE CZARTORYSKI.

(*Extrait.*)

Varsovie, le 15 août 1863.

Nous croyons inutile de rappeler toutes les fables inventées par la Russie au début de l'insurrection pour la présenter à l'Europe sous un jour odieux et criminel; ces accusations de soldats mutilés, de langues coupées, de Saint-Barthélemy ou de Vêpres-Polonaises préméditées dans tout le royaume, la conscience publique en a fait justice.

Mais ce système de calomnies et d'injures est loin d'être abandonné. Nous le voyons se reproduire dans ces adresses de loyauté que le gouvernement du tsar provoque auprès de *ces peuples fidèles*, Grands-Rus es, Petits-Russes, Tatars et même Kalmouks et Baskirs, et qu'il fait imprimer ensuite jusque dans les journaux polonais soumis au régime de la censure. On y trouve les mêmes accusations, les mêmes fables. Le but n'est plus seulement de tromper l'Europe, dont une portion, au contraire, a sa part d'injures dans ces élans d'un zèle habilement surexcité : ces adresses sont moins des témoignages de loyauté et de fidélité à l'empereur que des *appels faits aux passions des peuples et des soldats russes et à leur haine pour la Pologne*, contre laquelle on la pousse de la sorte à une véritable guerre d'extermination.

La diplomatie russe nous accuse de terrorisme. Mais quel

nom donner alors au régime en vigueur dans toutes les provinces où se sont manifestés des symptômes d'insurrection? Par quels moyens la Russie a-t-elle conservé dans les provinces polonaises aussi bien que dans le royaume un reste de pouvoir, si ce n'est par un régime de terreur sans précédent dans aucun temps, dans aucun pays? La violation de toutes les libertés, la négation de tous les droits et de toute pudeur. L'emprisonnement des suspects, la déportation des innocents, les exécutions quotidiennes, n'est-ce pas la terreur dans la plus vraie et la plus complète acception du mot?

Nous avons entendu avec peine un illustre homme d'Etat dire, pour caractériser la situation déplorable de notre pays, que les habitants se trouvent entre deux maux : les rigueurs de la Russie et les sévérités du gouvernement national.

Les Russes ont dû bien volontiers accepter le parallèle, mais la Pologne le repousse avec énergie comme une sanglante injustice. Quand a-t-on vu les Polonais confisquer la propriété de qui que ce soit, arracher par milliers les citoyens à leurs foyers, les enfants à leurs familles, pendre des prêtres, insulter des femmes, massacrer des blessés prisonniers, mettre à prix la tête de leurs ennemis? Les rares exécutions de quelques espions et de quelques pillards peuvent-elles être comparées avec les peines infligées à des milliers de familles pour les prétendus crimes de leurs chefs?

Au moment même où nous écrivons ces lignes, une douloureuse nouvelle nous arrive du palatinat de Grodno. Nous citons ici en entier le rapport très-succint qui nous a été adressé, laissant à M. le vice-chancelier de Russie le soin d'y joindre un commentaire :

« Un détachement d'insurgés parut dans le village de Szczuki, « à six lieues de Grodno, pour se procurer des vivres. Quel- « ques habitants d'un village voisin dénoncèrent aux autorités « russes l'hospitalité des paysans de Szczuki. Des troupes fu- « rent aussitôt envoyées avec des commissaires russes. Le vil- « lage fut brûlé et la charrue passée sur le sol où il s'élevait. « Les habitants furent conduits en prison à Grodno, et leurs « terres distribuées aux dénonciateurs. »

Nous recevons chaque jour des rapports de ce genre ; mais

ce seul fait, dont le gouvernement national garantit l'authenticité, suffit pour justifier l'énergie avec laquelle nous repoussons le parallèle qu'on a voulu établir entre la manière de procéder des iusurgés et la conduite des autorités russes.

No 13.

L'ADMINISTRATEUR DU DIOCÈSE DE VARSOVIE A SON EXCELLENCE LE LIEUTENANT DE L'EMPEREUR DANS LE ROYAUME DE POLOGNE.

Varsovie, 16 octobre 1861.

Les actes de profanation commis dans la journée d'hier dans notre cathédrale, dans l'église des Pères Bernardins et dans celle des Missionnaires, par des soldats moskovites, ont pénétré d'indignation et d'horreur l'esprit des habitants de cette ville et du pays entier, à quelque religion qu'ils appartiennent. En présence de tels faits, je ne saurais garder le silence.

Placé à la tête du clergé de ce diocèse, il est de mon devoir de signaler à Votre Excellence la gravité de l'attentat commis dans les églises, pendant qu'à l'issue du saint sacrifice on y chantait des chants religieux approuvés par l'Eglise. La maison du Seigneur entourée par des troupes, près de deux mille personnes retenues à l'intérieur pendant tout un jour et toute une nuit sans nourriture, et sans égard pour les besoins qu'ils pouvaient avoir; la porte du temple enfoncée, la maison de Dieu envahie pendant la nuit par des soldats armés et le casque en tête, qui frappaient de coups de poing et de coups de crosse ceux qui refusaient de sortir, de crainte d'être sur le champ arrêtés; ce sont là des faits inqualifiables, qui couvrent de honte les soldats d'un gouvernement chrétien, et feraient croire au retour des temps d'Attila.

En présence de faits semblables, et lorsque les soldats me-

nacent de leurs baïonnettes un peuple désarmé, j'ai dû, en me conformant aux intentions de l'Eglise, prendre des mesures qui, tout en détournant de la terrible tentation du désespoir ce peuple indigné et si justement exaspéré, lui fassent cependant profondément sentir la barbarie des actes accomplis. J'ai donc cru devoir ordonner la fermeture de toutes les églises de Varsovie et défendre qu'aucun office n'y fût célébré. Quelle conséquence amènera pour des esprits déjà si profondément irrités cette privation de toute consolation et de tout secours religieux? Je ne puis le prévoir.

Mais ce que je sais, c'est que rien ne saurait plus renouer les liens de confiance entre les gouvernants et les gouvernés, liens si souvent et si cruellement brisés. J'attends du gouvernement des garanties réelles et sérieuses qui sauvegarderont, je l'espère, les fidèles dans nos églises contre les attentats de la force militaire.

L'administrateur du diocèse de Varsovie,
BIALOBRZESKI.

No 14.

EXTRAIT DU *Journal de Posen* DU 4 NOVEMBRE 1864.

Frontières du royaume de Pologne, 1er décembre.

Deux compagnies d'infanterie russe et une sotnia de Cosaques, sous le commandement de trois chefs militaires, envahirent, le 27 novembre, à minuit, le couvent des Pères réformés, situé dans la ville de Zuremina, district de Mlawa. On s'empara de tous les prêtres et de tous les Frères, au nombre de quinze, c'est-à-dire dix prêtres, deux séminaristes et trois Frères, sans en excepter un vieillard octogénaire malade, l'abbé Dembek. Tous furent jetés sur des chariots préparés

d'avance et emmenés à Biezun. On dit qu'ils doivent être tous emprisonnés à Modlin. Personne ne peut savoir ni même supposer la raison pour laquelle on agit ainsi envers des religieux qui ne se sont jamais mêlés de rien et contre lesquels on n'a ni preuves ni motifs. L'attaque dirigée contre le couvent a été réellement sauvage ; la porte du cimetière qui sépare le couvent du mur qui l'entoure a été brisée ; les autres portes eurent le même sort, et les malheureux religieux, surpris dans leur sommeil, furent violemment arrachés de leurs cellules. Les Russes s'emparèrent de l'argent destiné à dire des messes, ainsi que des dépôts particuliers ; les ornements sacerdotaux, les calices, les saints sacrements et autres objets de piété ont été profanés, jetés dans un coin et mis sous scellés jusqu'à nouvel ordre. Le mobilier, les voitures, les ustensiles de cuisine, en un mot, tout ce qui peut servir a été saisi et mis sous scellés.

On assure que cette même nuit les Russes ont agi de la même manière dans vingt-cinq couvents ; qui sait encore si le nombre n'est pas plus considérable ? Tous les religieux de Skempy et de Ratow ont été aussi emmenés de force. En présence d'actes aussi odieux, le peuple est fortement indigné contre la Russie. Les paysans sont effrayés et disent que « la chose ira mal. » Pour calmer le peuple, les Russes le leurrent de paroles mensongères ; ils affirment qu'il ne sera rien fait aux prêtres ; qu'ils seront réunis et qu'ils toucheront un demi-rouble par jour. Ils poussent l'infamie jusqu'à dire que ce qui s'est fait a eu lieu par ordre de l'évêque. Assurément, cette calomnie n'est pas faite sans but. On console le peuple éploré en promettant de lui envoyer en revanche deux autres prêtres.

N° 15.

Au moment même où la dernière feuille de cet ouvrage était tirée à l'imprimerie, je lis dans le *Moniteur*, le discours de M. Hippolyte Carnot, député de Paris au Corps législatif. Tout ce que ce remarquable discours contient est si complétement d'accord avec les idées que j'émets dans cet écrit, qu'heureux de me trouver en conformité d'idées et de vues avec l'illustre orateur, et de donner, en quelque sorte, la consécration d'une si respectable autorité à mon plan, à mon but, et à la solution de la question Russo-polonaise, j'ai fait arrêter le tirage de cette dernière feuille, pour donner quelques extraits de ce discours, prononcé à Paris le 12 juin 1865.

Extrait du MONITEUR.

M. CARNOT. — Messieurs, bien que je sois inscrit sur la discussion générale des affaires étrangères, je n'en veux traiter cependant qu'un point particulier sur lequel il me semble utile et opportun d'appeler vos réflexions. Je vais le faire sans aucun préambule.

Il s'est accompli dans ces derniers temps un événement douloureux pour les hommes de cœur et qui mérite aussi toute l'attention des hommes d'Etat.

Une nation, sœur de la nôtre, et qui a mêlé son sang au nôtre sur de nombreux champs de bataille, a succombé dans une lutte engagée pour son indépendance et aussi pour la nôtre.

A ce titre, les Polonais ont droit à toutes nos sympathies. D'ailleurs, ces nobles exilés, qui conservent si soigneusement le dépôt du patriotisme, nous aideront peut-être un jour à réparer la faute que nous avons commise envers leur pays.

Quoi qu'il en soit, si la politique s'est montrée impuissante à sauver la Pologne, l'humanité du moins essaye aujourd'hui de guérir quelques-unes de ses blessures.

Le budget du ministère de l'intérieur nous donnera l'occasion de voter des subsides aux proscrits de la Russie, et nous le ferons avec empressement en regrettant qu'ils ne soient pas plus considérables, et en déplorant surtout les empêchements de tout genre que la police, plus ombrageuse, j'aime à le croire, que le gouvernement lui-même, a opposés aux amis de la Pologne, quand ils ont voulu se réunir pour soulager cette grande infortune.

Mais, messieurs, je n'ai pas pris la parole pour faire appel à votre philanthropie; je l'ai prise pour traiter une question politique; cette question : la catastrophe de la Pologne, n'a-t-elle pas créé pour l'Europe, et pour la France en particulier, des conditions nouvelles et des nécessités nouvelles? En un mot, je voudrais vous demander, au nom du simple bon sens politique, si vous n'éprouvez pas une certaine inquiétude à voir l'Europe démantelée à la frontière du Nord par l'absence d'un peuple courageux qui l'a plusieurs fois sauvée de la barbarie.

La Russie vient de renverser presque en même temps deux barrières qui gênaient son expansion au dehors, le Caucase et la Pologne. Quand elle aura dépeuplé et repeuplé le Caucase, quand elle aura achevé la Pologne, rien ne mettra plus obstacle à ses plans ambitieux. Je ne veux pas vous faire suivre sur la carte les progrès immenses qu'elle a déjà accomplis; je me bornerai à dire qu'ils sont de nature à éveiller toute la sollicitude des hommes politiques. Par des occupations territoriales qui s'accroissent chaque jour, et par ses influences prépondérantes, la Russie aujourd'hui domine en Perse; elle touche aux portes de l'Inde et de la Chine. Elle peut agir par elle-même directement, ou faire agir pour son compte des populations immenses; elle peut ruiner le commerce européen en Asie. Elle menace partout : sur la mer du Japon, où elle crée un port militaire; sur la mer Noire, où elle ne tardera pas à s'affranchir de l'impuissance factice que les traités lui ont imposée; sur la mer Baltique, partout enfin, partout; elle refait sa marine en silence et l'arme sur de nouveaux modèles.

L'Angleterre, dit-on, commence à s'émouvoir de cette situation. Elle commence! Quelque chose doit étonner, c'est qu'elle ne s'en soit pas émue plus tôt.

A voir l'attitude passive de sa politique étrangère, à la com-

parer avec les mesures de précaution qu'elle prend déjà en vue d'une réforme intérieure, il semble que la vieille aristocratie britannique ait plus de répugnance pour l'invasion de l'esprit nouveau que pour l'invasion des barbares.

Cependant c'est quelque chose de formidable qu'un empire de 60 millions d'habitants, soumis à la même loi civile, politique, religieuse, et tout cela dans les mains d'un seul homme.

Malgré cette puissance colossale, s'il ne s'agissait que d'éventualités de guerre, on nous répondrait peut-être par les souvenirs de l'expédition de Crimée. Mais le plus grand danger qui menace du côté de la Russie est d'une autre nature. C'est, j'oserai le dire, un danger social, que je voudrais pouvoir montrer aussi vivement qu'il m'apparaît à moi-même. C'est le danger qui résultera, tôt ou tard, de la rencontre de deux civilisations antipathiques l'une à l'autre.

Permettez-moi de faire intervenir ici une autorité que vous n'avez pas l'habitude de récuser. Je lis dans la correspondance de l'historien Jean de Muller le récit d'un entretien qu'il eut avec Napoléon à Berlin, en 1806, au moment où l'Empereur marchait vers le Nord. Napoléon en parlant des Tartares, — les Tartares, dans son langage, cela voulait dire les Russes; — je ne défends pas son ethnologie, je cite ses paroles, — Napoléon disait que les Tartares étaient un péril incessant pour la civilisation du monde; et il concluait à quoi? à une muraille de sûreté pour s'en défendre.

Cette muraille existait, muraille vivante, c'était la Pologne. (Très-bien ! autour de l'orateur.)

Napoléon le reconnaissait alors, puisqu'il promettait aux Polonais une restauration de leur nationalité. Plus tard d'autres idées s'emparèrent de son esprit; il sacrifia la Pologne à des spéculations dynastiques.

Cependant son instinct ne l'avait pas trompé quand il signalait les dangers de la Russie pour la civilisation européenne. La civilisation européenne, dans son caractère le plus général, c'est le développement de l'individualité démocratique, c'est le développement de la liberté. La France, l'Angleterre, l'Allemagne représentent cette tendance dans leurs diversités nationales. La civilisation asiatique, au contraire, à laquelle appartient la Russie, a pour caractère l'uniformité, l'autocratie en haut, le communisme en bas. Ce sont deux modes opposés entre lesquels s'établira quelque jour une grande lutte; et si cette lutte n'a pas encore éclaté, c'est que la Pologne, jetée à l'avant-

garde de l'Europe, en supportait à elle seule tout le poids; la Pologne, le voisin géographique de la Russie, son antipode par le caractère.

Parmi les accouplements impossibles, essayés par les traités de Vienne, le plus monstrueux à coup sûr était celui de la Russie et de la Pologne. Tout les séparait, au physique et au moral, la constitution géologique, la race, les traditions historiques; et l'on y ajoutait encore l'incompatibilité des institutions, l'un des deux pays devenant une monarchie constitutionnelle, tandis que l'autre demeurait soumis à l'unité despotique. Aussi les froissements les plus pénibles ne tardèrent-ils pas à se faire sentir.

Je ne parle pas d'après les livres, messieurs. Permettez-moi d'invoquer des souvenirs personnels, des souvenirs d'autant plus vifs et plus sincères qu'ils datent presque de l'enfance. Les événements politiques m'ont fait connaître de très-bonne heure la Pologne; ils m'ont fait vivre jeune, vivre de l'esprit et du cœur, au milieu de cette jeunesse qui fut plus tard décimée sur les champs de bataille et par l'exil; il m'a été donné d'assister aux préliminaires de ce grand duel qui devait se terminer par l'affranchissement ou par l'anéantissement de la Pologne. Eh bien! de ces impressions, confirmées plus tard par l'expérience, il m'est resté cette conviction, que tant qu'il existera des Polonais assujettis à la Russie, la paix est impossible entre les deux nations, entre les deux civilisations. Il y a des vainqueurs et des vaincus, dont un rapprochement forcé finit par amortir les haines. Ici c'est le contraire : plus s'éloigne l'époque de l'injure et de la spoliation, plus les ressentiments s'aigrissent.

Au moment où vous croirez la Pologne abattue sans ressource, elle tentera quelqu'une de ces folies héroïques devant lesquelles la prudence se tait, parce que l'admiration et la sympathie lui imposent silence.

Plusieurs membres. — Très-bien! très-bien!

M. Carnot. — La Russie voulant ce qu'elle veut, dominer l'Europe un jour, ne peut arriver à ses fins sans écraser la Pologne.

Cette pensée ne date pas d'hier, elle date de plus d'un siècle : l'ambassadeur Pozzo di Borgo, dans un mémoire adressé, en 1814, à l'empereur Alexandre, disait : « La destruction de la Pologne comme nation forme l'histoire moderne de la Russie presque tout entière. »

L'histoire de la Russie dit toujours la même chose : après la guerre de 1832, *l'ordre régnant à Varsovie*, la Pologne a vu chaque année des milliers de ses enfants transportés au fond de la Russie, et des Russes venant s'établir sur les domaines confisqués aux patriotes polonais. Elle a vu sa langue naturelle bannie des écoles, son costume national interdit, le rite grec favorisé partout aux dépens du culte catholique. . . . . .

Le sort des armes a donné la victoire aux gros bataillons. Qu'a fait alors le gouvernement russe ? Il a confisqué les biens de ceux qui, ayant pris part à l'insurrection, s'étaient soustraits à sa vengeance, et il a excité les paysans à des empiétements sur les terres de ceux qui étaient restés dans leurs domaines ; il a mis la main sur la propriété industrielle, fruit du travail, à laquelle le gouvernement national s'était bien gardé de toucher ; il s'est efforcé de neutraliser la guerre nationale qu'on lui faisait par une guerre sociale à l'intérieur, suscitant des haines de castes qui n'avaient jamais existé en Pologne, excitant les jalousies, les appétits grossiers, encourageant le pillage. C'est contre les habitants des châteaux et des villes que la persécution s'exerce surtout ; c'est là qu'on va recruter de préférence pour la Sibérie. Cependant, quand un village semble envahi par l'esprit patriotique, le village entier est déporté. Les deux tiers des bannis meurent en route sous l'excès de la misère, de la fatigue et des mauvais traitements. Quant à ceux qui arrivent vivants à destination, de nouvelles tortures les y attendent : les familles sont brisées, les mariages dissous ; les enfants dispersés ; les femmes divorcées de force et les jeunes filles sont jetées aux bras des soldats russes pour y faire souche d'ennemis de leur patrie. Voilà ce qui se passe, voilà la réalité des faits.

On évalue à 200,000 le nombre de ces bannis.

Le but est avoué, hautement avoué : *Extirper l'élément polonais!* C'est un mot emprunté à Mourawieff lui-même ; et Mourawieff, nous le savons, Mourawieff l'exterminateur, n'est pas un enfant perdu du génie moscovite ; c'est le représentant officiel du czar, qui le félicite et le récompense de ses cruautés.

Ce que la Russie appelle l'élément polonais, ce qu'elle a entrepris de détruire, c'est la petite noblesse, c'est la bourgeoisie des villes qui commençait à se former et qui promettait de devenir la richesse du pays.

On croirait, en voyant ce spectacle, assister au rêve de

quelques cerveaux malades. Mais point du tout : c'est un travail qui s'accomplit avec persévérance. Il se passe là des faits sans exemple dans l'histoire.

L'histoire nous raconte des ouragans de barbarie que la passion peut expliquer; elle ne nous montre pas un peuple procédant méthodiquement à l'anéantissement d'un autre peuple par l'extinction de ce qu'il y a de plus intelligent dans son sein. Quant à la masse ignorante et pauvre, lorsqu'elle sera privée de toute direction morale, on espère altérer ses sentiments patriotiques et l'assimiler à la Russie. Peut-être y réussira-t-on; peut-être parviendra-t-on à faire de cette population militaire, qui fut notre défense contre la barbarie, une avant-garde de la barbarie contre nous!

Ce mot de barbarie, je le répète à dessein, parce que le gouvernement de la Russie est toute autre chose qu'un despotisme politique et personnel.

Le despotisme des hommes finit avec eux; mais le czar n'est pas un homme, c'est un code et une bible. (Très-bien! autour de l'orateur.). . . . .

Que devons-nous attendre quand la Pologne n'existera plus, quand elle sera détruite ou assimilée, — c'est tout un quant aux résultats, — quand l'Europe se trouvera sans intermédiaire, en présence de cette civilisation tartare, pour employer le mot de Napoléon? Il ne s'agit pas ici de ces hordes sauvages que la force peut refouler dans leurs solitudes; il s'agit d'une barbarie homogène, disciplinée, possédant toutes les ressources matérielles dont l'industrie moderne a doté les nations les plus avancées, ayant comme nous des chemins de fer, des télégraphes électriques, des armes perfectionnées, des vaisseaux cuirassés, la science navale et la stratégie, notre égale dans la guerre, et disposée à employer contre nous des moyens plus désastreux que la guerre même, ceux qu'elle a employés contre la malheureuse Pologne.

Une lutte contre l'empire des czars peut faire surgir des complications d'autant plus redoutables que le terrorisme démagogique de la Russie semble avoir fait école chez certains gouvernements de l'Europe. L'Autriche en a donné l'exemple en Gallicie. Nous nous rappelons tous l'odieuse jacquerie de 1846, plus téméraire encore peut-être qu'odieuse, organisée pour punir les nobles de leur esprit d'indépendance. Si l'on jette un coup d'œil observateur sur plusieurs Etats de l'Europe, il est impossible de ne pas être frappé par ce phénomène in-

quiétant : une tendance du despotisme à tromper la démocratie sur ses véritables intérêts, pour s'en faire un instrument contre la liberté. (Très-bien! autour de l'orateur.) Si le malheur voulait qu'il réussît, ce serait le signal d'une effroyable anarchie.

Je ne me flatte pas, messieurs, d'avoir fait passer dans vos esprits l'opinion qui est dans le mien, sur la réalité des périls auxquels l'Europe entière pourrait être exposée par la suppression de la Pologne; je m'estimerais heureux si je pouvais seulement appeler vos réflexions sur ce sujet. Il appartient aux corps politiques de prévoir et de prévenir; il leur appartient de ne pas faciliter, par leur approbation, certaines alliances plus dangereuses peut-être pour l'avenir que ne le serait dans le présent une hostilité déclarée.

On a fait valoir quelquefois en faveur de l'alliance russe l'espérance d'une extension de nos frontières, séduisante pour l'amour-propre national; mais de telles combinaisons seraient certainement achetées par le sacrifice de la Pologne. Jamais aucune clause propice a ce pays ne sera obtenue de la Russie par la voie des négociations amiables. Nous connaissons tous la fameuse lettre écrite en 1863 par M. Gortschakoff, le dédain avec lequel il repoussait, de la part de nos diplomates, toute allusion sur ce sujet, « même, disait-il, à titre d'un échange d'idées amicales. »

Cette injure vient de recevoir son complément par les félicitations adressées au proconsul Mourawieff, en date d'une ville française. (Très-bien! sur quelques bancs.)

Où donc la France pourrait-elle espérer des auxiliaires pour un effort en faveur de la nationalité polonaise, si ce n'est parmi ceux que menacent comme nous, et plus immédiatement que nous, les envahissements de la Russie? Je ne parle pas des cabinets retenus dans sa sphère d'action par l'ancienne complicité du partage de 1772. D'ailleurs il existe une solidarité naturelle entre les souverains qui regrettent le pouvoir absolu et ceux qui le possèdent encore. Mais l'opinion publique n'est pas sans puissance en Allemagne; cette puissance s'accroît tous les jours : le peuple allemand est un peuple éclairé, qui ne demanderait pas mieux que d'abjurer ses vieilles rancunes, s'il pouvait abjurer ses défiances.

Dissiper les défiances de l'Allemagne, ce serait, à mon sens, dégager l'avenir de son plus grand péril. Je voudrais voir notre politique étrangère entrer résolûment dans cette voie.

Et d'abord, par des paroles et par des actes, convaincre un peuple loyal que la France entend demeurer fidèle aux principes de sa révolution, aux principes de 89, car c'est toujours à la même source qu'il faut puiser, soit que nous ayons besoin d'une force morale pour assurer nos libertés intérieures, soit que nous voulions chercher une règle de conduite internationale.

Ouvrons donc le livre de notre première constitution. Voici ce que nous y pouvons lire :

« La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes, et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Quand la nation française inscrira solennellement cette profession de foi sur les bornes qui la séparent de la nation allemande, elle inaugurera une nouvelle politique étrangère ; elle fera un pas considérable vers ce grand système de la fédération européenne entrevu par Henri IV, et qui cessera d'être une utopie le jour où les nations de l'Europe seront arrivées au même degré de civilisation et de liberté. (Très-bien ! très-bien ! autour de l'orateur.)

FIN DES DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

TABLE SOMMAIRE

DES DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

FIN DE LA TABLE SOMMAIRE.

Paris. Impr. de PILLET fils aîné, rue des Grands-Augustins, 5.

